

Note concernant la zone protégée « Reckingerhaff-Weiergewan »

Le classement de la zone protégée « Reckingerhaff-Weiergewan » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de protection de la nature telle que fixée par le Gouvernement en Conseil dans le « Plan National pour la Protection de la Nature » en 2007. La désignation de cette zone - anciennement appelée « ZH 55 Hesslengerbaach-Weiergewan » - était d'ailleurs envisagée depuis longue date et notamment reprise dans la « Déclaration d'intention générale » de 1981.

Le site se distingue surtout par la présence d'une espèce de grenouille, la Rainette arboricole *Hyla arborea*. Il s'agit du dernier site de reproduction et de présence de cette espèce strictement protégée pour le Luxembourg. Le site héberge également une population du Triton crêté *Triturus cristatus*, une espèce de l'annexe II de la directive « Habitats ». Parallèlement, le site est fréquenté en tant que terrain de chasse par une espèce de chauve-souris figurant sur l'annexe II de la directive « Habitats », le Grand Rhinolophe *Rhinolophus ferrumequinum*, dont l'unique colonie du Luxembourg se trouve à proximité dans la vallée de la Moselle.

Les principaux biotopes et habitats des espèces à protéger dans la future réserve naturelle sont:

- les mares et autres zones humides, sites de reproduction de la rainette et du triton crêté;
- les pelouses sèches, sites de chasse et d'hivernation de la rainette;
- la mosaïque paysagère des différents stades de succession et d'embroussaillage, ainsi que les éléments de structure paysagers et des prairies maigres, sites de chasse du rhinolophe;
- ...

Hors la diversité biologique, la zone est également fort appréciée du point de vue aspect paysager.

L'avant-projet du règlement a été amendé et adapté dans le cadre de l'élaboration du dossier de classement et suite aux échanges avec les administrations communales de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains, le préposé forestier territorialement compétent et surtout deux propriétaires des zones noyaux, avant le lancement de la procédure.

Le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff-Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains avait été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 5 décembre 2014. Ensuite le projet a été soumis conformément à la procédure prévue par l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles aux habitants des communes de Flaxweiler et de Lenningen.

Suite au jugement du tribunal administratif du 3 juillet 2014 (n° 32175, concernant la réserve naturelle « Mamerdall »), il est proposé de renvoyer dans le préambule à la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans sa totalité, notamment aux objectifs de la loi visés par le chapitre 1 (conservation de la diversité biologique, constitution d'un réseau de zones protégées...), ainsi que le chapitre 5 visant les zones protégées d'intérêt communautaires (Natura2000) et le chapitre 6 visant les zones protégées d'intérêt national. De la même manière, il est proposé de préciser dans le premier article que la future réserve naturelle « Reckingerhaff-Weiergewan » fait partie d'une zone protégée d'intérêt communautaire (Natura2000). La désignation de la réserve naturelle est dès lors à comprendre en tant que mesure réglementaire pour la mise en œuvre du réseau Natura2000 en vertu du chapitre 5 « Zones protégées d'intérêt communautaire » et de l'article 39 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Reckingerhaff-Weiergewan » sise sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 11 mai 2007 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Plan d'action national pour la protection de la nature »;

Vu les avis émis par les conseils communaux de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains après enquête publique;

Vu les observations du commissaire de district à Grevenmacher;

Vu la fiche financière;

Vu l'avis du conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Reckingerhaff-Weiergewan » sise sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Région de la Moselle supérieure (LU0001029) ».

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national « Reckingerhaff-Weiergewan » d'une étendue totale de 143,2 ha se compose de deux parties:

- la partie A, d'une étendue de 13,6 ha, comportant:
 - o la partie A1, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Bous, section C d'Erpeldange

2120/4441, 2510/4442 partie,

commune de Dalheim, section C de Welfrange

1409/1414, 1541/1474, 1545/1386,

- o la partie A2, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Dalheim, section C de Welfrange

1414/1416 partie, 1415/2026, 1415/2027,

- la partie B, d'une étendue de 129,6 ha, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Bous, section C d'Erpeldange

2004/3402, 2004/3406, 2005, 2083, 2083/4205, 2084/4206, 2085/1904, 2086/404, 2086/405, 2087/3824, 2091/2958, 2091/2959, 2092, 2093/2645, 2094/2542, 2096/2770, 2097, 2098/2205, 2099/2206, 2101, 2102, 2105/3825, 2106/1112, 2109/2803, 2112/967, 2113/2804, 2118/4207, 2119/4440, 2123/360, 2124, 2125/3456, 2126/3457, 2127, 2129/3458, 2130/3459, 2132/3460, 2134/3461, 2136/3462, 2138/3463, 2140/3464, 2141/3465, 2142/3466, 2144/2963, 2188/3494, 2348/2, 2349/989, 2350/1975, 2350/1976, 2350/3760, 2351/2, 2351/844, 2351/845, 2356/1618, 2356/1619, 2360, 2361/1977, 2364, 2365/5, 2365/6, 2365/1498, 2365/1499, 2365/1999, 2365/2550, 2366/2551, 2510/4442 partie,

commune de Dalheim, section C de Welfrange

586/3, 586/1331, 587/2560 partie, 1414/1340, 1414/1416 partie, 1414/1418, 1414/2028, 1414/2029, 1414/2320, 1416/2118, 1416/2119, 1416/2120, 1416/2121, 1417/1421, 1419/1422, 1419/1423, 1421/1425, 1421/1426, 1421/1427, 1421/1428, 1421/2321, 1422/1429, 1422/1430, 1424/1506, 1428/1108, 1432/1109, 1434/1235, 1434/2094, 1435/1111, 1438/1112, 1441/388, 1441/389, 1441/2095, 1441/2096, 1442/307, 1446, 1447, 1448, 1451/2193, 1451/2194, 1465/1432, 1465/1435, 1465/1964, 1465/2225, 1465/2226, 1472/2244, 1480/2563, 1480/2564, 1480/2565, 1480/2566, 1480/2567, 1480/2568, 1484/2569, 1484/2570, 1484/2571, 1484/2572, 1484/2573, 1484/2574, 1484/2575, 1495/1355, 1495/1356, 1495/1358, 1495/1437, 1495/1933, 1495/1934, , 1495/2071, 1495/2072, 1510/1446, 1511/1447, 1511/1448, 1511/1449, 1511/1450, 1511/1451, 1512/1453, 1512/2073, 1512/2209, 1513/1455, 1515/1456, 1515/1457, 1526/2210, 1526/2211, 1526/2212, 1526/2213, 1528/2075, 1534/2076, 1534/2077, 1534/2078, 1537/2214, 1538/1379, 1539/2080, 1540/1467, 1540/1469, 1540/2081, 1540/2231, 1540/2232, 1540/2233, 1541/1471, 1541/1473, 1541/1945, 1541/1946, 1541/2207, 1541/2208, 1542/1383, 1543/1384, 1544/1476, 1544/2388, 1544/2389, 1544/2390,

commune de Mondorf-les-Bains, section A d'Ellange

754/5186, 760/5187, 764/2684, 764/2685, 764/5188, 765/2714, 766/2715, 768, 769, 770, 771, 772/3, 772/2599, 772/2600, 772/2983, 772/2984, 773/2316, 774/388, 774/389, 775, 776/3725, 784/2837, 785/1943, 793/2838, 796, 798/2535, 801/2579, 804, 805, 806/862, 806/863, 807, 808/2688, 809, 810, 811/390, 812/391, 812/392, 812/393, 815, 816, 817, 817/2, 818, 819, 820/866, 820/1945, 820/2172, 820/2173, 820/3838, 820/3839, 821, 822/236, 822/237, 822/238, 822/239, 823, 824, 825, 825/3,

825/4, 825/1027, 825/2234, 825/2235, 825/2236, 850/4906, 850/4907, 852, 853/3115, 853/4908, 853/4909, 853/4910, 853/4911, 853/4912, 853/4913, 853/4914, 853/4915, 853/4916, 853/4917, 853/4918, 853/4919, 854/3999, 854/4920, 854/4921, 855, 855/2, 855/4922, 855/4923, 856/4924, 856/4925, 857/4926, 857/4927, 858/3386, 858/3387, 860/1947, 862/3853, 865/3854, 865/3855, 865/3856, 866/1729, 866/3857, 867/1730, 868/3858, 869, 870/3417, 870/3418, 870/3419, 1249, 1250, 1257/892, 1261/2844, 1265/2846, 1678/2915, 1678/5324, 1678/5325, 1678/5326, 1679/5327.

Toutes les surfaces ne portant pas de numéro cadastral, tels que chemins et cours d'eau, situés à l'intérieur du périmètre de la réserve naturelle font partie intégrante de la zone protégée.

La délimitation des deux parties [partie A (A1, A2) et partie B] est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la partie A sont interdits:

- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage et l'extraction de matériaux; les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles, dénommé ci-après « le ministre »;
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes étant à autoriser au préalable par le ministre;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages en terres arables, ainsi que le sursemis;
- la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes tels que mares, étangs, sources, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, lisières de forêts, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, ou friches, ainsi que d'habitats énumérés à l'annexe 1 et d'habitats d'espèces énumérées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004;
- les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que l'installation de nouveaux drainages et l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
- le piégeage, la capture, la destruction ou la perturbation d'animaux sauvages indigènes;
- l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages, excepté dans le cadre de la pratique agricole et forestière;
- la pêche et l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- l'appâtage du gibier;
- la circulation motorisée, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins et sentiers existants, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- l'emploi de pesticides ou de fertilisants;
- la plantation de résineux.

Art. 4. Dans la partie B sont interdits:

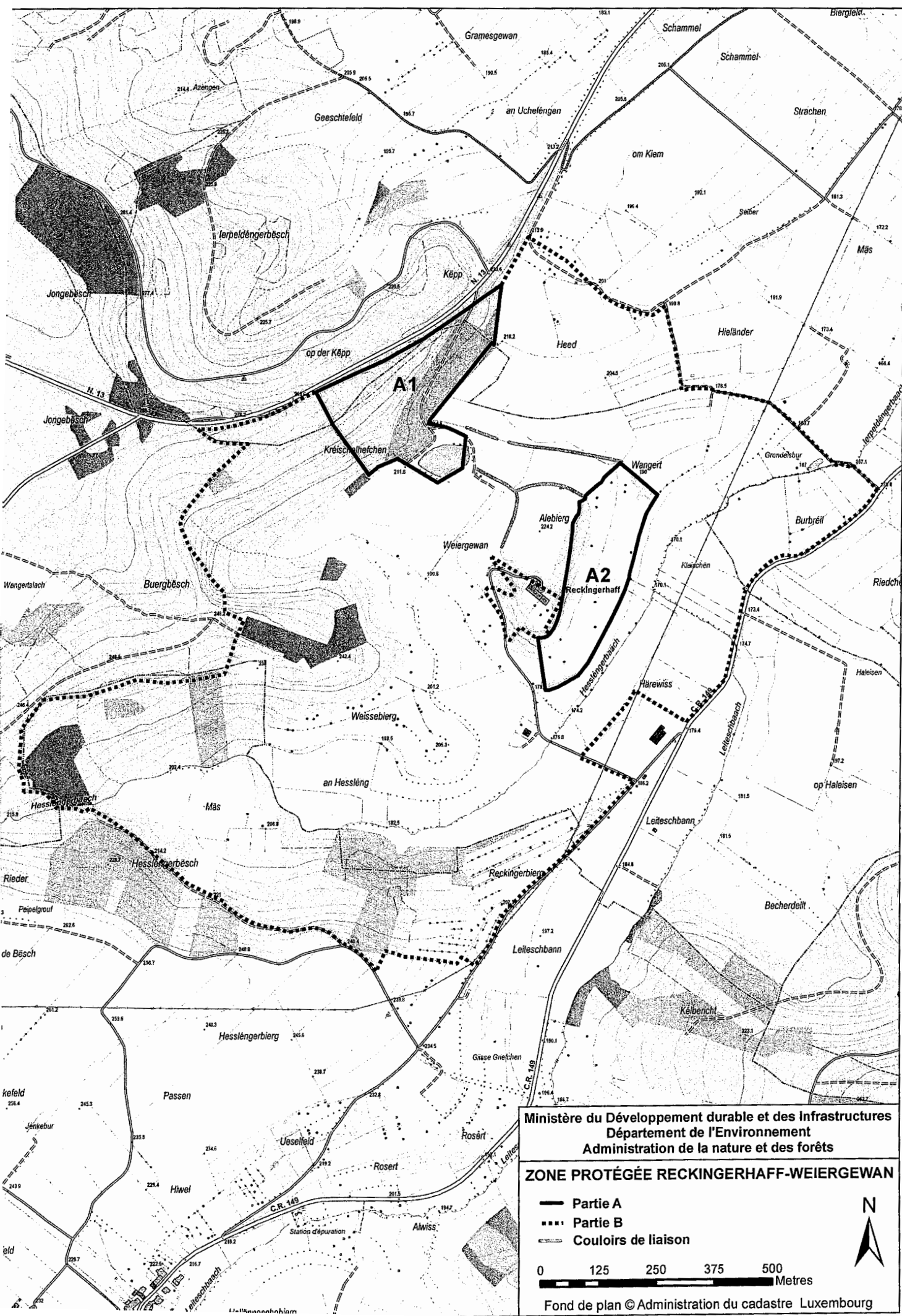
- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage, l'extraction de matériaux dépassant un volume de 250 m³, les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du ministre;
- l'installation de nouveaux drainages;
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des remises ou abris légers servant à des fins agricoles, qui sont toutefois soumis à l'autorisation du Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions ;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, à l'exception de la pose d'une ligne téléphonique souterraine ainsi que d'autres conduites indispensables à l'habitation du Reckingerhaff, travaux qui restent soumis à autorisation préalable du ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles. Les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes sont à autoriser au préalable par le ministre;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages permanents en terres arables;
- l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- la réduction, la destruction et le changement des couloirs de liaison entre les parties A1 et A2 tels que définis sur le plan annexé qui fait partie intégrante du présent règlement grand-ducal;
- l'emploi de pesticides, sauf pour la lutte ponctuelle contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité.

Art. 5. Les dispositions des articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures restent toutefois soumises à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.

Art. 6. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

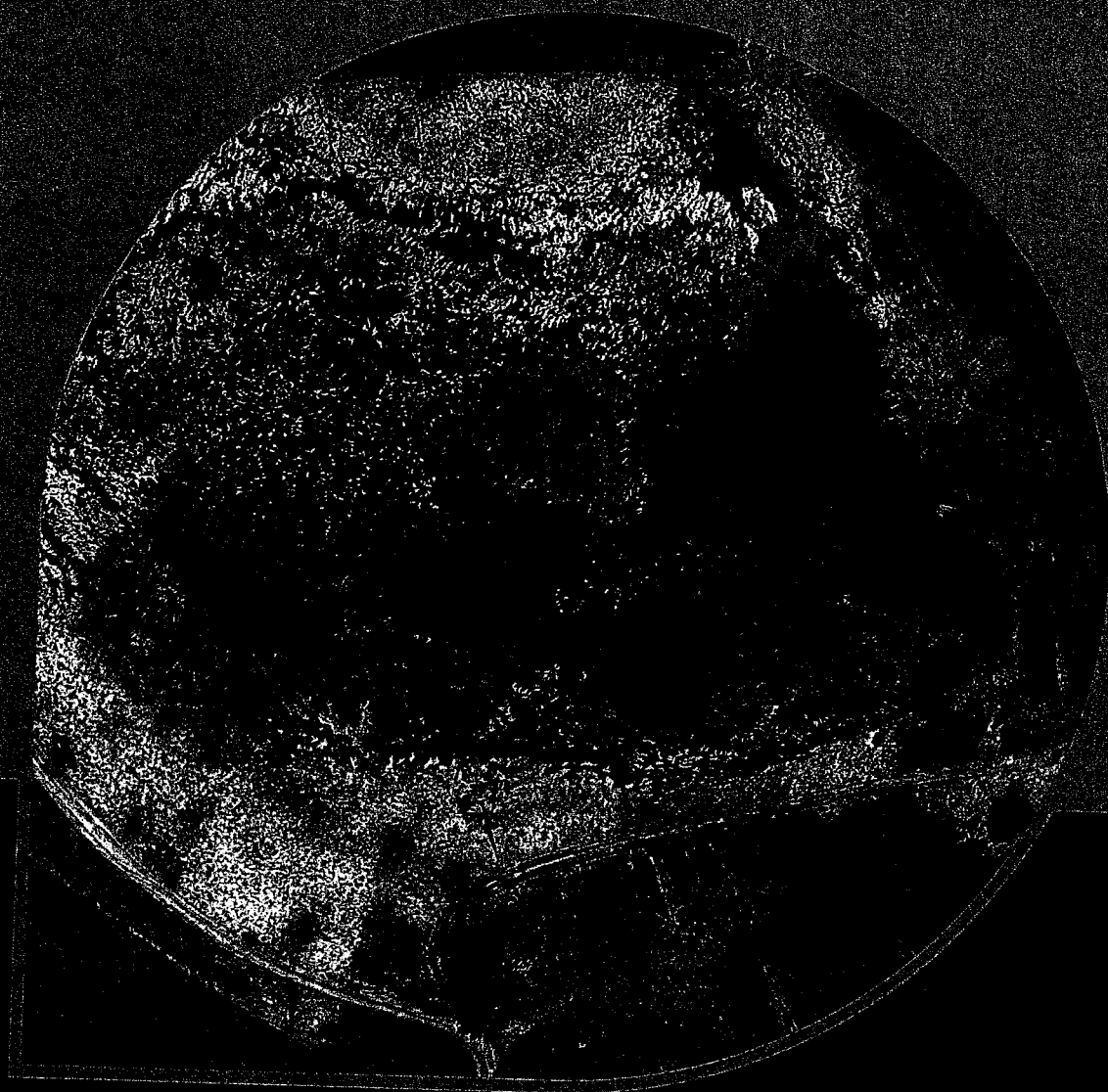
La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



«Reckingerhaaff-Weiergewan» zone humide
RN ZH 56

Réserve Naturelle

Dossier de classement

2014

Dossier de classement « Reckingerhaff - Weiergewan »

Impressum

Auftraggeber :

Administration de la nature et des forêts
Service de la nature
16 rue Eugène Ruppert, L-2456 Luxembourg

Kontaktperson :

Jan HERR
jan.herr@anf.etat.lu
www.emwelt.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de la nature et des forêts

Bearbeitung :

Ecotop
13, rue des Fraises, L-7321 Steinsel

Kontaktperson :

Roland PROESS
ecotop@pt.lu



Fertigstellung des Dossiers: 2014

Inhaltsverzeichnis

Inhaltsverzeichnis	1
Einleitung.....	2
1. Beschreibung des Untersuchungsgebietes	2
1.1. LAGE & GRÖÖE	2
1.2. TOPOGRAPHIE	5
1.3. GEOLOGIE	5
1.4. PEDOLOGIE	5
1.5. HYDROLOGIE	6
1.6. KLIMA	7
1.7. HISTORISCHE NUTZUNG DES GEBIETES	9
1.8. EIGENTUMSVERHÄLTNISSE.....	9
1.9. AKTUELLE FLÄCHENNUTZUNG.....	10
1.10. FAUNISTISCHE UND FLORISTISCHE BEDEUTUNG.....	11
1.10.1. <i>Der Laubfrosch</i>	11
1.10.2. <i>Fledermäuse</i>	12
1.10.3. <i>Weitere Tierarten die in den Anhängen der FFH-Richtlinie aufgeführt werden</i>	12
1.10.4. <i>Vögel</i>	13
1.10.5. <i>Libellen</i>	14
1.10.6. <i>Blütenpflanzen</i>	14
2. Gefährdungsursachen im Untersuchungsgebiet.....	15
2.1. NATÜRLICHE SUKZESSION IM BEREICH DES LAICHGEWÄSSERS	15
2.2. BEEINTRÄCHTIGUNG DES LAICHGEWÄSSERS	15
2.3. NATÜRLICHE SUKZESSION IM LANDLEBENSRAUM	15
2.4. INTENSIVIERUNG DER LANDWIRTSCHAFT	15
2.5. ZERSIEDLUNG DER LANDSCHAFT.....	16
2.6. STRAßENVERKEHR	17
3. Beschreibung der unterschiedlichen Flächen und Maßnahmenvorschläge.....	18
3.1. LAUBFROSCHLAICHGEWÄSSER	18
3.1.1. <i>Beschreibung</i>	18
3.1.2. <i>Maßnahmen</i>	18
3.2. NEUANLAGE VON GEWÄSSERN	19
3.3. LAUBWÄLDER.....	21
3.3.1. <i>Beschreibung</i>	21
3.3.2. <i>Maßnahmen</i>	22
3.4. NADELWÄLDER.....	23
3.5. WIESEN & WEIDEN.....	23
3.5.1. <i>Beschreibung</i>	23
3.5.2. <i>Maßnahmen</i>	24
3.5. HECKEN, GEBÜSCH, UFERGEHÖLZSÄUME, BAUMREIHEN & HOCHSTAMM-OBSTBÄUME.....	25
3.5.1. <i>Beschreibung</i>	25
3.5.2. <i>Maßnahmen</i>	28

Einleitung

Im Frühjahr 2011 wurde das Umweltplanungsbüro Ecotop vom Naturschutzdienst der Forstverwaltung beauftragt, ein Ausweisungsdossier („Dossier de classement“) für das geplante Naturschutzgebiet „Reckingerhaff-Weiergewan“ (RN ZH 56) auszuarbeiten. Dieses Gebiet wird im Nationalen Naturschutzplan (PNPN 2007-2011) als „site prioritaire“ eingestuft, und beherbergt die letzte in Luxemburg reproduzierende Population der europaweit gefährdeten Amphibienart Laubfrosch (Foto 1, *Hyla arborea*).

Hauptziel des Ausweisungsdossiers ist es daher, Maßnahmen vorzuschlagen, die es ermöglichen den Lebensraum der Laubfroschpopulation langfristig zu schützen, aufzuwerten und auszuweiten.

Für das geplante Naturschutzgebiet RN ZH 56 (und das angrenzende Gebiet RN ZH 55 („Reckingerhaff-Hesslängerbach“) wurde bereits 1993 vom Studienbüro Zeyen & Baumann ein Ausweisungsdossier erstellt und Vorschläge zur Pflege des Gebietes unterbreitet. Im Folgenden werden die Angaben dieser Studie überarbeitet und aktualisiert.

1. Beschreibung des Untersuchungsgebietes

1.1. Lage & Größe

Ein Blick in die zur Verfügung stehenden Dokumente betreffend die beiden Gebiete ZH 55 und ZH 56 belegt, dass zur Lage und Ausdehnung der Gebiete unterschiedliche Angaben gemacht werden:

- der im Auftrag des damaligen Umweltministeriums von Ecau (1992) ausgearbeiteten Kurzfassung zufolge, sind die beiden Gebiete insgesamt 91,5 ha groß. Dabei handelt es sich um eine 87,3 ha große Pufferzone und 2 Kernzonen von 2,9 ha („Weiergewan“) respektive 1,3 ha („Hesslängerbach“) Größe.
- dem Ausweisungsdossier von Zeyen & Baumann zufolge sind die beiden Gebiete 151,8 ha groß und bestehen aus einer 129,5 ha großen Pufferzone und 3 Kernzonen von jeweils 9,4 ha („Weiergewan“), 6,4 ha („Hesslängerbach“) und 6,4 ha („Erpeldengerbaach“).

Zur Ausarbeitung des Ausweisungsdossiers musste deshalb entschieden werden, wie das geplante Naturschutzgebiet in Zukunft abgegrenzt werden sollte. In Sitzungen zwischen Vertretern der Natur- und Forstverwaltung und dem Umweltplanungsbüro Ecotop wurde über die neuen Grenzen des geplanten Naturschutzgebietes diskutiert. Dabei waren folgende Überlegungen ausschlaggebend:

- Das Gebiet soll den Sommer- und Winterlebensraum der Laubfroschpopulation ausreichend schützen.
- Das Gebiet soll Flächen beinhalten die sich zur Anlage neuer, für den Laubfrosch geeigneter Gewässer eignen.
- Die Grenzen sollen bevorzugt entlang von Katasterparzellen verlaufen, um die Zahl der Katasterparzellen, die sich nur zum Teil innerhalb des Gebietes befinden, auf ein Minimum zu beschränken.
- Die Grenzen sollen so festgelegt werden, dass sie im Gelände leicht nachvollziehbar sind. Die neuen Grenzen verlaufen deshalb fast überall entlang von Strassen, Feld- oder Waldwegen

Karte 1 zeigt die neuen Grenzen des Gebietes. Vergleicht man diese mit denjenigen, die von Ecau und von Zeyen & Baumann vorgeschlagen wurden, zeigt sich, dass die neue Grenze im westlichen Teil des Gebietes in etwa mit der alten übereinstimmt. Im östlichen Teil reicht das Gebiet nun deutlich weiter als bei Ecau aber weniger weit als bei Zeyen & Baumann.

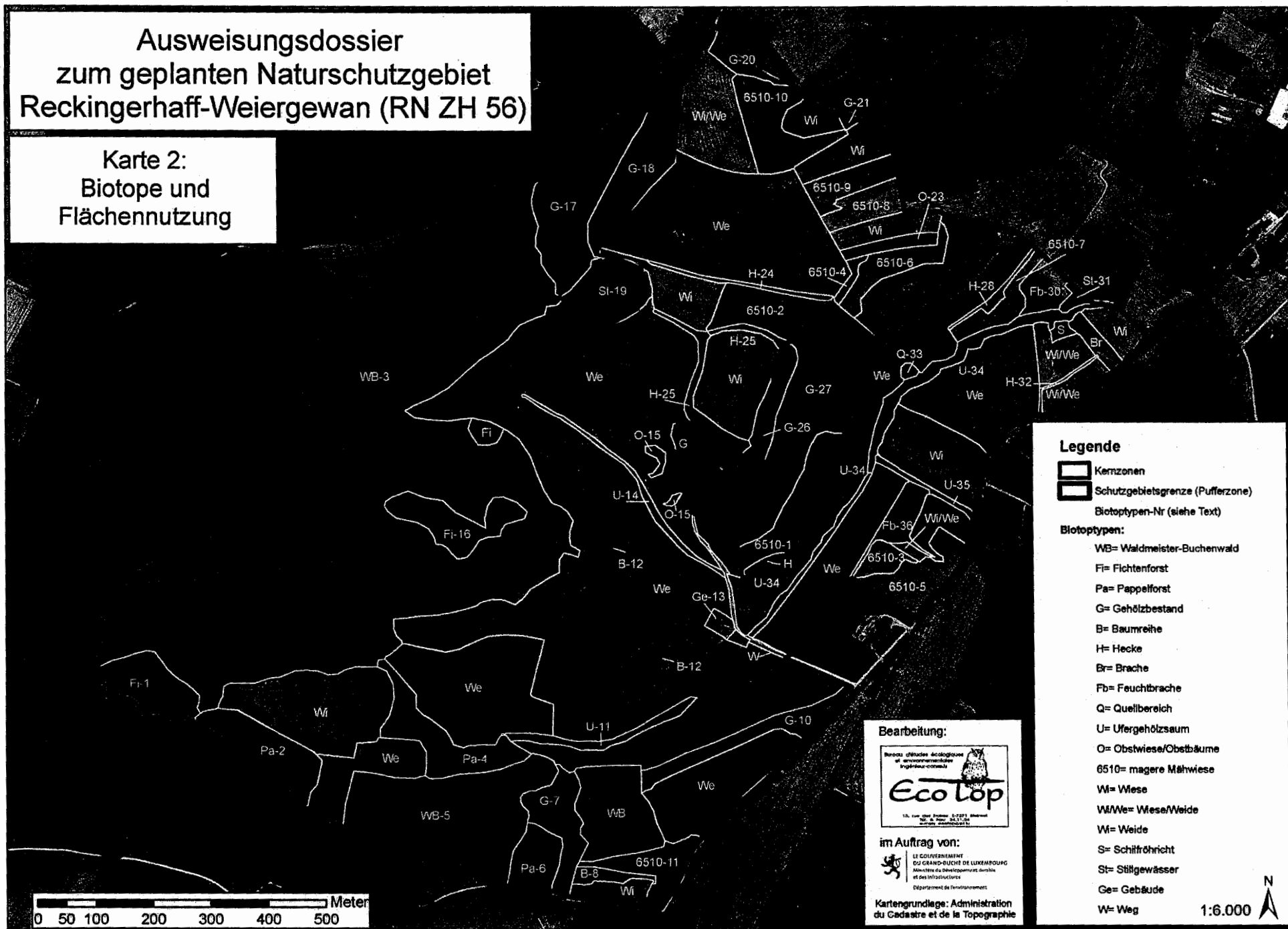
Bei der neuen Abgrenzung wurden der „Reckingerhaff“ und seine direkte Umgebung (Katasterparzellen 1411/1337, 1412/1338, 1413, 1414/1339) sowie das vor gut 10 Jahren erbaute landwirtschaftlich genutzte Gebäude entlang des C.R. 149 (Katasterparzellen 1480/1345 & 1480/2562) aus dem geplanten Naturschutzgebiet ausgegrenzt.

Veränderungen gibt es auch in punkto Kernzonen. Wie aus Karte 1 ersichtlich, beinhaltet das Gebiet jetzt 2 Kernzonen:

- die Kernzone K1 umfasst das Laichgewässer der Laubfroschpopulation und die nordwestlich angrenzenden Gehölzbestände.

Ausweisungsdossier zum geplanten Naturschutzgebiet Reckingerhaff-Weiergewan (RN ZH 56)

Karte 2:
Biotope und
Flächennutzung



- die Kernzone K2 umfasst Gehölzbestände und halbtrockenrasenähnliche Flächen südöstlich des „Reckingerhaff“. Einerseits befinden sich in diesem Bereich Strukturen, die als Sommerlebensraum für den Laubfrosch von großer Bedeutung sind (Sträucher, blütenreiche Krautsäume), andererseits soll diese neue Kernzone dazu dienen, das bestehende Laichgewässer über vorhandene Gehölzstrukturen (H-24, H-25, G-26 & U-34) optimal an die im Herbst 2012 angelegten Gewässer im Bereich „Grondelsbur“ (Karte 4) anzubinden.

Da auch die Grenzen der Kernzonen hauptsächlich entlang von Katasterparzellen festgelegt wurden, entsprechen sie nicht exakt den tatsächlichen Gegebenheiten im Gelände. So erklärt sich, warum ein kleiner Teil (östlicher Bereich) des Laichgewässers außerhalb der Kernzone K1 liegt.

Die bei Ecau und/oder Zeyen & Baumann vorgeschlagenen Kernzonen in den Bereichen „Hesslengerbach“ und „Grondelsbur“ wurden nicht zurückbehalten, da die Biotopausstattung in diesen Bereichen zurzeit die Ausweisung von Kernzonen nicht rechtfertigt.

Das geplante Naturschutzgebiet liegt auf den Gemeindeterritorien von Dalheim, Bous und Mondorf. In Tabelle 1 werden die Flächenanteile der drei Gemeinden in den beiden Kernzonen und in der Pufferzone zusammengefasst.

Tabelle 1: Flächenanteile pro Gemeinde

Gemeinde	Kernzone 1	Kernzone 2	Pufferzone	Fläche insgesamt
Dalheim Sektion C, Welfringen	5,7 ha	5,6 ha	82,6 ha	93,9 ha
Mondorf Sektion A, Ellingen			30,5 ha	30,5 ha
Bous Sektion C, Erpeldingen	1,7 ha		17,1 ha	18,8 ha
Summe	7,4 ha	5,6 ha	130,2 ha	143,2 ha

Das geplante Naturschutzgebiet liegt im Zuständigkeitsbereich des „Arrondissement-Est“ der Natur- und Forstverwaltung innerhalb der Forstreviere Dalheim und Schengen. Die Gauss-Krueger Koordinaten sind: Rechtswert: 89,1-91,0; Hochwert: 66,0-67,6 (Karte 1).

Das Untersuchungsgebiet liegt zu großen Teilen innerhalb des FFH-Gebietes LU0001029 („Région de la Moselle supérieure“), das sich im Tal der Mosel zwischen Schengen und Stadtbredimus sowie im Mosel-Vorland über eine Fläche von 1.675 ha erstreckt. Für dieses FFH-Gebiet liegt ein Managementplan vor (SGI Ingénierie S.A. Luxembourg, 2006), der jedoch zu dem hier geplanten Naturschutzgebiet keine detaillierten Aussagen macht.

1.2. Topographie

Insgesamt dominieren im Untersuchungsgebiet Süd- und Südosthänge, die von der Nationalstraße 13 ins Tal des „Hessléngrbach“ abfallen und zum Teil steil sind. Mehrere kleine Fließgewässer, die das Gebiet in unterschiedlichen Richtungen durchqueren, und die Erhebung „Alebiarg“ gestalten das Relief des geplanten Naturschutzgebietes sehr abwechslungsreich.

Der höchste Punkt des Untersuchungsgebietes wird mit 278 Meter über Normalnull im Nordwesten im Bereich der N13 erreicht, der tiefste Punkt liegt mit 169 Meter über Normalnull im Bereich „Grondelsbur“ im Osten des Gebietes.

1.3. Geologie

Der geologischen Karte Nummer 13 (Remich, 1985) zufolge treten im Untersuchungsgebiet hauptsächlich die Schichten des Keupers zutage. In weiten Bereichen handelt es sich dabei um den Steinmergelkeuper (km3), der aus bunten Mergeln im Wechsel mit hellgrauen Dolomitbänken und zum Teil Gips besteht. In den höher gelegenen Bereichen, wie zum Beispiel rund um den „Reckingerhaff“, sowie im Westen und Nordwesten des Gebietes treten die Schichten des Rhät (ko1) zutage. Diese bestehen aus einer Mischung aus Sandsteinen, Konglomeraten und blättrigen Tonsteinen. In den höchsten Bereichen des Untersuchungsgebietes, entlang der N13 und im Westen, folgen die roten, tonigen Mergel des Rhät (ko2) die den Übergang zum Lias bilden und schlussendlich die Mergel von Elvange, die zum Unteren Lias gehören.

Im Tal des „Hessléngrbach“ wird der Steinmergelkeuper vom Alluvium der Täler (a) überlagert. Dabei handelt es sich um hauptsächlich feine, sandige bis tonige Ablagerungen des Baches.

Das Untersuchungsgebiet wird von mehreren geologischen Verwerfungen durchquert, die in nordöstlich-südwestlicher Richtung verlaufen.

1.4. Pedologie

Die im Untersuchungsgebiet vorherrschenden geologischen Schichten des Keupers verwittern zu tonigen und schweren tonigen Böden (Braunerden, Pararendzina, Pelosole). Diese Böden verfügen zwar über hohe Nährstoffreserven, weisen aber eine schlechte Durchwurzelbarkeit auf und sind aufgrund ihrer wasserstauenden Wirkung nur schwer zu bearbeiten und über längere Zeit im Jahr nicht mit Maschinen zu befahren. Aus diesem Grund gibt es im Untersuchungsgebiet kein Ackerland, die landwirtschaftlich genutzten Flächen werden ausschließlich als Weide, Wiese oder Mähweide genutzt (siehe Karte 2).

1.5. Hydrologie

Im geplanten Naturschutzgebiet existieren zwei ständig Wasser führende kleine Fließgewässer:

- der „Hessléngebach“, der in einem Waldgebiet südlich von Welfringen entspringt, durchquert das Gebiet von Südwest nach Nordost und mündet bei Bous in den „Aalbach“ der bei Stadtbredimus in die Mosel fließt.
- der „Leiteschbach“ entspringt bei Ellingen, tritt aus südwestlicher Richtung kommend in das Untersuchungsgebiet ein und mündet südöstlich des „Reckingerhaff“ in den „Hessléngebach“.

Neben diesen ständig Wasser führenden Fließgewässern wird das geplante Naturschutzgebiet noch von zwei temporären, namenlosen Fließgewässern durchquert die aus nordwestlicher und südöstlicher Richtung kommend in den „Hessléngebach“ münden (siehe Karte 1).

Das Gebiet weist mittlerweile 4 stehende Gewässer auf:

- im Bereich „Weiergewan“ existiert ein vegetationsreicher naturnaher Weiher mit flachen Ufern (Foto 2, Karte 2: St-19). Dieses Gewässer wurde vor langer Zeit als Löschteich angelegt, indem am Südwestrand ein Damm aufgeschüttet wurde. Der Weiher beherbergt neben der bereits erwähnten Laubfroschpopulation zahlreiche weitere seltene Tier- und Pflanzenarten (siehe Kapitel 1.10) und ist für den Naturschutz von nationaler Bedeutung. Das Gewässer wird von Regenwasser und Hangabflusswasser gespeist und weist große Schwankungen des Wasserstandes auf. Der Weiher, der im Frühjahr bis zu 75 Ar groß und bis zu 1,5 m tief ist, trocknet in niederschlagsarmen Jahren, wie 2011, vollständig aus.
- Im Bereich „Grondelsbur“ existiert ein naturferner circa 6 Ar großer Fischteich (Foto 3, Karte 2: St-31). Das stark veralgte Gewässer mit Fischbestand, steilen Ufern und kaum entwickelter Wasservegetation hat für den Naturschutz nur eine geringe Bedeutung.
- Im Bereich „Grondelsbur“ (Karte 1, Fläche 6510-7) wurden im Herbst 2012 zwei kleine, flache Stillgewässer angelegt (Foto 4), die in Zukunft dem Laubfrosch als Laichgewässer dienen sollen.

In der Umgebung des „Grondelsbur“ sowie südwestlich davon existiert lokal grundwasserbeeinflusstes feuchtes Grünland mit Artikel 17-Biotopen (Schilfröhricht, Kleinseggenried, uferbegleitende Hochstaudensäume).

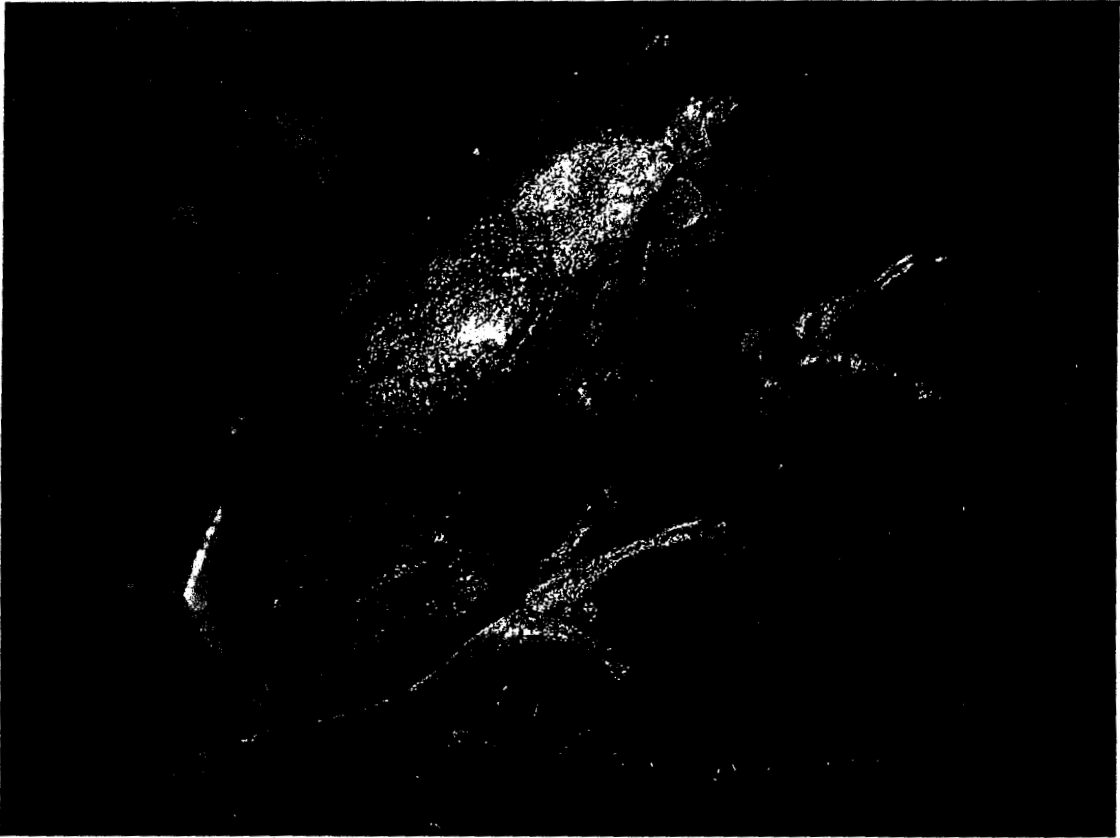


Foto 1: Laubfrosch im Randbereich des Gewässers "Weiergewan"

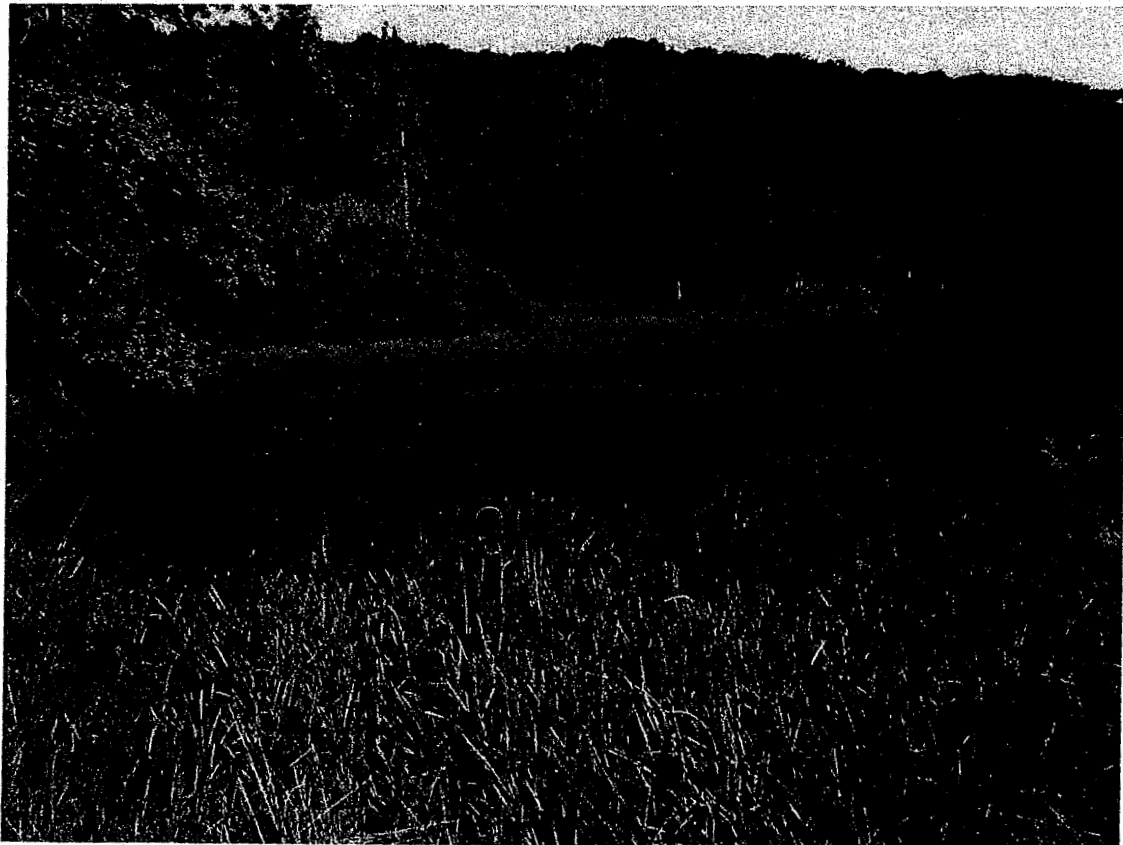


Foto 2: Blick aus südlicher Richtung auf das Laubfrosch-Laichgewässer (05.07.2011)



Foto 3: naturferner Fischteich im Bereich
Grondelsbur (02.08.2012)



Foto 4: neu angelegtes Stillgewässer im Bereich
der Fläche 6510-7 (05.07.2011)

Südwestlich des „Grondelsbur“ existiert in einer Weide ein Quellbereich, der durch Viehtritt und Verbiss stark beeinträchtigt ist (Q-33, Foto 5).

1.6. Klima

Beim Klima unterscheidet man zwischen Makro-, Meso- und Mikroklima.

Als Makro- oder Großklima bezeichnet man das Klima eines Landes (Van Eimeren & Häckel 1979). Das Klima Luxemburgs wird als warmgemäßigt bezeichnet. Gleichmäßig, über das ganze Jahr verteilte Niederschläge, mäßig warme Sommer und relativ milde Winter kennzeichnen dieses Klima.

Das Meso- oder Lokalklima berücksichtigt Unterschiede, die sich aus der Geländegestaltung durch Täler, Hänge, Berge, größere Siedlungen, ausgedehnte Waldungen oder Mooregebiete ergeben (Van Eimeren & Häckel 1979).

Das geplante Naturschutzgebiet liegt im Wuchsgebiet Mosel-Vorland und zählt damit zu den wärmsten und trockensten Gegenden unseres Landes. Als nächstgelegene Wetterstation, die es ermöglicht das Lokalklima des Gebietes zu charakterisieren, bietet sich Remich an, das circa 4 km östlich im Tal der Mosel liegt. Dem Klimaatlas Luxemburgs zufolge (Pfister et al. 2005), weist Remich folgende Klimawerte auf (alle genannten Durchschnittswerte beziehen sich auf die 30-jährige Periode 1971-2000):

- Mittlere Niederschlagsmenge pro Jahr: 744 mm (landesweit niedrigster Wert, höchster Wert: Arsdorf: 967 mm).
- Mittlere Monatsniederschlagsmenge schwankt zwischen 48 mm (April) und 77 mm (Dezember).
- Anzahl Regentage mit mehr als 2 mm: 93 Tage (landesweit niedrigster Wert, höchster Wert: Clerf: 111 Tage).
- Mittlere monatliche Maximaltemperatur schwankt zwischen 3,8°C (Januar) und 23,7°C (Juli).
- Mittlere monatliche Minimaltemperatur schwankt zwischen -0,6°C (Januar) und 13,0°C (Juli).
- Anzahl Tage mit einer Maximaltemperatur > 24,9°C: 38 (höchster Wert: Grevenmacher: 43, niedrigster Wert: Clerf: 18)
- Anzahl Tage mit einer Minimaltemperatur < 0,0°C: 63 (landesweit niedrigster Wert, höchster Wert: Clerf: 93)



Foto 5: durch Tritt und Verbiss beeinträchtigter
Quellbereich (Q-33, 02.08.2012)

Das Mikro- oder Kleinklima ist das Klima noch kleinerer Räume, zum Beispiel von Waldbeständen, Feuchtwiesen oder verbauten Flächen. Wichtigste Faktoren bei der Entstehung von Mikroklimaten sind die Exposition einer Fläche (zum Beispiel warmer Südhang) und die Bodenbedeckung (kühle Wälder, warme Asphaltflächen). Die mikroklimatischen Unterschiede zwischen Flächen unterschiedlicher Bodenbedeckung sind bei klarem (starke Einstrahlung tagsüber, starke Ausstrahlung während der Nacht) und windstillem (keine Durchmischung der unterschiedlichen Luftschichten) Wetter am stärksten ausgeprägt.

Mikroklimatische Messungen liegen für das Untersuchungsgebiet nicht vor. Aufgrund der Bodenbedeckung und der Topographie können jedoch 2 unterschiedliche (Klein-) Klimabereiche unterschieden werden:

Landwirtschaftlich genutzte Flächen

Der größte Teil des Untersuchungsgebietes wird landwirtschaftlich genutzt. Dabei handelt es sich ausschließlich um Grünland (Wiesen und Weiden). Aufgrund der hohen Sonneneinstrahlung tagsüber, sowie der hohen nächtlichen Ausstrahlung, zeichnen sich diese Offenlandbereiche durch starke Tagesschwankungen von Temperatur und Luftfeuchtigkeit aus und gelten als Kaltluftentstehungsgebiete.

Insbesondere in klaren, windstillen Nächten bildet sich über diesen Flächen Kaltluft, die hangabwärts fließt und sich in tieferen Lagen oder an Abflusshindernissen zu Kaltluftseen sammelt. Im Bereich dieser Kaltluftseen herrscht ein insgesamt kühl-feuchtes Mikroklima mit vermehrt auftretendem Nebel und Bodenfrost.

Als typische Lage für Kaltluftseen kann im Untersuchungsgebiet insbesondere die Talaue des „Hessléngerbach“ gelten.

Wälder

Die geschlossenen Laubwaldbestände im Norden und Westen des Gebietes weisen ein eigenes Bestandsklima auf. Durch die abschirmende Wirkung der Baumkronen wird sowohl die Sonneneinstrahlung tagsüber, als auch die nächtliche Ausstrahlung erheblich vermindert. Hierdurch entsteht ein, im Vergleich zum Offenland, ausgeglicheneres Klima mit wesentlich geringeren Tages- und Jahresschwankungen von Temperatur und Luftfeuchtigkeit.

Das Laubfroschgewässer selbst liegt in einer flachen Mulde im Hangbereich unterhalb der bewaldeten Hänge die an die N13 angrenzen. Durch diese Lage ist das Gewässer und seine direkte Umgebung aus mikroklimatischer Sicht begünstigt, da kalte Luft, die sich in klaren Nächten über den Grünlandbereichen bildet, in das Tal des „Hesslängerbach“ abfließen kann und die direkte Umgebung des Gewässers dadurch deutlich weniger schnell abkühlt.

1.7. Historische Nutzung des Gebietes

Die Ferraris-Karte aus dem Jahre 1778 belegt, dass das geplante Naturschutzgebiet bereits damals in weiten Bereichen landwirtschaftlich genutzt wurde (Karte 3). Die Waldfläche entsprach insgesamt in etwa der heutigen. Entlang des „Hesslängerbach“ erstreckte sich eine 100-150 m breite Sumpffläche. Gut sichtbar sind auch die zu dieser Zeit zahlreichen Mäander des Baches, die bei der Begradigung zum größten Teil verschwanden (siehe Karte 1).

Den historischen topografischen Karten zufolge entstand das heutige Laubfroschlaichgewässer zwischen 1939 und 1954 (wo es erstmals auf der Karte verzeichnet ist). Ursprünglich diente es als Löschteich, um im Falle eines Brandes auf dem Gehöft „Reckingerhaff“ (das bereits auf der Karte von 1778 eingezeichnet ist), über ausreichend Löschwasser zu verfügen.

1.8. Eigentumsverhältnisse

Um die Eigentumsverhältnisse im Untersuchungsgebiet darstellen zu können, wurden die Katasterparzellen auf das Luftbild übertragen (Karten 5a & 5b).

In Tabelle 2 werden die Eigentumsverhältnisse in den beiden Kernzonen und in der Pufferzone zusammengefasst. Daraus wird ersichtlich, dass sich sowohl die Kernzonen als auch die Pufferzone zum größten Teil in Privatbesitz befindet. Zur Durchführung der meisten vorgeschlagenen Pflegemaßnahmen ist demnach das Einverständnis der Privateigentümer notwendig.

Kernzone 1 gehört 3 Privateigentümern und der Gemeinde Bous (Adam Josette: Parzelle 1541/1474, Speck Raymond: 1545/1386, Biwer Jacqueline: 1409/1414, Gemeinde Bous: 2120/4441). Kernzone 2 befindet sich vollständig im Besitz einer Privatperson (Biwer Jacqueline: 1414/1416, 1415/2027 & 1415/2026).

**Ausweisungsdossier
zum geplanten Naturschutzgebiet
Reckingerhaff-Weiergewan (RN ZH 56)**

**Karte 3:
Historische Flächennutzung
Ferraris-Karte von 1778**

Bois de haute futaie

Terrains de culture

Vignoble

Maison

Prairie marécageuse

0 50 100 200 300 400 500 Meter

Bearbeitung:



im Auftrag von:



Kartengrundlage: Administration
du Cadastre et de la Topographie

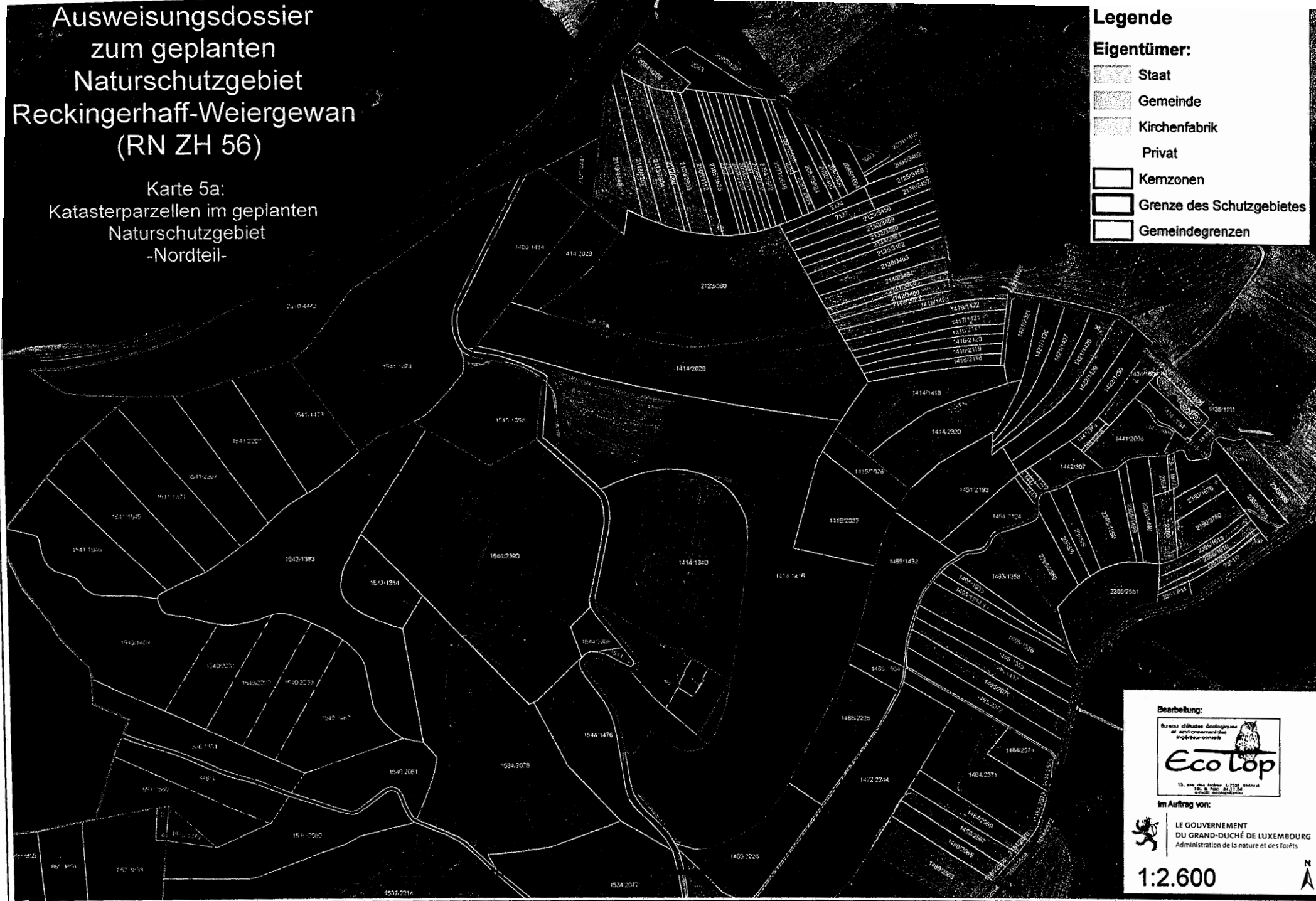
Ausweisungsdossier zum geplanten Naturschutzgebiet Reckingerhaff-Weiergewan (RN ZH 56)

Karte 5a:
Katasterparzellen im geplanten
Naturschutzgebiet
-Nordteil-

Legende

Eigentümer:

-  Staat
-  Gemeinde
-  Kirchenfabrik
-  Privat
-  Kemzonen
-  Grenze des Schutzgebietes
-  Gemeindegrenzen



Bearbeitung:



im Auftrag von:
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de la nature et des forêts

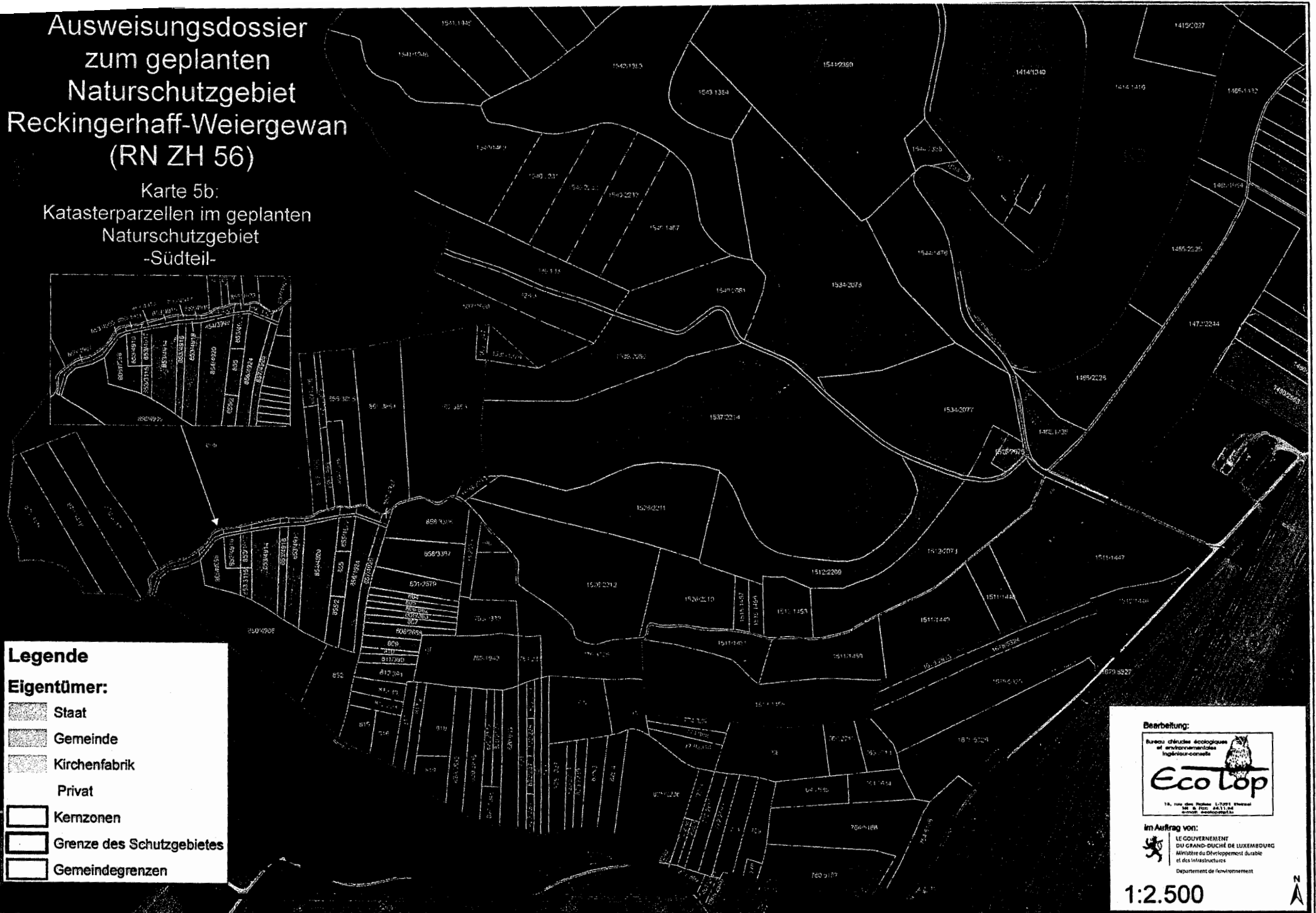
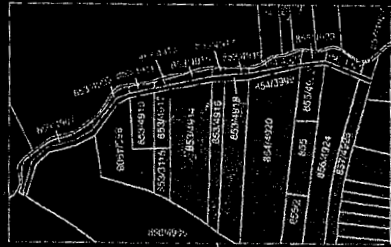


1:2.600



Ausweisungsossier
zum geplanten
Naturschutzgebiet
Reckingerhaff-Weiergewan
(RN ZH 56)

Karte 5b:
Katasterparzellen im geplanten
Naturschutzgebiet
-Südteil-



Legende

Eigentümer:

-  Staat
 Gemeinde
 Kirchenfabrik
 Privat
 Kernzonen
 Grenze des Schutzgebietes
 Gemeindegrenzen

Bearbeitung:



im Auftrag von:

 LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Département de l'environnement

1:2.500



Tabelle 2: Eigentumsverhältnisse im geplanten Naturschutzgebiet

Eigentümer	Kernzone 1	Kernzone 2	Pufferzone	Fläche insgesamt
Privat	5,7 ha	5,6 ha	118,4 ha	129,7 ha
Gemeinde	1,7 ha		9,8 ha	11,5 ha
Kirchenfabrik			1,6 ha	1,6 ha
Staat			0,4 ha	0,4 ha
Gesamt	7,4 ha	5,6 ha	130,2 ha	143,2 ha

Im Anhang befindet sich eine Liste mit den Katasterparzellen und den jeweiligen Eigentümern

1.9. Aktuelle Flächennutzung

Mit dem Ziel aktuelle Angaben zur Flächennutzung zu erhalten, wurde das Untersuchungsgebiet im Sommer 2012 kartiert (Karte 2). Tabelle 3 fasst die aktuelle Flächennutzung im geplanten Naturschutzgebiet zusammen:

Tabelle 3: Flächennutzung im geplanten Naturschutzgebiet (2012)

Flächennutzung	Fläche (ha)
Weiden	54,1
Waldmeister-Buchenwald	36,1
Gehölzbestände	12,7
Mähwiesen	11,5
Magere Mähwiesen	9,0
Mähweiden (Nutzung als Mähwiese & Weide)	4,1
Pappelforst	4,1
Gehölzstrukturen (Ufergehölzsaum, Hecken, Baumreihen)	3,9
Fichtenforst	2,8
Brache/Feuchtbrache	1,6
Stillgewässer	1,4
Obstwiese/Obstbäume	0,5
Sonstige	1,4
Gesamt	143,2

1.10. Faunistische und floristische Bedeutung

1.10.1. Der Laubfrosch

Wichtigste Tierart des Gebietes und Hauptgrund für die Unterschutzstellung ist die Population des in Luxemburg vom Aussterben bedrohten Laubfrosches (*Hyla arborea*) im Gewässer „Weiergewan“ nordwestlich des „Reckingerhaff“ (Foto 2, Karte 2: St-19). Der Laubfrosch (Foto 1) wird in Anhang IV der FFH-Richtlinie aufgeführt und im Nationalen Naturschutzplan als „espèce prioritaire“ eingestuft. Die Art gilt auch in weiten Teilen der Großregion (Rheinland-Pfalz, Saarland, Wallonien, Lothringen) als „stark gefährdet“ oder „vom Aussterben bedroht“.

Hyla arborea war in Luxemburg zwar nie sehr häufig, kam aber Anfang des letzten Jahrhunderts in weiten Teilen des Landes vor (Ferrant 1922). Zum aktuellen Zeitpunkt (Dezember 2012) beherbergt das Gewässer im Bereich „Weiergewan“ die letzte reproduzierende Population des Laubfrosches in Luxemburg. Diese Population ist seit mehr als 30 Jahren bekannt. Bei Zählungen im Mai 2012 wurde die Anzahl rufender Männchen auf circa 50 geschätzt. Im Juli 2012 wurden auch juvenile Laubfrösche im Randbereich des Gewässers gefunden, ein Beleg dafür, dass sich die Population auch weiterhin vermehrt.

Der Laubfrosch benötigt warme, stark besonnte, pflanzenreiche und fischfreie Stillgewässer. Neben dem Laichgewässer müssen als Sommerlebensraum extensiv genutzte, blüten- und insektenreiche Flächen wie Hecken, Hochstaudenfluren, Ufersäume, Mähwiesen oder Brachen vorhanden sein.

Als Hauptgefährdungsursachen, die diese Amphibienart in unserem Land an den Rand des Aussterbens gebracht haben, gelten:

- direkte Zerstörung der Laichgewässer durch die Erweiterung von Siedlungen, Industriezonen oder sonstigen Infrastrukturen.
- Entwertung der Laichgewässer durch Besatz mit Fischen, Eintrag von Dünger und/oder Pestiziden oder durch die natürliche Verlandung, die dazu führt, dass die Gewässer immer stärker zuwachsen.
- Entwertung der Landlebensräume durch die Intensivierung der Landwirtschaft (frühe und häufige Mahd, übermäßiger Einsatz von Düngern und Pestiziden, zu hoher Viehbesatz, Umwandlung von Grünland in Ackerflächen, Beseitigung von Hecken, Brachestreifen und Hochstaudenfluren).

Neben dem Laubfrosch beherbergt das geplante Naturschutzgebiet eine Anzahl weiterer Tier- und Pflanzenarten die in den Anhängen der FFH-Richtlinie aufgeführt werden und/oder in den nationalen Roten Listen erwähnt werden. Die wichtigsten werden im Folgenden kurz vorgestellt. Wenn nicht anders erwähnt, handelt es sich dabei um eigene Beobachtungen.

1.10.2. Fledermäuse

Aufgrund seines, im Vergleich zum Landesdurchschnitt, trockenwarmen Klimas und der zum Teil noch durch Gehölze gut strukturierten Landschaft, besitzt das geplante Naturschutzgebiet auch für Fledermäuse eine große Bedeutung. Der Datenbank RECORDER des Nationalen Naturhistorischen Museums zufolge, wurden im Gebiet selbst und der näheren Umgebung (in weniger als 3 km Entfernung) mehr als zwei Drittel aller in Luxemburg vorkommenden Fledermausarten nachgewiesen (Tabelle 4). Von besonderer Bedeutung ist das Vorkommen der einzigen luxemburgischen Kolonie der Grossen Hufeisennase in Bech-Kleinmacher (circa 3 km östlich des geplanten Naturschutzgebietes). Dietz et al. (2013) zufolge wird auch das geplante Naturschutzgebiet von der Grossen Hufeisennase als Jagdgebiet genutzt.

Tabelle 4: Fledermäuse in und in der Umgebung des geplanten Naturschutzgebietes

Art	Anhänge der FFH-Richtlinie
<i>Eptesicus serotinus</i> (Breitflügelfledermaus)	IV
<i>Myotis bechsteinii</i> (Bechsteinfledermaus)	II & IV
<i>Myotis daubentonii</i> (Wasserfledermaus)	IV
<i>Myotis emarginatus</i> (Wimperfledermaus)	II & IV
<i>Myotis myotis</i> (Großes Mausohr)	II & IV
<i>Myotis mystacinus</i> (Kleine Bartfledermaus)	IV
<i>Myotis nattereri</i> (Fransenfledermaus)	IV
<i>Nyctalus leisleri</i> (Kleiner Abendsegler)	IV
<i>Nyctalus noctula</i> (Großer Abendsegler)	IV
<i>Pipistrellus pipistrellus</i> (Zwergfledermaus)	IV
<i>Plecotus auritus</i> (Braunes Langohr)	IV
<i>Plecotus austriacus</i> (Graues Langohr)	IV
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i> (Grosse Hufeisennase)	II & IV

1.10.3. Weitere Tierarten die in den Anhängen der FFH-Richtlinie aufgeführt werden

- Kammmolch (*Triturus cristatus*), Anhänge II & IV

Im Stillgewässer der Kernzone 1 existiert eine große Kammmolchpopulation. Das Vorkommen konnte 2012 bestätigt werden.

- Kleiner Teichfrosch (*Rana lessonae*, Anhang IV) & Wasserfrosch (*Rana esculenta*, Anhang V)

Die beiden Grünfrösche kommen im Weiher der Kernzone 1 vor. Die einst sehr große Population ist jedoch geschrumpft, da ein dichter und für die Grünfrösche ungünstiger Teichschachtelhalmbestand mittlerweile fast die gesamte Wasserfläche bedeckt.

- Grasfrosch (*Rana temporaria*), Anhang V

Das Laubfroschlaichgewässer beherbergt auch eine der größten Grasfroschpopulationen des Landes. Bei einer Kontrolle am 14.03.2011 bedeckten die Laichballen eine Fläche von 20 m².

- Medizinischer Blutegel (*Hirudo medicinalis*), Anhang V

Das Vorkommen des Medizinischen Blutegels im Gewässer „Weiergewan“ ist schon seit mehreren Jahrzehnten bekannt und konnte noch im Juli 2012 bestätigt werden. Landesweit kommt diese interessante Tierart nur noch in knapp 10 Gewässern vor.

- Zauneidechse (*Lacerta agilis*), Anhang IV

Die Zauneidechse wurde 1978 von R. Thorn in der Umgebung des Stillgewässers beobachtet. F. Schoos gelangen in den 1980-1990 weitere Beobachtungen. Trotz mehrerer Kontrollen konnte die Art 2010, 2011 & 2012 im geplanten Naturschutzgebiet aber nicht mehr bestätigt werden.

- Wildkatze (*Felis sylvestris*, Anhang IV)

Sicona (schrift. Mitt., 2013) zufolge, handelt es sich bei den Wäldern im Westen und Südwesten des geplanten Naturschutzgebietes um einen internationalen Wanderkorridor der Wildkatze, über den die luxemburgischen Vorkommen mit denjenigen des Saarlandes in Verbindung stehen.

1.10.4. Vögel

Der Centrale Ornithologique (Kontaktperson: Mikis Bastian) zufolge, liegt für das geplante Naturschutzgebiet nur eine Beobachtung einer seltenen Vogelart vor und zwar ein Nachweis des Uhu (Rote Liste-Status: „Art der Vorwarnliste“) im Bereich „Reckingerbierg“. Eigenen Beobachtungen zufolge brütet im Laubfroschlaichgewässer der Zwergtaucher (Rote Liste-Status: „Art der Vorwarnliste“) und bei einer Kontrolle im Mai 2011 wurden im Gewässer Rufe der Wasserralle (Rote Liste-Status: „Art der Vorwarnliste“) gehört.

1.10.5. Libellen

Im Bereich des Laubfroschlaichgewässers wurden bislang 25 Libellenarten beobachtet. Damit gehört das Gewässer zu den artenreichsten Libellenbiotopen Luxemburgs. Erwähnenswert sind insbesondere die Nachweise der Rote-Liste-Arten *Aeshna isoeles* (Keilfleck-Mosaikjungfer, Kategorie: sehr selten), *Brachytron pratense* (Früher Schilfjäger, Kategorie: sehr selten) und *Sympetrum flaveolum* (Gefleckte Heidelibelle, Kategorie: gefährdet). In diesem Gewässer gelang auch der Erstdnachweis und der bislang einzige luxemburgische Nachweis der Südlichen Heidelibelle (*Sympetrum meridionale*).

1.10.6. Blütenpflanzen

In Tabelle 5 werden die Pflanzenarten des Untersuchungsgebietes aufgelistet, die in der Roten Liste der Blütenpflanzen Luxemburgs (Colling 2005) einer Gefährdungskategorie zugeordnet sind (Quelle: Biotopkataster der Gemeinden Dalheim (Kartierer: Florian Hans) und Bous (Kartierer: Claudine Felten) sowie eigene Beobachtungen). Dabei wird ersichtlich, dass insbesondere im Bereich von 2 Flächen mehrere gefährdete Arten vorkommen: im Laubfrosch-Laichgewässer und seinen Randbereichen (St-19) und im stark verbuschten Kalk-Halbtrockenrasen G-18.

Tabelle 5: Gefährdete Pflanzenarten im geplanten Naturschutzgebiet

Wissenschaftlicher Name	Deutscher Name	Rote Liste-Status	Vorkommen im Gebiet
<i>Alisma lanceolatum</i>	Lanzettlicher Froschlöffel	vom Aussterben bedroht	St-19
<i>Amelanchier ovalis</i>	Echte Felsenbirne	sehr selten	G-18
<i>Cirsium acaule</i>	Stengellose Kratzdistel	gefährdet	G-18
<i>Colchicum autumnale</i>	Herbstzeitlose	gefährdet	6510-3, 6510-4, G-18
<i>Hordeum secalinum</i>	Roggen-Gerste	gefährdet	6510-1
<i>Lemna trisulca</i>	Dreifurchige Wasserlinse	gefährdet	St-19
<i>Orchis militaris</i>	Helm-Knabenkraut	gefährdet	G-18
<i>Orchis purpurea</i>	Purpur-Knabenkraut	gefährdet	St-19
<i>Peucedanum cervaria</i>	Hirschwurz-Haarstrang	gefährdet	St-19, G-18
<i>Platanthera chlorantha</i>	Berg-Breitkölbchen	gefährdet	G-18
<i>Primula veris</i>	Wiesen-Schlüsselblume	gefährdet	6510-1, 6510-4, G-27, St-19
<i>Pulicaria dysenterica</i>	Grosses Flohkraut	gefährdet	St-19
<i>Rhinanthus alectorolophus</i>	Zottiger Klappertopf	stark gefährdet	6510-2
<i>Salvia pratensis</i>	Wiesen-Salbei	stark gefährdet	6510-1, 6510-4, 6510-5, 6510-6, 6510-8, G-27
<i>Schoenoplectus lacustris</i>	Gemeine Teichsimse	stark gefährdet	St-19
<i>Utricularia vulgaris</i>	Gewöhnlicher Wasserschlauch	stark gefährdet	St-19

2. Gefährdungsursachen im Untersuchungsgebiet

Für das geplante Naturschutzgebiet im Allgemeinen und die Laubfroschpopulation im Besonderen ergeben sich folgende Gefährdungsursachen.

2.1. Natürliche Sukzession im Bereich des Laichgewässers

Durch die natürliche Sukzession haben sich im Laufe der Jahre die Bedingungen für den Laubfrosch im Laichgewässer immer weiter verschlechtert. Ein geschlossener Bestand des Teich-Schachtelhalms bedeckte bis 2011 nahezu das gesamte Gewässer. Im westlichen Teil dehnten sich Weidengebüsche immer weiter aus und in den letzten Jahren waren an einigen Stellen auch kleine Bestände des Breitblättrigen Rohrkolbens entstanden. Diese hochwüchsige Vegetation führte zu einer starken Beschattung des Gewässers und verhinderte die für eine erfolgreiche Vermehrung des Laubfrosches notwendige Erwärmung des Wassers.

2.2. Beeinträchtigung des Laichgewässers

Eine direkte Beeinträchtigung des Laichgewässers ist bislang, dank des Eigentümers, unterblieben. Die Gefahr einer solchen Beeinträchtigung besteht aber. So könnte beispielsweise das Einsetzen von Fischen in das Gewässer fatale Folgen für die Laubfroschpopulation haben.

2.3. Natürliche Sukzession im Landlebensraum

Eine große Gefahr besteht für die Landlebensräume in der natürlichen Sukzession, die dazu führt, dass blütenreiche Staudensäume oder Kalkmagerrasen im Laufe der Zeit mit Gehölzen immer mehr zuwachsen. Für den Laubfrosch ist ein Mosaik aus Gehölzstrukturen und offenen, blütenreichen Bereichen ideal, geschlossene Gehölzbestände werden dagegen weitgehend gemieden. Problematisch ist die Verbuschung im untersuchten Gebiet insbesondere in den Hangbereichen nordöstlich des Laichgewässers (Fläche G-18, Foto 6) und östlich des „Reckingerhaff“ (Fläche G-27, Foto 7). In diesen Bereichen sind durch das Vordringen von Gehölzen (insbesondere Schlehe aber auch Weißdorn, Hundrose & Hartriegel) ehemals artenreiche Kalkmagerrasen heute fast vollständig verschwunden.

2.4. Intensivierung der Landwirtschaft

Eine Umwandlung von Grünland in Ackerland und insbesondere in Maiskulturen, wie sie in vielen Landesteilen zu beobachten ist, ist im Untersuchungsgebiet bislang ausgeblieben. Hauptursache dafür dürften die meist schweren tonigen Böden sein, die sich kaum beackern lassen. So gab es bis Ende 2012 im Untersuchungsgebiet keine Ackerflächen.



Foto 6: Blick aus südwestlicher Richtung auf die stark verbuschte Fläche G-18 (02.08.2012)



Foto 7: Blick aus nordöstlicher Richtung auf die stark verbuschte Fläche G-27 (02.08.2012)

Von einer Intensivierung des Grünlandes durch verstärkte Düngung und häufigere Mahd wurde jedoch auch das geplante Naturschutzgebiet nicht verschont. Das wird auch daraus ersichtlich, dass dem Biotopkataster (2010 & 2012) zufolge von den knapp 80 ha Grünland im Untersuchungsgebiet nur 4 ha als gut erhaltene (A) „Magere Flachlandmähwiese“ (Natura-2000 Code: 6510) eingestuft wurden. Weitere 5 ha wurden zwar noch als „Magere Flachlandmähwiese“ eingestuft, sind jedoch schon durch Aufdüngung beeinträchtigt (Erhaltungszustand B).

Für den Laubfrosch hat die Intensivierung der Landwirtschaft unterschiedliche Auswirkungen:

- Düngung und häufige Mahd führen dazu, dass der Arten- und Blütenreichtum der Wiesen und Weiden erheblich abnimmt und die Vegetation von einigen wenigen hochwüchsigen Grasarten beherrscht wird. Der Sommerlebensraum des Laubfrosches wird dadurch entwertet.
- Durch den Einsatz von Pestiziden, die zum Teil amphibientoxisch sind, werden die Tiere direkt geschädigt, der Einsatz von Insektiziden führt zudem zu einer Reduzierung des Nahrungsangebotes.
- Landwirtschaftlich intensiv genutzte Bereiche erschweren die Ausbreitung des Laubfrosches und die Besiedlung neuer Laichgewässer im oder außerhalb des geplanten Naturschutzgebietes.
- Das häufigere und zum Teil auch nächtliche Befahren der landwirtschaftlich genutzten Flächen führt zu direkten Verlusten durch Mähwerke oder Überfahren der Tiere.

2.5. Zersiedlung der Landschaft

Auch das geplante Naturschutzgebiet blieb von der Zersiedlung der Landschaft nicht verschont. Obwohl die Pufferzone Zeyen & Baumann zufolge südöstlich des „Reckingerhaff“ bis an den C.R. 149 grenzte, wurde in diesem Bereich vor gut 10 Jahren ein großes, landwirtschaftlich genutztes Gebäude, errichtet. Diese Fläche wurde aus dem hier neu abgegrenzten Gebiet ausgegliedert.

2.6. Straßenverkehr

Im Nordwesten des Laubfroschgewässers verläuft in einer Entfernung von circa 230 m die viel befahrene Nationalstraße N13. Südöstlich des Gewässers verläuft in einer Entfernung von circa 700 m der C.R. 149 (siehe Karte 1). Aufgrund der Biotopausstattung in der Umgebung des Laubfroschgewässers und der Ansprüche des Laubfrosches an seinen Sommer- und Winterlebensraum, kann man davon ausgehen, dass das Gebiet zwischen diesen beiden Straßen dem Laubfrosch in ausreichendem Maße Sommer- und Winterlebensraum bietet und daher wahrscheinlich ein Großteil der Population die beiden Straßen nicht überquert. Die Ausbreitung der Art geschieht jedoch indem Jungfrösche vom Gewässer abwandern und dabei Wanderungen über weite Strecken durchführen um neue Lebensräume zu besiedeln. Beim Laubfrosch sind dabei Wanderdistanzen von mehreren Kilometern belegt. Für diese, vom Gewässer abwandernden Tiere, besteht durch den Straßenverkehr eine große Gefährdung.

3. Beschreibung der unterschiedlichen Flächen und Maßnahmen- vorschläge

Wie in Kapitel 1.8. erläutert handelt es sich bei dem weitaus größten Teil der Puffer- und Kernzone um Privateigentum. Die im Folgenden vorgeschlagenen Maßnahmen können daher zum überwiegenden Teil nur mit dem Einverständnis der Eigentümer erfolgen!

3.1. Laubfroschlaichgewässer

3.1.1. Beschreibung

Das Laubfroschlaichgewässer und die angrenzenden Uferbereiche zeichnen sich durch eine artenreiche Vegetation aus. Dem Biotopkataster der Gemeinde Dalheim zufolge kommen im Bereich der Fläche St-19 drei verschiedene Artikel 17-Biotope vor (bei dem Biotop 3150 handelt es sich gleichzeitig um einen Lebensraum aus Anhang I der FFH-Richtlinie):

- 3150: eutrophe Gewässer mit Schwimmblatt- und Unterwasservegetation
- BK 06: Röhrichte
- BK 11: Sümpfe und Niedermoore.

Im Bereich dieser Fläche wachsen 8 Pflanzenarten der Roten Liste (siehe Tabelle 5), darunter der vom Aussterben bedrohte Lanzettliche Froschlöffel und die stark gefährdeten Arten Gewöhnlicher Wasserschlauch und Gemeine Teichsimse. Der Wasserstand im Laubfroschgewässer schwankt sehr stark. In niederschlagsreichen Perioden ist das Gewässer zum Teil über einen Meter tief und breitet sich auf einer Fläche von bis zu 75 Ar aus, im Sommer bleibt meist nur im Bereich des Dammes eine, einige Ar große, Wasserfläche erhalten. Im niederschlagsarmen Jahr 2011 trocknete der Weiher komplett aus.

3.1.2. Maßnahmen

Wie bereits weiter oben erwähnt, hatten sich im Laufe der Jahre die Bedingungen für den Laubfrosch im Laichgewässer verschlechtert, da ein geschlossener Bestand des Teich-Schachtelhalms nahezu das gesamte Gewässer bedeckte und in den letzten Jahren an einigen Stellen auch kleine Bestände des Breitblättrigen Rohrkolbens entstanden waren.

Durch die extreme Trockenheit des Jahres 2011 war das Gewässer im September 2011 vollständig ausgetrocknet. Dieser günstige Umstand ermöglichte es, unter optimalen Bedingungen, die folgenden Pflegemaßnahmen (Fotos 8-12) durchzuführen:

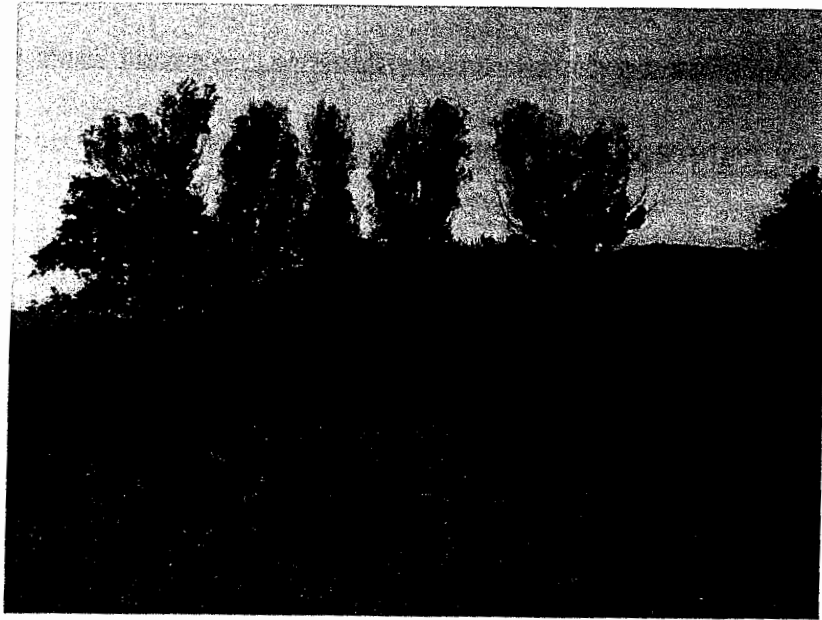
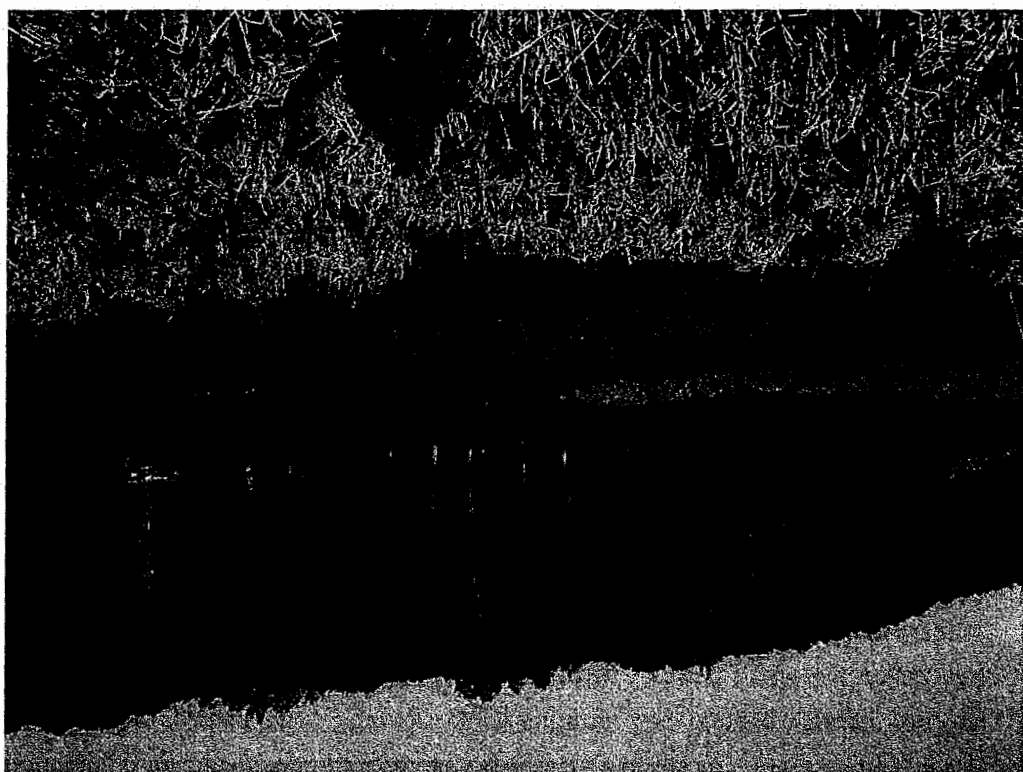
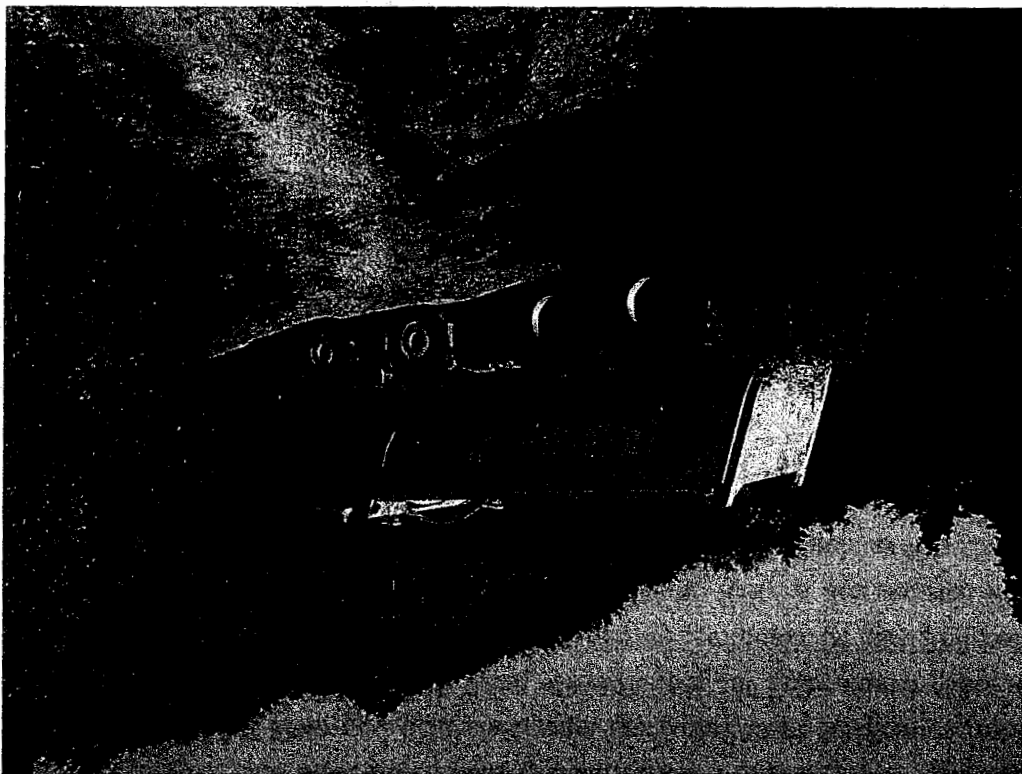


Foto 8 -10: Blick auf den
Dammbereich des Gewässers
beim Reckingerhaff vor
(oben, 05.07.2011),
während (Mitte, 28.09.2011)
und nach (unten, 11.01.2012)
den Arbeiten



Foto 11 & 12: Arbeiten am Gewässer
nordwestlich des Reckingerhaff (28.09.2011)



- Im Dammbereich im südwestlichen Teil des Gewässers wurden auf einer Fläche von circa 345 m² die dort vorhandenen Strauchweiden entfernt. Die Weiden wurden von den Waldarbeitern des Forstreviers Dalheim abgesägt und an Ort und Stelle verbrannt. Die Wurzelstöcke wurden von der Firma Entrapaulus aus Wormeldingen mit einem Bagger herausgerissen und im Dammbereich abgelagert. Einige der alten Weiden auf dem Damm wurden in etwa 2 m Höhe abgesägt, damit sie sich zu so genannten Kopfweiden entwickeln können.
- Im nordwestlichen Teil des Gewässers wurde an 2 Stellen (circa 280 m² und circa 240 m² groß) die vorhandene Vegetation aus Rohrkolben und Teich-Schachtelhalm bis in eine Tiefe von 30-40 cm abgeschabt und auf die nächstgelegene Bauschuttdeponie transportiert.

Durch diese Pflegemaßnahmen ist nun auf einer Fläche von circa 865 m² eine stark besonnte, freie Wasserfläche entstanden, sodass sich die Bedingungen für den Laubfrosch und zahlreiche andere Wasserlebewesen entscheidend verbessert haben.

Bereits 2012 wuchs im Bereich der frei gestellten Flächen wieder Rohrkolben (Foto 13). Es wird demnach wichtig sein, in Zukunft durch regelmäßige, am besten jährliche, Pflegemaßnahmen dafür zu sorgen, dass diese freien Wasserflächen nicht wieder komplett zuwachsen. Solange die Bestände noch klein und licht sind, kann der Rohrkolben problemlos manuell entfernt werden. Eine Möglichkeit besteht darin, die Pflanzen im Frühsommer (Mai-Juni) unterhalb der Wasseroberfläche abzuschneiden. Zu diesem Zeitpunkt ist der Rohrkolben empfindlich und ein Abschneiden unter der Wasseroberfläche führt in den meisten Fällen zum Absterben des Wurzelstockes. Vorteil dieser Methode ist, dass dadurch, anders als beim Ausreißen des Wurzelstockes, der Lebensraum weniger gestört wird.

3.2. Neuanlage von Gewässern

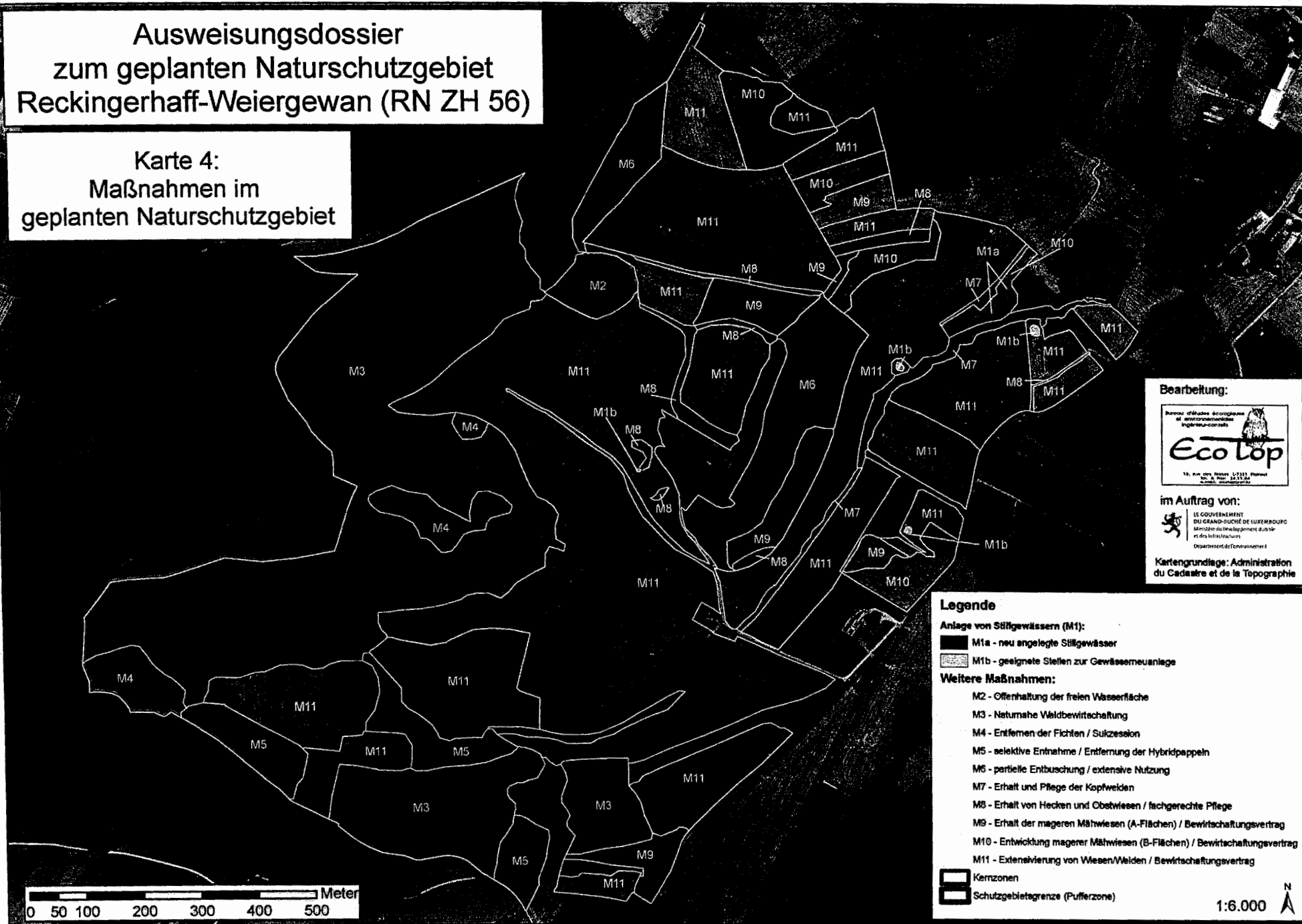
Als eine der wichtigsten Aufgaben im Bereich des geplanten Naturschutzgebietes kann die Neuanlage von Laubfroschlaichgewässern gelten. Im „Plans d'action espèces“ zum Laubfrosch wird empfohlen in der Umgebung des bestehenden Laichgewässers 5 neue Gewässer anzulegen. Diese neu angelegten Gewässer sollen es dem Laubfrosch ermöglichen, sich auszubreiten und eine größere Population aufzubauen. Langfristig muss das Ziel sein, im Schutzgebiet mehrere Laubfroschgewässer mit größeren, und sich reproduzierenden Populationen zu erhalten, die es dem Laubfrosch ermöglichen sich auch über die Schutzgebietsgrenzen hinaus auszubreiten.



Foto 13: neu aufkommender Rohrkolben im Bereich
einer im Herbst 2011 frei gestellten Wasserfläche (02.08.2012)

Ausweisungsdossier zum geplanten Naturschutzgebiet Reckingerhaff-Weiergewan (RN ZH 56)

Karte 4:
Maßnahmen im
geplanten Naturschutzgebiet



Bearbeitung:
Bureau d'Études écologiques
et environnementales
ingénieurs-conseils
Eco top
19, rue des Vieux Forges - L-1313, Pétange
Tél. 00352 66 11 11 11
Fax 00352 66 11 11 11

im Auftrag von:
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Département de l'Environnement

Kartengrundlage: Administration
du Cadastre et de la Topographie

- Legende**
- Anlage von Stillgewässern (M1):**
- M1a - neu angelegte Stillgewässer
 - M1b - geeignete Stellen zur Gewässererneuanlage
- Weitere Maßnahmen:**
- M2 - Offenhaltung der freien Wasseroberfläche
 - M3 - Naturnahe Weidewirtschaft
 - M4 - Entfernen der Fichten / Sukzession
 - M5 - selektive Entnahme / Entfernung der Hybridpappeln
 - M6 - partielle Entbuschung / extensive Nutzung
 - M7 - Erhalt und Pflege der Kopfweiden
 - M8 - Erhalt von Hecken und Obstwiesen / fachgerechte Pflege
 - M9 - Erhalt der mageren Mähwiesen (A-Flächen) / Bewirtschaftungsvertrag
 - M10 - Entwicklung magerer Mähwiesen (B-Flächen) / Bewirtschaftungsvertrag
 - M11 - Extensivierung von Wiesen/Weiden / Bewirtschaftungsvertrag
- Kernzonen**
- Schutzgebietsgrenze (Pufferzone)**
- 1:6.000

Da, wie weiter oben erläutert, nahezu das ganze Gebiet Privateigentümern gehört, sind zur Neuanlage von Gewässern zeitaufwändige Verwandlungen und Gespräche mit den Eigentümern notwendig.

Intensive Bemühungen der Natur- und Forstverwaltung haben es ermöglicht, im Bereich „Grondelsbur“ eine insgesamt 115 Ar große Fläche für die Dauer von 20 Jahren zu pachten. Im Bereich dieser Fläche wurden im Herbst 2012 zwei neue, flache Gewässer angelegt, die in Zukunft dem Laubfrosch als Laichgewässer dienen sollen (Karte 4, Foto 4). Die neuen Gewässer liegen circa 650 m östlich des bestehenden Laichgewässers und sind durch Gehölzstrukturen (Hecken und Ufergehölzsaum) gut an dieses angebunden, sodass eine Besiedlung dieser Gewässer durch den Laubfrosch sehr wahrscheinlich ist. In Zukunft ist vorgesehen, die gepachtete Fläche einmal pro Jahr kurzzeitig zu beweiden (durch die Rinderherde des Eigentümers der nördlich angrenzenden Parzellen).

Die Verhandlungen der Natur- und Forstverwaltung haben auch dazu geführt, dass eine weitere Katasterparzelle im Bereich „An Becherdelt“ (1502/2142, Größe 3,46 ha) vom Staat gekauft werden kann. Im Bereich dieser großen Parzelle werden weitere Gewässer angelegt. Diese Fläche liegt außerhalb der Grenzen des geplanten Schutzgebietes in einer Entfernung von 1000 m südöstlich des bestehenden Laichgewässers. Auch die im Bereich dieser Parzelle geplanten Laichgewässer sind demnach für den Laubfrosch, von der Distanz her, relativ leicht erreichbar. Allerdings müssen die Tiere dabei den C.R. 149 überqueren.

Trotz der Schwierigkeiten sollte und muss auch in Zukunft alles unternommen werden, um weitere Privateigentümer zu überzeugen und die Anlage weiterer Gewässer in der näheren und weiteren Umgebung zu ermöglichen.

Günstige Stellen hierfür existieren insbesondere an folgenden Plätzen (günstige Boden- und Wasserverhältnisse, Abwesenheit schützenswerter Biotope, siehe Karte 4):

- im Hangbereich westlich des Reckingerhaff, im Bereich der Obstbäume O-15 (Parzelle 1544/1476, Eigentümer: Speck Raymond (Gobillot)).
- östlich der Feuchtbrache Fb-36 (Parzelle 1484/2571, Eigentümer: Risch René & Schuster Jeanne).
- westlich des kleinen Schilfbestandes im Bereich „Grondelsbur“ (Parzellen 2361/1977 & 2364, Eigentümer: Steichen Louis).
- auf der Fläche Q-33, im Bereich dieser durch Tritt und Verbiss stark beeinträchtigten Quelle (Foto 5) sollte ein kleines Stillgewässer angelegt und eine Fläche von etwa 2-3 Ar eingezäunt werden (Parzellen: 1451/2193 & 1451/2194, Eigentümer: Klopp Gisèle & Lorang Lucien).

3.3. Laubwälder

3.3.1. Beschreibung

Wie in Kapitel 1.8 erläutert, gehören die Laubwälder der Pufferzone vor allem Privateigentümern. Bei diesen Laubwäldern handelt hauptsächlich um standortgerechten Waldmeister-Buchenwald (36 ha), also um einen Lebensraumtyp aus Anhang I der FFH-Richtlinie (Natura 2000-Code: 9130).

Der Waldmeister-Buchenwald im Westen und Nordwesten des geplanten Naturschutzgebietes (WB-3) besteht hauptsächlich aus Buchen, denen nur vereinzelt Eiche und Hainbuche beige-mischt sind. Der Bestand weist in weiten Bereichen ausreichend Altholz (zum Teil Buchen von bis zu 1 m Durchmesser in 1,3 m Höhe) und liegendes Totholz auf, aber nur wenig stehendes Totholz. Im südlichen Teil existieren Quellbereiche, in diesem Bereich ist die Strauchschicht gut entwickelt (Weißdorn, Feldahorn) und hier sind auch Gemeine Esche und Zitterpappel beige-mischt.

Bei dem Bestand WB-5 im Süden des geplanten Naturschutzgebietes handelt es sich um einen alten Buchenbestand, der im Untergehölz dichte Bestände von Gemeiner Esche und Bergahorn aufweist. Während Altholz und liegendes Totholz in ausreichendem Maß vorhanden sind, weist der Bestand nur wenig stehendes Totholz auf.

Foto 14: Auwaldähnliche Vegetation im
Bereich der Fläche Pa-4 (02.08.2012)



Im Süden der Pufferzone stocken auf einer Fläche von 4,1 ha Hybridpappeln (Flächen Pa). Im Bereich der Fläche Pa-2 wachsen neben alten und zum Teil abgestorbenen Pappeln auch Fichten und vereinzelt Eichen. Strauch- und Krautschicht sind gut entwickelt. Die Strauchschicht besteht hauptsächlich aus Weißdorn, Haselnuss sowie aus sehr viel Aufwuchs von Gemeiner Esche.

Im Bereich der Fläche Pa-4 wachsen neben alten Pappeln auch Fichten und zum Teil alte Eichen und Birken. Im Süden dieser Fläche stockt ein junger, dichter Bergahornbestand. Fläche Pa-4 ist lokal sehr sumpfig (auwaldähnlich) und weist eine interessante Krautvegetation auf mit unter anderem Großseggenbeständen, Riesen-Schachtelhalm, Schilf und Mädesüß (Foto 14).

Bei Fläche Pa-6 handelt es sich um einen jungen Pappelbestand.

3.3.2. Maßnahmen

Die Waldmeister-Buchenwälder (WB-3 & WB-5) sollten gemäß den Prinzipien des naturnahen Waldbaus bewirtschaftet werden, das heißt insbesondere:

- bevorzugt Einzelstammnutzung, Verzicht auf Kahlhiebe die größer als 25 Ar sind
- bodenschonende Bewirtschaftung: maschinelle Holzernte bevorzugt während Frost- oder Trockenperioden und mit möglichst leichten Maschinen, wenn möglich Holzrücken mit dem Pferd
- wenn möglich Verzicht auf Anpflanzungen und Bevorzugung der Naturverjüngung. Wenn Anpflanzungen unumgänglich sind, sollten nur einheimische standortgerechte Laubbaumarten und den lokalen Gegebenheiten angepasstes Saat- und Pflanzgut verwendet werden
- Beschränkung des Waldwegenetzes auf ein für die Waldnutzung erforderliches Minimum
- Bewirtschaftung so durchführen, dass jederzeit ausreichend starkes Totholz (> 30 cm Durchmesser, liegend und stehend, mindestens 3 pro ha) und ausreichend Altbäume (mindestens 5 Laubbäume mit > 50 cm Stammdurchmesser in 1,3 m Höhe pro ha) vorhanden sind.
- Schutz von „Biotopbäumen“ (Bäume mit Spechthöhlen und/oder Greifvogelhorsten)
- keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln
- Reduzierung des Wildbestandes auf ein waldverträgliches Niveau, das die Naturverjüngung ermöglicht, das heißt angepasster Jagddruck und keine Wildfütterung

Die Hybridpappeln und Fichten im Bereich der Flächen Pa-2, Pa-4 & Pa-6 sollten mittelfristig entfernt werden, damit sich auch in diesen Bereichen durch natürliche Sukzession ein standortgerechter Laubmischwald aus einheimischen Baumarten entwickeln kann. Dieser Laubmischwald sollte gemäß den Prinzipien des naturnahen Waldbaus bewirtschaftet werden.

3.4. Nadelwälder

Der Fichtenwald Fi-1, der sich zurzeit noch in einem guten Zustand befindet sollte mittelfristig entfernt werden, damit sich durch natürliche Sukzession ein standortgerechter Laubmischwald entwickeln kann.

Der Fichtenwald Fi-16, der sich durch mangelnde Pflege, Windwurf und Borkenkäferbefall in einem sehr schlechten Zustand befindet, sollte kurzfristig entfernt werden.

3.5. Wiesen & Weiden

3.5.1. Beschreibung

Das Grünland des geplanten Naturschutzgebietes wird in weiten Bereichen intensiv genutzt. Dem Biotopkataster zufolge wurden lediglich 9 ha (oder 11% der Grünlandfläche) als „Mageres Flachlandmähwiesen“ (Lebensraum aus Anhang I der FFH-Richtlinie, Natura 2000-Code: 6510) eingestuft.

Im Folgenden werden die interessanten Grünlandbereiche kurz beschrieben, indem die wichtigsten Ergebnisse aus den Biotopkatastern der 3 Gemeinden, sowie eigene Beobachtungen zusammengefasst werden (siehe Karte 2).

6510-1

Erhaltungszustand: sehr gut (A), Vorkommen von 3 Pflanzenarten der Roten Liste: Wiesen-Salbei (stark gefährdet), Roggen-Gerste (gefährdet) und Wiesen-Schlüsselblume (gefährdet).

6510-2

Erhaltungszustand: sehr gut (A), Vorkommen der stark gefährdeten Art Zottiger Klappertopf.

6510-3

Erhaltungszustand: sehr gut (A), Vorkommen der gefährdeten Art Herbstzeitlose.

6510-4

Erhaltungszustand: sehr gut (A), Vorkommen von 3 Pflanzenarten der Roten Liste: Wiesen-Salbei (stark gefährdet), Herbstzeitlose (gefährdet) und Wiesen-Schlüsselblume (gefährdet).

6510-5

Erhaltungszustand: gut-mittel (B), beeinträchtigt durch Aufdüngung, Vorkommen der gefährdeten Art Wiesen-Salbei.

6510-6

Erhaltungszustand: gut-mittel (B), beeinträchtigt durch Aufdüngung, Vorkommen der gefährdeten Art Wiesen-Salbei.

6510-7

Erhaltungszustand: gut-mittel (B), beeinträchtigt durch Aufdüngung, im östlichen Teil kleinflächig Seggen-Bestände.

6510-8

Erhaltungszustand: sehr gut (A), Vorkommen der gefährdeten Art Wiesen-Salbei.

6510-9

Erhaltungszustand: gut-mittel (B), beeinträchtigt durch Aufdüngung und zum Teil auch durch Verbuschung und Verbrachung.

6510-10

Erhaltungszustand: gut-mittel (B), beeinträchtigt durch Aufdüngung.

3.5.2. Maßnahmen

Hauptziel im Untersuchungsgebiet muss es sein, das Grünland insgesamt extensiver zu nutzen. Das heißt insbesondere: Verzicht auf Gülledüngung, Kalkung, Pestizide, Übersaat und Umbruch, Begrenzung der organischen Düngung (maximal 20 Tonnen/ha mit einem maximalen Gehalt von 100 kg Stickstoff), kein Befahren und keine Bodenbearbeitung zwischen dem 15. April und dem 15. Juni. Mähwiesen sollten maximal 2 Mal pro Jahr und nicht vor dem 15. Juni gemäht werden. Auf den Weiden sollte die Viehdichte 2-3 Großvieheinheiten pro ha nicht überschreiten.

Um diese Extensivierung der Nutzung zu erreichen, muss versucht werden Biodiversitätsverträge (gemäß „Règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d’aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier“) abzuschließen. Vorrangig sollte dies im Bereich der noch vorhandenen, mageren Mähwiesen (6510) erfolgen. Bei diesen Flächen muss unbedingt versucht werden, die extensive Nutzung zu erhalten (sogenannte A-Flächen), respektive bei den Flächen, deren Erhaltungszustand durch Aufdüngung bereits beeinträchtigt ist (sogenannte B-Flächen), wieder ein zuführen.

Zum aktuellen Zeitpunkt (Dezember 2012) sind im geplanten Naturschutzgebiet keine Biodiversitätsverträge abgeschlossen. Eine größere Fläche im Südwesten des Laubfroschlaichgewässers stand zwar bis 2011 unter Vertrag, dieser wurde allerdings nicht verlängert. Für eine kleinere Fläche im Randbereich ist ein Vertrag in Planung.

Kurzfristig muss demnach versucht werden, einen möglichst großen Anteil der Grünlandfläche mit Hilfe von Biodiversitätsverträgen zu extensivieren. Hierdurch könnte die Artenvielfalt erhöht und der Sommerlebensraum des Laubfrosches aufgewertet werden. Dort wo die Bedingungen für die Anwendung des Biodiversitätserlasses nicht erfüllt sind, sollten Bewirtschaftungsverträge auf Grundlage der Agrarumweltmaßnahmen („Règlement grand-ducal du 26 août 2009 instituant un régime d’aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l’environnement et de l’entretien de l’espace naturel“) abgeschlossen werden.

Eine Umwandlung von Grünland in Ackerland, auch zeitlich begrenzt, sollte im gesamten Naturschutzgebiet gesetzlich verboten werden.

3.5. Hecken, Gebüsch, Ufergehölzsäume, Baumreihen & Hochstamm-Obstbäume

3.5.1. Beschreibung

Das geplante Naturschutzgebiet ist durch Gehölzstrukturen reich gegliedert. Neben schönen und erhaltenswerten Hecken aus einheimischen Straucharten (z.B. H-24 & H-25) handelt es sich dabei um Ufergehölzsäume (z.B. U-11 & U-34), Baumreihen (B-12) und vereinzelt Hochstammobstbäume (O-23). Neben ihrer großen Bedeutung für den Erhalt der Artenvielfalt (Lebensraum für zahlreiche Pflanzen- und Tierarten) kommt besonders den linienförmig ausgebildeten Gehölzstrukturen als Wanderkorridor und Vernetzungselement für den Laubfrosch eine große Bedeutung zu. Aber auch für andere Tierarten, wie für Fledermäuse, sind diese linearen Gehölzstrukturen als Nahrungsbiotop und zur Orientierung sehr wichtig.

G-7

Vorwald und Strauchbestände, dominante Gehölzarten: Haselnuss, Roter Hartriegel und Salweide.

B-8

Doppelte Baumreihe aus Buchen und Eichen

G-10

Gehölzbestand, bestehend aus einer Reihe alter Eichen im Norden und dichten Strauchbeständen im Süden (Schlehe, Hundsrose, Weißdorn, Wildbirne, Feldahorn, Schwarzer Holunder), im Nordosten einige Fichten.

U-11

Ufergehölzsaum entlang des „Hessléngerbach“ (Weiden, Gemeine Esche, Stieleiche)

B-12

Landschaftsbild prägende Einzelbäume, Baumgruppen und Baumreihen (Walnuss, Birne, Feldahorn, Stieleiche, Süßkirsche), einzelne Bäume mit mehr als 50 cm Stammdurchmesser in 1,3 m Höhe.

U-14

Kleines Fließgewässer das etwa 5 m breit eingezäunt wurde. Dadurch konnte sich ein Staudensaum mit einzelnen Gehölzen entwickeln der als Lebensraum und als Vernetzungselement von großer Bedeutung ist (Foto 15)

O-15

Baumgruppen aus etwa 15 Hochstamm-Obstbäumen, zum Teil steile, südwestorientierte Hangbereiche, die sowohl sumpfige Quellbereiche als auch Bereiche mit halbtrockenrasenähnlicher Vegetation aufweisen. Einige geeignete Stellen zur Neuanlage kleiner Stillgewässer.

G-17

Bei dieser Fläche handelt es sich um einen fast undurchdringlichen Strauch- und Baumbestand der eine große Artenvielfalt an Gehölzen aufweist (Stieleiche, Waldkiefer, Pfaffenhütchen, Weißdorn, Hundrose, Schlehe, Roter Hartriegel, Gemeine Waldrebe, Gemeiner und Wolliger Schneeball, Liguster, Gemeine Esche, Haselnuss, Zitterpappel, Feldahorn, Schwarzer Holunder, Süßkirsche, Rotbuche).



Foto 15: Hochstaudensaum im Bereich eines eingezäunten kleinen Fließgewässers (U-14, 02.08.2012)



Foto 16: schöne Hecke aus einheimischen Straucharten (H-25, 02.08.2012)

G-18

Diese Fläche wird dem Biotopkataster zufolge zu einem großen Teil als Trespen-Schwingel-Kalk-Trockenrasen (Natura-2000 Code 6210) eingestuft und weist 6 Pflanzenarten der Roten Liste auf: Echte Felsenbirne (sehr selten), Stengellose Kratzdistel (gefährdet), Herbstzeitlose (gefährdet), Helm-Knabenkraut (gefährdet), Hirschwurz-Haarstrang (gefährdet) und Berg-Breitkölbchen (gefährdet). Die Fläche ist allerdings mittlerweile mit Schlehe, Hundrose, Rotem Hartriegel, Feldahorn, Wildbirne und Weißdorn so stark verbuscht, dass nur noch vereinzelt (insbesondere entlang der Grenze zur Weide) kleine freie Flächen übriggeblieben sind.

G-20

Mischung aus einheimischen Strauch- und Baumarten (Gemeine Esche, Schlehe, Hundrose, Weißdorn, Roter Hartriegel, Kornelkirsche, Feldahorn, Süßkirsche, Weiden, Haselnuss, Gemeiner Schneeball), vereinzelt beigemischt die nicht einheimische Robinie.

G-21

Mischung aus Schlehe und Süßkirsche.

O-23

Streuobstbestand aus jungen und mittelalten Bäumen

H-24

Hecke aus einheimischen Straucharten (Schlehe, Hundrose, Schwarzer Holunder)

H-25

Hecke aus einheimischen Straucharten und mit Einzelbäumen (Schlehe, Weißdorn, Liguster, Hundsrose, Schwarzer Holunder, Pfaffenhütchen, Haselnuss, Feldahorn, Hainbuche, Stieleiche, Foto 16)

G-26

Baum- und Strauchallee (Süßkirsche, Weißdorn, Haselnuss, Schlehe).

G-27

Diese Fläche wird dem Biotopkataster zufolge als Trespen-Schwingel-Kalk-Trockenrasen (Natura-2000 Code 6210) eingestuft. Sie weist 2 gefährdete Pflanzenarten auf: Wiesen-Schlüsselblume und Wiesen-Salbei. Die Fläche ist allerdings mit Schlehe, Hundrose, Wildbirne und Weißdorn so stark verbuscht, dass nur noch Teilbereiche offen sind und eine interessante Krautvegetation aufweisen.

H-28

Hecke aus einheimischen Straucharten (Schlehe, Weißdorn, Roter Hartriegel, Haselnuss, Hundsrose) und 4 sehr alte und sehr dicke Kopfweiden von zum Teil > 2 m Stammdurchmesser in 1,3 m Höhe, Foto 17).

H-32

Lückige Hecke aus einheimischen Straucharten (Schlehe, Wildbirne, Weißdorn, Kreuzdorn, Feldahorn, Roter Hartriegel, Schwarzer Holunder, Haselnuss)

U-34

Der zum Teil tief eingeschnittene „Hesslängerbach“ weist einen dichten Ufergehölzsaum aus alten Eichen, alten Weiden (zum Teil Silberweiden), Haselnuss und Weißdorn auf. Einige alte Weiden sind bereits auseinandergebrochen. Im östlichen Teil ist lokal der Natura-2000-Lebensraum „Feuchter Hochstaudensaum“ (6430) ausgeprägt. Hier existiert unter anderem ein Bestand der Pestwurz.

U-35

Etwa 1,5 m tief eingeschnittener Bach mit Ufergehölzsaum aus Weiden, Weißdorn, Schwarzem Holunder, Linde und Pfaffenhütchen.

3.5.2. Maßnahmen**G-18**

In diesem stark verbuschten ehemaligen Kalkmagerrasen sollte durch umfangreiche Entbuschungen eine Fläche von circa 50 Ar, angrenzend an die Weide, von Gehölzen befreit werden. In diesem Bereich sollten lediglich einige größere Wildbirnen und Feldahorne stehen bleiben. Bei der Entbuschung muss unbedingt darauf geachtet werden, dass die sehr seltene Echte Felsenbirne nicht mit entfernt wird. Ziel ist es, eine blütenreiche Fläche zu entwickeln, die nach Nordwesten hin in einen Strauchbestand übergeht, sodass die gesamte Fläche als Sommerlebensraum für den Laubfrosch deutlich aufgewertet wird. Die von den Gehölzen freigestellte Fläche sollte entweder extensiv beweidet oder einmal pro Jahr (nach dem ersten Juli) gemäht werden (mit Abtransport des Mähgutes).

Die Hauptentbuschungsarbeiten müssen im Winterhalbjahr (1. Oktober bis 28. Februar) erfolgen. Die abgeschnittenen Gehölze können an Ort und Stelle verbrannt werden. Dabei ist darauf zu achten, dass nicht zu viele Brandherde entstehen und diese nicht in noch vorhandener schützenswerter Vegetation angelegt werden. Ein Teil der entfernten Gehölze kann lokal zu kleinen (wenige Quadratmeter großen) Totholz- und Reisighaufen aufgeschichtet werden. Auch hierbei muss darauf geachtet werden, dass diese Haufen nicht im Bereich schützenswerter Vegetation angelegt werden.



Foto 17: außergewöhnlich dicke Kopfweide im Bereich der Hecke H-28 (14.03.2012)

Auf eine großflächige Deponierung von Schnittgut sollte auf jeden Fall verzichtet werden weil dadurch die Vegetation direkt (durch Zerstörung) und indirekt (durch Nährstoffeintrag) nachhaltig geschädigt wird.

G-27

Wie bei Fläche G-18 sollten auch im Bereich dieser Fläche umfangreiche Entbuschungsarbeiten stattfinden. Dabei sollten insbesondere im nordöstlichen Bereich auf einer Fläche von etwa 1 ha die Gehölze weitgehend entfernt werden. Die genaue Ausdehnung der zu entbuschenden Bereiche sollte vor Ort mit dem Revierförster festgelegt werden. Die von den Gehölzen freigestellte Fläche sollte entweder extensiv beweidet oder einmal pro Jahr (nach dem ersten Juli) gemäht werden (mit Abtransport des Mähgutes).

H-28

Die 4 riesigen Kopfweiden im Bereich dieser Hecke müssen dringend geschnitten werden. Ansonsten besteht die Gefahr, dass diese außergewöhnlichen Bäume auseinanderbrechen. Als Leitstruktur für die Grosse Hufeisennase und zur Biotopvernetzung sollten die Hecken H-28 und H-24 durch Neupflanzungen miteinander verbunden werden (siehe auch Dietz et al. 2013).

U-34

Auch im Ufergehölzsaum des „Hessléngerbach“ stocken einige alte Kopfweiden die dringend geschnitten werden müssen. Zum Teil sind die Bäume bereits auseinandergebrochen. Als Leitstruktur für die Grosse Hufeisennase und zur Biotopvernetzung sollten die Ufergehölzsäume U-34 und U-11 durch Neupflanzungen miteinander verbunden werden (siehe auch Dietz et al. 2013).

Bei den restlichen Gehölzstrukturen sind zurzeit keine dringenden Maßnahmen erforderlich. Die vorhandenen Hecken sind in einem guten Zustand und noch nicht überaltert. Mittelfristig müssen diese Hecken jedoch verjüngt werden, in dem sie abschnittsweise auf den Stock gesetzt werden. Die zum Teil undurchdringliche Fläche G-17 ist mittlerweile so stark mit Sträuchern und zum Teil auch schon Bäumen zugewachsen, dass Entbuschungsmaßnahmen in diesem artenreichen Gehölzbestand nicht mehr sinnvoll erscheinen. Der Bestand sollte sich durch natürliche Sukzession zu einem standortgerechten Laubmischwald entwickeln können.

Literaturverzeichnis

- Colling G. (2005). Red list of the vascular Plants of Luxembourg. Ferrantia 42, Travaux scientifiques du Musée national d'histoire naturelle Luxembourg.
- Dietz M., Hiller J. & Pir J. (2013). Artenschutzkonzept für die Grosse Hufeisennase (*Rhinolophus ferrumequinum*), Schutzmassnahmenkatalog Endbericht. Unveröffentlichte Studie im Auftrag der Naturverwaltung, 37 S.
- Ecau (1992). Dossier Réserve naturelle Reckingerhaff-Hesslengerbaach & Reckingerhaff-Weiergewan, 7 S + Karten.
- Ferrant V. 1922. Faune du Grand-Duché de Luxembourg. Deuxième partie: Amphibiens et Reptiles. Annexes aux Bull. Mens. Soc. nat. Luxbg. 16: 1-55.
- Pfister L., Wagner C., Vansuypeene E., Drogue G. & Hoffmann L. (2005). Atlas climatique du Grand-Duché de Luxembourg. Musée national d'histoire naturelle, Société des naturalistes luxembourgeois, Centre de recherche public Gabriel Lippmann, Administration des services techniques de l'agriculture, Luxembourg, 80 p.
- SGI Ingénierie S.A. Luxembourg (2006). Maßnahmenplan Natura 2000 für das Gebiet LU0001019/LU0002012. Haff Réimech et Région de la Moselle Supérieure. Unveröffentlichte Studie im Auftrag der Forstverwaltung. 84 S.
- Van Eimern J. & Häckel H. (1979). Wetter- und Klimakunde. Verlag Eugen Ulmer Stuttgart. 269 S.
- Zeyen C. & Baumann P. (1993). Dossier de Classement Réserve Naturelle „Reckingerhaff: Weiergewan-Hesslengerbaach-Erpeldengerbaach“. Unveröffentlichte Studie im Auftrag des Umweltministeriums, 82 S + Anhänge.

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer 1	Eigentümer 2	Eigentümer 3	Eigentümer 4	Nutzung
Gemeinde Bous - Sektion C Erpeldingen							
2004/3402	0,12	Heed	Noesen Jean (Hartmann)				terre labourable
2004/3406	0,03	Heed	Noesen Jean (Hartmann)				terre labourable
2005	0,07	Heed	Bous,La Commune				terre labourable
2083/4205	0,40	Heed	Bous,La Commune				pâture
2083	0,27	Heed	Bous,La Commune				terre labourable
2084/4206	0,23	Heed	Feipel Joseph				terre labourable
2085/1904	0,17	Heed	Kummer Robert (Goergen, Les Heritiers)				terre labourable
2086/404	0,08	Heed	Kill Joseph (Thorn)				terre labourable
2086/405	0,11	Heed	Kill Joseph (Thorn)				terre labourable
2087/3824	0,23	Heed	Kill Joseph (Thorn)				terre labourable
2091/2958	0,05	Heed	Kill Marie				terre labourable
2091/2959	0,04	Heed	Kill Marie				terre labourable
2092	0,09	Heed	Weber Julie Elisabeth	De La Hamette Marc Paul			terre labourable
2093/2645	0,25	Heed	Weber Julie Elisabeth	De La Hamette Marc Paul			terre labourable
2094/2542	0,19	Heed	Schmit Aloyse (Pier)				terre labourable
2096/2770	0,10	Heed	Thorn Emile (Dumont, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
2097	0,10	Heed	Thorn Emile (Dumont, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
2098/2205	0,13	Heed	Thorn Emile (Dumont, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
2099/2206	0,13	Heed	Thorn Emile (Dumont, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
2101	0,10	Heed	Thorn Emile (Dumont, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
2102	0,09	Heed	Thorn Emile (Dumont, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
2105/3825	0,32	Heed	Schmit Aloyse (Pier)				terre labourable
2106/1112	0,17	Heed	Feipel Joseph				terre labourable
2109/2803	0,40	Heed	Feipel Joseph				terre labourable
2112/967	0,09	Heed	Feipel Joseph				terre labourable
2113/2804	0,40	Heed	Feipel Joseph				terre labourable
2118/4207	0,27	Heed	Feipel Joseph				terre labourable
2119/4440	0,52	Heed	Feipel Joseph				terre labourable
2120/4441	0,25	Heed	Bous,La Commune				vaine
2123/360	3,21	Berensbiert	Feipel Joseph				terre labourable
2124	0,13	Bréil	Kalbusch Maria Magdalena				pré
2125/3456	0,12	Bréil	Kalbusch Maria Magdalena				terre labourable
2126/3457	0,10	Bréil	Kalbusch Maria Magdalena				terre labourable
2127	0,13	Bréil	Kalbusch Maria Magdalena				terre labourable
2129/3458	0,21	Bréil	Kalbusch Maria Magdalena				terre labourable
2130/3459	0,20	Bréil	Noesen Jean (Hartmann)				terre labourable
2132/3460	0,16	Bréil	Noesen Jean (Hartmann)				terre labourable
2134/3461	0,14	Bréil	Schmit Eric				terre labourable
2136/3462	0,21	Bréil	Schmit Eric				terre labourable
2138/3463	0,28	Bréil	Noesen Jean (Hartmann)				terre labourable
2140/3464	0,24	Bréil	Klopp Aloyse (Kummer)				terre labourable
2141/3465	0,10	Bréil	Klopp Aloyse (Kummer)				terre labourable
2142/3466	0,15	Bréil	Klopp Aloyse (Kummer)				terre labourable
2144/2963	0,07	Bréil	Klopp Aloyse (Kummer)				terre labourable
2188/3494	0,05	Am Hielenter	Schweitzer Marc (Merten)				pré
2348/2	0,25	Scheierbongert	Klopp Guy Ferdinand José	Klopp Constant Nicolas Joseph			pré
2349/989	0,33	Scheierbongert	Klopp Guy Ferdinand José	Klopp Constant Nicolas Joseph			pré

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer 1	Eigentümer 2	Eigentümer 3	Eigentümer 4	Nutzung
Gemeinde Bous - Sektion C Erpeldingen							
2350/1975	0,49	Scheierbongert	Schumacher Guillaume (Tausch, Erpeldange)				pré
2350/1976	0,14	Scheierbongert	Steichen Louis Ferdinand				pré
2350/3760	0,31	Scheierbongert	Steichen Louis Ferdinand				pré
2351/2	0,14	Scheierbongert	Weber Julie Elisabeth	De La Hamette Marc Paul			pré
2351/844	0,07	Scheierbongert	Weber Julie Elisabeth	De La Hamette Marc Paul			pré
2351/845	0,08	Scheierbongert	Weber Julie Elisabeth	De La Hamette Marc Paul			pré
2356/1618	0,14	Scheierbongert	Weber Julie Elisabeth	De La Hamette Marc Paul			pré
2356/1619	0,14	Scheierbongert	Weber Julie Elisabeth	De La Hamette Marc Paul			pré
2360	0,17	Scheierbongert	Steichen Louis				pré
2361/1977	0,04	Scheierbongert	Steichen Louis				pré
2364	0,09	Scheierbongert	Steichen Louis				pré
2365/5	0,19	Burbréil	Cigrang Anna Johanna Helena				pré
2365/6	0,20	Burbréil	Klopp Gisèle Susanna				pré
2365/1498	0,28	Burbréil	Klopp Gisèle Susanna				pré
2365/1499	0,11	Burbréil	Cigrang Anna Johanna Helena				pré
2365/1999	0,55	Burbréil	Cigrang Anna Johanna Helena				pré
2365/2550	0,49	Burbréil	Klopp Gisèle Susanna				pré
2366/2551	0,72	Burbréil	Klopp Gisèle Susanna				terre labourable
2510/4442	2,89	Op Der Këpp	Bous, La Commune				bois
Gemeinde Dalheim - Sektion C Welfringen							
586/3	0,60	In Den Roeder	Clement Lucien (Beissel)	Beissel Laurence	Beissel Robert	Ernst Marie Loui	bois
586/1331	0,83	In Den Roeder	Clement Lucien (Beissel)				bois
587/2560	0,75	In Den Roeder	Dalheim, La Commune				bois
1409/1414	1,19	Britzelerberg	Biwer Jacqueline				vaine
1414/1340	3,11	Reckingerhaff	Biwer Jacqueline				terre labourable
1414/1416	8,16	Ahlenberg	Biwer Jacqueline				terre labourable
1414/1418	0,89	Ahlenberg	Schmit Leon (Schumacher, La Veuve, Erpeldange)				terre labourable
1414/2028	0,57	Ahlenberg	Feipel Joseph				terre labourable
1414/2029	2,80	Ahlenberg	Klopp Guy				pré
1414/2320	0,87	Ahlenberg	Klopp Paul	Klopp Mariette Elisabeth Anne	Kummer Maria Josée		terre labourable
1415/2026	0,31	Wangert Am Ahlenberg	Biwer Jacqueline				pâturage
1415/2027	0,90	Wangert Am Ahlenberg	Biwer Jacqueline				terre labourable
1416/2118	0,18	An Brillshoehle	Brandenburger Nicolas (Schram)				terre labourable
1416/2119	0,18	An Brillshoehle	Brandenburger Nicolas (Schram)				terre labourable
1416/2120	0,18	An Brillshoehle	Schumacher Jean Léon				terre labourable
1416/2121	0,17	An Brillshoehle	Schumacher Jean Léon				terre labourable
1417/1421	0,27	An Brillshoehle	Klopp Guy				terre labourable
1419/1422	0,26	An Brillshoehle	Klopp Guy Ferdinand José	Klopp Constant Nicolas Joseph			terre labourable
1419/1423	0,16	An Brillshoehle	Klopp Paul	Klopp Mariette Elisabeth Anne	Kummer Maria Josée		terre labourable
1421/1425	0,12	An Hiesenbeschelchen	Dalheim, La Commune				chemin d'exploitation
1421/1426	0,29	An Hiesenbeschelchen	Klopp Paul	Klopp Mariette Elisabeth Anne	Kummer Maria Josée		terre labourable
1421/1427	0,35	An Hiesenbeschelchen	Klopp Paul	Klopp Mariette Elisabeth Anne	Kummer Maria Josée		terre labourable
1421/1428	0,35	An Hiesenbeschelchen	Kummer Maria Josée Elisabeth				terre labourable
1421/2321	0,26	An Hiesenbeschelchen	Schmit Leon (Schumacher, La Veuve, Erpeldange)				terre labourable
1422/1429	0,44	An Hiesenbeschelchen	Lorang Lucien Nicolas	Klopp Gisèle Susanna			terre labourable
1422/1430	0,45	An Hiesenbeschelchen	Lorang Lucien Nicolas	Klopp Gisèle Susanna			terre labourable
1424/1506	0,16	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				pré

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer 1	Eigentümer 2	Eigentümer 3	Eigentümer 4	Nutzung
Gemeinde Dalheim - Sektion C Welfringen							
1428/1108	0,08	Beim Groudelsbour	Noesen Jean (Hartmann)				pré
1432/1109	0,14	Beim Groudelsbour	Noesen Jean (Hartmann)				pré
1434/1235	0,00	Beim Groudelsbour	Bous, La Commune				place (occupée)
1434/2094	0,17	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				pré
1435/1111	0,09	Beim Groudelsbour	Woltz Edouard				pré
1438/1112	0,11	Beim Groudelsbour	Woltz Edouard				pré
1441/388	0,02	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				pré
1441/389	0,06	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				pré
1441/2095	0,02	Beim Groudelsbour	Bous, La Commune				ruisseau
1441/2096	0,42	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				pré
1442/307	0,22	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				terre labourable
1446	0,02	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				terre labourable
1447	0,02	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				terre labourable
1448	0,03	Beim Groudelsbour	Schweitzer Marc (Merten)				terre labourable
1451/2193	0,85	Beim Groudelsbour	Klopp Gisèle Susanna				pâtûre
1451/2194	0,40	Beim Groudelsbour	Lorang Lucien Nicolas	Klopp Gisèle Susanna			terre labourable
1465/1432	0,97	An Der Pleckeschwies	Klopp Gisèle Susanna				pré
1465/1435	0,35	An Der Pleckeschwies	Turpel Marc				pré
1465/1964	0,17	An Der Pleckeschwies	Biwer Jacqueline				pré
1465/2225	0,86	An Der Pleckeschwies	Beissel Lea Josee Henriette				pré
1465/2226	0,85	An Der Pleckeschwies	Beissel Lea Josee Henriette				pré
1472/2244	2,53	An Der Herrenwies	Hemmen Victor (Sunnan, La Veuve)				pré
1480/2563	0,61	An Der Herrenwies	Gerardy Albert Ernst Robert				pré
1480/2564	0,01	An Der Herrenwies	Gerardy Albert Ernst Robert				chemin repris
1480/2565	0,29	An Der Herrenwies	Holfeltz Ernest				pré
1480/2566	0,00	An Der Herrenwies	Holfeltz Ernest				chemin repris
1480/2567	0,27	An Der Herrenwies	Schintgen Irene Seraphine				pré
1480/2568	0,00	An Der Herrenwies	Schintgen Irene				chemin repris
1484/2569	0,31	An Der Herrenwies	Risch René Nicolas	Schuster Jeanne Nicole Margot			pré
1484/2570	0,01	An Der Herrenwies	Risch Rene (Schuster)				chemin repris
1484/2571	1,17	An Der Herrenwies	Risch René Nicolas	Schuster Jeanne Nicole Margot			pré
1484/2572	0,01	An Der Herrenwies	Risch Rene (Schuster)				chemin repris
1484/2573	0,01	An Der Herrenwies	Risch Rene (Schuster)				chemin repris
1484/2574	0,28	An Der Herrenwies	Risch René Nicolas	Schuster Jeanne Nicole Margot			pré
1484/2575	0,01	An Der Herrenwies	Risch Rene (Schuster)				chemin repris
1495/1355	0,31	An Der Klæuschen	Langehegermann Gabriele Margarete				pré
1495/1356	0,59	An Der Klæuschen	Lafleur André Martin	Rennel Nicole Suzanne			pré
1495/1358	0,50	An Der Klæuschen	Braas Mariette	Braas Michèle	Braas Manon		pré
1495/1437	0,35	An Der Klæuschen	Lafleur André Martin	Rennel Nicole Suzanne			pré
1495/1933	0,17	An Der Klæuschen	Braas Mariette	Braas Michèle	Braas Manon		pré
1495/1934	0,17	An Der Klæuschen	Braas Mariette	Braas Michèle	Braas Manon		pré
1495/2071	0,43	An Der Klæuschen	Frantz Fernand Nicolas Johann Peter	Ruppert Albertine Marie Anne			pré
1495/2072	0,38	An Der Klæuschen	Schwartz Marcel Léo	Dahm Marie José Germaine			pré
1510/1446	0,42	Am Burgberg	Frantzen Robert (Artichouck)				pâtûre
1511/1447	2,03	Am Burgberg	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			pâtûre
1511/1448	0,29	Am Burgberg	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			pré
1511/1449	0,91	Am Burgberg	Beissel René Jean Marie Louis				pré

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer 1	Eigentümer 2	Eigentümer 3	Eigentümer 4	Nutzung
Gemeinde Dalheim - Sektion C Welfringen							
1511/1450	0,67	Am Burgberg	Beissel René Jean Marie Louis				pré
1511/1451	0,38	Am Burgberg	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			pré
1512/1453	0,33	An Der Muehlenwies	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			pré
1512/2073	1,48	An Der Muehlenwies	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine	Jacqué Maria Ernes	Beissel Rita Mar	pré
1512/2209	1,26	An Der Muehlenwies	Speck Raymond (Gobillot)				pâture
1513/1455	1,53	Am Burgberg	Frantzen Robert (Artichouck)				bois
1515/1456	0,09	An Hesseling	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			pré
1515/1457	0,09	An Hesseling	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			pré
1526/2210	0,68	An Hesseling	Meyrer Jean-Marie Louis				pré
1526/2211	1,54	An Hesseling	Meyrer Jean-Marie Louis				pré
1526/2212	1,72	An Hesseling	Meyrer Jean-Marie Louis				terre labourable
1526/2213	0,06	An Hesseling	Speck Raymond (Gobillot)				pâture
1528/2075	0,09	Reckingerhaff	Jacqué Maria Ernestine	Beissel Rita Marie	Beissel Roger Eugè		place (occupée)
1534/2076	0,12	Weissenberg	Jacqué Maria Ernestine	Beissel Rita Marie	Beissel Roger Eugè		pré
1534/2077	1,84	Weissenberg	Speck Raymond (Gobillot)				pré
1534/2078	3,66	Weissenberg	Speck Raymond (Gobillot)				pâture
1537/2214	6,00	Weissenberg	Speck Raymond (Gobillot)				terre labourable
1538/1379	0,12	Weissenberg	Dalheim, La Commune				bois
1539/2080	1,28	Weissenberg	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			bois
1540/1467	1,03	Weissenberg	Krier Fernand (Baldauff)				bois
1540/1469	1,97	Weissenberg	Feipel Carlo				bois
1540/2081	0,84	Weissenberg	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			bois
1540/2231	0,65	Weissenberg	Hellers Gabrielle Marie	Hellers Gaston Alphonse Mathias			bois
1540/2232	0,71	Weissenberg	Schons Marco				bois
1540/2233	0,65	Weissenberg	Gloden Jeanne	Paulus Jeanne Ursule	Michaely Roger		bois
1541/1471	1,08	Kreschelhefchen	Hess Felicie				bois
1541/1473	1,02	Kreschelhefchen	Stecker Benno (Lamock)				bois
1541/1474	3,27	Kreschelhefchen	Adam Josette Lea	Meyrer Johny Albert	Meyrer Danielle	Juretzky Franzis	bois
1541/1945	1,05	Kreschelhefchen	Ernst Gilbert	Morbus Monique			bois
1541/1946	1,03	Kreschelhefchen	Bartocci Carlo				bois
1541/2207	0,99	Kreschelhefchen	Bous, La Commune				bois
1541/2208	1,01	Kreschelhefchen	Limpach Justin (Rassel)				bois
1542/1383	3,41	Weihergewann	Speck Raymond (Gobillot)				terre labourable
1543/1384	0,56	Weihergewann	Speck Raymond (Gobillot)				pré
1544/1476	1,03	Weihergewann	Speck Raymond (Gobillot)				pré
1544/2388	0,17	Weihergewann	Biwer Jacqueline				terre labourable
1544/2389	0,04	Weihergewann	Biwer Jacqueline				terre labourable
1544/2390	5,20	Weihergewann	Speck Raymond (Gobillot)				terre labourable
1545/1386	1,11	Weihergewann	Speck Raymond (Gobillot)				étang
Gemeinde Mondorf - Sektion A Ellingen							
754/5186	0,42						
760/5187	0,65	An Der Saang	Fischer Tom Jean-Marie				
764/2684	0,22	In Der Sang	Eischen Nico (Bentner)				terre labourable
764/2685	0,25	In Der Sang	Eischen Nico (Bentner)				terre labourable
764/5188	0,85	An Der Saang	Wilwert Maria Adelheid Cäcilia				verger
765/2714	0,19	Am Burgberg	Frantzen Robert (Artichouck)				bois
766/2715	0,22	Am Burgberg	Frantzen Robert (Artichouck)				bois

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer 1	Eigentümer 2	Eigentümer 3	Eigentümer 4	Nutzung
Gemeinde Mondorf - Sektion A Ellingen							
768	0,66	In Hesslingen	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
769	0,00	In Hesslingen	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
769	0,24	In Hesslingen	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
770	0,03	In Hesslingen	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
771	0,24	In Hesslingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
772/3	0,10	In Hesslingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
772/2599	0,00	In Hesslingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
772/2600	0,17	In Hesslingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
772/2983	0,04	In Hesslingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
772/2984	0,05	In Hesslingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
773/2316	0,19	In Hesslingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
774/388	0,09	In Hesslingen	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
774/389	0,09	In Hesslingen	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
775	0,24	In Hesslingen	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
776/3725	0,92	In Hesslingen	Dalheim, La Commune				bois
784/2837	0,13	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
785/1943	0,64	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
793/2838	0,26	In Hesslingen	Frantz Fernand (Ruppert)				pré
796	0,06	In Hesslingen	Thoma Marcel (Lucius)				pré
798/2535	0,12	In Hesslingen	Schons Jean Joseph Aloyse				pré
801/2579	0,21	In Hesslingen	Gengler Liliane Marie Thérèse Marguerite				terre labourable
804	0,07	In Hesslingen	Gengler Liliane Marie Thérèse Marguerite				terre labourable
805	0,06	In Hesslingen	Gengler Liliane Marie Thérèse Marguerite				terre labourable
806/862	0,07	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
806/863	0,07	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
807	0,08	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
808/2688	0,12	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
809	0,08	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				terre labourable
810	0,04	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
811/390	0,07	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				terre labourable
812/391	0,12	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
812/392	0,10	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
812/393	0,09	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
815	0,15	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				terre labourable
816	0,14	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				terre labourable
817	0,12	In Hesslingen	Gengler Liliane Marie Thérèse Marguerite				bois
817/2	0,11	In Hesslingen	Gloden Guy (Plyer)				bois
818	0,27	In Hesslingen	Nepper Danielle	Nepper Gérard (Heyert, la vve et			bois
819	0,15	In Hesslingen	Nepper Danielle	Nepper Gérard (Heyert, la vve et			bois
820/866	0,28	In Hesslingen	Gengler Liliane Marie Thérèse Marguerite				bois
820/1945	0,09	In Hesslingen	Lahr Jean (Kayl, La Veuve, Beaufort)				bois
820/2172	0,10	In Hesslingen	Sunnen Pierre				bois
820/2173	0,10	In Hesslingen	Gengler Liliane Marie Thérèse Marguerite				bois
820/3838	0,26	In Hesslingen	Schram Marie-Anne	Schram Lony	Schram Mill		bois
820/3839	0,24	In Hesslingen	Dumont Monique Charlotte Marguerite	Dumont Odilie Maria Susanna	Dumont Denise Hort		bois
821	0,15	In Hesslingen	Kummer Christiane Marie	Kummer Gabrielle	Kummer Claude Nico		bois
822/236	0,04	In Hesslingen	Kummer Nicolas (Mersch, Les Heritiers, Ellange)	Kummer Christiane Marie	Kummer Gabrielle	Kummer Claude Ni	bois

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer 1	Eigentümer 2	Eigentümer 3	Eigentümer 4	Nutzung
Gemeinde Mondorf - Sektion A Ellingen							
822/237	0,04	In Hesslingen	Ludovicy Nicolas Constant	Ludovicy Josef	Ludovicy Odette An		bois
822/238	0,04	In Hesslingen	Broutschert Michel (Ellange)				bois
822/239	0,04	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				bois
823	0,13	In Hesslingen	Biever Robert Joseph				bois
824	0,15	In Hesslingen	Kummer Nicolas (Mersch, Les Heritiers, Ellange)	Kummer Christiane Marie	Kummer Gabrielle	Kummer Claude Ni	bois
825	0,45	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				bois
825/3	0,20	In Hesslingen	Greiveldinger Nicolas (Bomb)				bois
825/4	0,22	In Hesslingen	Greiveldinger Nicolas (Bomb)				bois
825/1027	0,18	In Hesslingen	Kummer Nicolas (Mersch, Les Heritiers, Ellange)	Kummer Christiane Marie	Kummer Gabrielle	Kummer Claude Ni	bois
825/2234	0,09	In Hesslingen	Kummer Christiane Marie	Kummer Gabrielle	Kummer Claude Nico		bois
825/2235	0,10	In Hesslingen	Kummer Christiane Marie	Kummer Gabrielle	Kummer Claude Nico		bois
825/2236	0,89	In Hesslingen	Greiveldinger Nicolas (Bomb)				bois
850/4906	1,07	In Hesslingen	Ellange, La Fabrique D'Eglise				pâtûre
850/4907	0,03	In Hesslingen	Ellange, La Fabrique D'Eglise				pâtûre
852	0,38	In Hesslingen	Ellange, La Fabrique D'Eglise				pâtûre
853/3115	0,04	In Hesslingen	Hoss Jean (Ellange)				pré
853/4908	0,16	In Hesslingen	Quintus Dominik Johann Joseph				pré
853/4909	0,01	In Hesslingen	Quintus Dominik Johann Joseph				pré
853/4910	0,06	In Hesslingen	Quintus Dominik Johann Joseph				terre labourable
853/4911	0,01	In Hesslingen	Quintus Dominik Johann Joseph				terre labourable
853/4912	0,05	In Hesslingen	Hoss Jean (Ellange)				terre labourable
853/4913	0,00	In Hesslingen	Hoss Jean (Ellange)				terre labourable
853/4914	0,25	In Hesslingen	Neu Jean (Diderrich, Les Heritiers)				terre labourable
853/4915	0,02	In Hesslingen	Neu Jean (Diderrich, Les Heritiers)				terre labourable
853/4916	0,09	In Hesslingen	Wilwerding Aloyse (Delles, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
853/4917	0,00	In Hesslingen	Wilwerding Aloyse (Delles, La Vve Et Les Heritiers)				terre labourable
853/4918	0,18	In Hesslingen	Neu Jean (Diderrich, Les Heritiers)				terre labourable
853/4919	0,01	In Hesslingen	Neu Jean (Diderrich, Les Heritiers)				terre labourable
854/3999	0,10	In Hesslingen	Syndicats Des Chemins Ruraux				chemin d'exploitation
854/4920	0,42	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
854/4921	0,02	In Hesslingen	Reuter Raymond (Schintgen)				pré
855	0,08	In Hesslingen	Weiss Wolfgang Walter				pré
855/2	0,09	In Hesslingen	Weiss Wolfgang Walter				pré
855/4922	0,06	In Hesslingen	Weiss Wolfgang Walter				terre labourable
855/4923	0,01	In Hesslingen	Weiss Wolfgang Walter				terre labourable
856/4924	0,27	In Hesslingen	Schanen Alfred Franz Michel	Klinker Monique Marie José			pré
856/4925	0,03	In Hesslingen	Schanen Alfred Franz Michel	Klinker Monique Marie José			pré
857/4926	0,12	In Hesslingen	Ellange, La Fabrique D'Eglise				pré
857/4927	0,01	In Hesslingen	Ellange, La Fabrique D'Eglise				pré
858/3386	0,37	In Hesslingen	Schons Jean Joseph Aloyse				pré
858/3387	0,36	In Hesslingen	Schanen Alfred Franz Michel	Klinker Monique Marie José			pré
860/1947	0,05	In Der Maes	Kohn Eugene (Altwies)	Kohn Jacques (Bohler, les héritiers)			bois
862/3853	1,50	In Der Maes	Beissel René Jean Marie Louis	Beissel Simone Irmine Ernestine			bois
865/3854	0,88	In Der Maes	Eicher Marie Dite Mariette	Eicher Josette	Pauly Marianne Ern	Wagener Mariette	bois
865/3855	0,46	In Der Maes	Schons Jean Joseph Aloyse				bois
865/3856	0,16	In Der Maes	Schwartz Marcel (Dahm)				bois
866/1729	0,06	In Der Maes	Schons Jean Joseph Aloyse	Bourg Catherine Marie			bois

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer 1	Eigentümer 2	Eigentümer 3	Eigentümer 4	Nutzung
Gemeinde Mondorf - Sektion A Ellingen							
866/3857	0,07	In Der Maes	Kessler Franz Leo	Kessler Fernand François			bois
867/1730	0,09	In Der Maes	Kessler Franz Leo	Kessler Fernand François			bois
868/3858	0,18	In Der Maes	Kessler Franz Leo	Kessler Fernand François			bois
869	4,65	Quart De Reserve	Mondorf-Les-Bains, La Commune				bois
870/3417	0,60	Im Huowerbusch	Gliedner Paul Adolphe	Gliedner Peter Alois Eduard			bois
870/3418	0,60	Im Huowerbusch	Gliedner Paul Adolphe	Gliedner Peter Alois Eduard			bois
870/3419	0,58	Im Huowerbusch	Gliedner Paul Adolphe	Gliedner Peter Alois Eduard			bois
1249	0,00	In Hesselingen	Greiveldinger Nicolas (Bomb)				bois
1250	0,00	In Hesselingen	Greiveldinger Nicolas (Bomb)				bois
1257/892	0,06	In Hesselingen	Eischen Nico (Bentner)				bois
1261/2844	0,04	Hesselingenberg	Eischen Nico (Bentner)				terre labourable
1265/2846	0,04	Hesselingenberg	Eischen Nico (Bentner)				terre labourable
1678/2915	0,15	Reckenerbiert	Frantzen Robert (Artichouk)				pâture
1678/5324	0,40	Am Burgberg	Etat				bois
1678/5325	1,31	Am Burgberg	Frantzen Robert (Artichouk)				bois
1678/5326	1,14	Reckenerbiert	Wilwert Maria Adelheid Cäcilia				pâture
1679/5327	0,01	Reckenerbiert	Mondorf-Les-Bains, La Commune				

**Extrait du compte-rendu de la réunion du
Conseil supérieur pour la protection de la nature
du 22 avril 2013**

Dossier de classement Réserve naturelle Reckingerhaff (présentation powerpoint sur circa-CSPN) – présenté par le bureau Ecotop (M. Roland Proess)

L'exploitation agricole „Reckingerhaff“ est entourée de la nouvelle réserve naturelle, mais elle n'y est pas intégrée.

Cette réserve se trouve sur le territoire de trois communes, à savoir Bous, Dalheim et Mondorf, inclue environ 80 ha de prairies et actuellement se trouve 90% des terrains en main privé.

La zone A représente un habitat important pour la rainette verte (liste rouge), étant le seul endroit où elle fraye actuellement au Luxembourg, mais dont la population s'est bien développée durant les dernières années. La rainette verte a besoin d'un milieu aquatique stagnante de petites à moyennes tailles et sans poissons.

La zone B regroupe des pelouses demi-sèches.

Le propriétaire des terrains reprenant l'habitat de la rainette verte n'est pas d'accord pour vendre des terrains, mais est d'accord pour conserver et protéger cet habitat et à respecter les règles du règlement grand-ducal

En zone A, l'emploi de pesticides devra être complètement interdit. En zone B, uniquement l'emploi ponctuel de pesticides et sur avis du Département de l'environnement est autorisé.

En matière du règlement grand-ducal, il faudra reprendre le même texte pour l'emploi d'engrais prévu pour la réserve naturelle Kéidenger Brill, à savoir que l'emploi de pesticides et d'engrais chimiques ainsi que l'emploi de boues d'épuration et de fertilisants à base de matières fécales solidifiées provenant de l'élevage intensif de volaille est interdit, sauf l'emploi de fertilisants organiques traditionnels est autorisé pour autant que le bon état de conservation des biotopes et des habitats présents est maintenu et que les quantités maximum fixées dans le cadre des programmes en faveur de la sauvegarde de la biodiversité ne sont pas dépassées.

Avis CSPN:

Le CSPN avise favorablement ce dossier, mais il est remarqué que le contrat de biodiversité expiré sur ces parcelles devrait être renouvelé et qu'il faudrait continuer les négociations avec le propriétaire pour obtenir une mise en main des terrains reprenant l'habitat de la rainette verte.

Adresse postale:
Chambre d'Agriculture
B.P.81 L-8001 Strassen
Siège:
261, route d'Arlon
L-8011 Strassen

Tél.: 31 38 76-1
Fax: 31 38 75
E-mail: info@lwk.lu
www.produitduterroir.lu
www.lwk.lu



Chambre d'Agriculture

Chambre Professionnelle
des Agriculteurs, Viticulteurs
et Horticulteurs Luxembourgeois

**Ministère du Développement durable
et des Infrastructures**

Département de l'environnement

Entré le:

28-02-2014

Strassen, le 26 février 2014

à Madame la Ministre
de l'Environnement

N/réf: TK/TK/11-02

Avis

sur l'avant-projet de règlement grand-ducal du déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide «Reckingerhaff-Weiergewann» sise sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains

Madame la Ministre,

Après avoir analysé le projet sous rubrique en séance plénière et suite à de nombreuses discussions avec les responsables du dossier, la Chambre d'Agriculture a décidé d'émettre l'avis suivant.

Introduction

La nouvelle démarche, entamée par l'Administration de la Nature et des Forêts et le Ministère de l'Environnement, pour préparer la désignation des nouvelles réserves naturelles, est beaucoup plus cohérente qu'auparavant, ceci principalement grâce à quatre nouveaux aspects:

1. L'implication du secteur agricole (en l'occurrence la Chambre d'Agriculture) parallèlement à l'élaboration du dossier et non tout à la fin du processus ;
2. Une analyse différenciée des réserves naturelles individuelles (ainsi qu'une différenciation plus nette entre zones noyau et zones tampon), basée davantage sur les objectifs et contraintes propres à chaque réserve ;

3. L'élaboration d'une zone A sur base des biotopes existants et une zone B comme zone à potentiel d'extensification ;
4. La priorité à une démarche volontaire dans les zones tampon des réserves naturelles.

A côté de ces quatre points très importants, une réunion d'information visant les agriculteurs pour leur expliquer le règlement, les objectifs ainsi que les collaborations envisagées est toutefois primordiale et devra être réalisée lors de la mise en route de la procédure officielle de classement de la zone protégée.

Analyse du dossier de classement

La réserve naturelle prévue comprend une surface totale de 143,2 ha dont 13,6 ha en zone A et 129,6 ha en zone B. En total, 78,7 ha de terres agricoles se situent dans la réserve naturelle. Il s'agit de 54,1 ha de pâturages, de 20,5 ha de prairies et 4,1 ha de prairies pâturées. Les terres agricoles constituent donc 55 % de l'ensemble de la réserve naturelle. Une différenciation entre zone noyau et zone tampon est proposée.

La réserve naturelle est indiquée comme prioritaire dans le PNPN mais ne fait pas partie du réseau Natura 2000. Elle est proposée pour préserver la dernière population reproductrice de la rainette verte du Luxembourg.

A l'inverse d'autres dossiers de classement parfois mal recherchés et rédigés, les auteurs montrent ici qu'ils connaissent bien les lieux et leurs argumentation est compréhensible.

L'objectif principal est donc d'assurer un habitat à la population de la rainette verte. Son habitat se caractérise par des zones humides et des éléments de liaison entre celles-ci. Le nom allemand « Laubfrosch » (ou « Heckenfrosch » en luxembourgeois) indique bien que cet amphibien a besoin d'éléments de structure (haies, broussailles, bandes refuges, ...) où il peut se dresser pour attraper des insectes volants.

Le dossier de classement cite trois grands dangers pour l'espèce visée:

1. La destruction des eaux de frai (p.ex par l'urbanisation ou la construction d'infrastructures)
2. La dévalorisation des zones de frai par l'introduction de poissons, l'eutrophisation par des engrais, les produits phytopharmaceutiques ou la succession naturelle en berge de l'étang (progression des plantes dans l'étang, embroussaillage, diminution de l'ensoleillement).
3. La dévalorisation des habitats par une intensification des pratiques agricoles, la conversion de prairies en labours, la suppression de haies ou de bandes jachères.

Il en ressort qu'il faut assurer un ensoleillement idéal dans la zone noyau et maintenir des structures de liaison dans la zone tampon.

De nouveaux étangs sont prévus dans le périmètre immédiat de la réserve naturelle. Il est évident que notre avis ne vise que la réserve naturelle telle que présentée et que les limites ne pourront à l'avenir pas être élargies à ces nouveaux étangs.

Commentaire des articles du règlement grand-ducal

➤ Art.3.:

Dans la partie A sont interdits :

- **L'emploi de pesticides ou d'engrais chimique, minéraux ou organiques**
- ➔ L'interdiction de l'emploi de pesticides peut se justifier pour ce cas très précis, vu la valeur intrinsèque de la réserve naturelle et plus particulièrement des zones noyau ainsi que des écosystèmes très fragiles présents.

➤ Art.4.:

Dans la partie B sont interdits :

- **La réduction, la destruction et le changement des couloirs de liaison entre les parties A1 et A2 tels que définis dans le plan annexé.**
- ➔ Bien que nous puissions comprendre cette interdiction, sa formulation ne nous semble pas assez précise ou claire. Qu'entend-on exactement par un couloir de liaison ? Seulement les haies ? Une petite fiche explicative à l'intention des exploitants et propriétaires est absolument nécessaire. Elle devrait reprendre une explication des couloirs de liaison et les pratiques agricoles autorisées resp. interdites. Ceci devrait se faire dans le cadre de l'élaboration (en étroite collaboration avec les exploitants agricoles concernés) d'un plan de gestion de la réserve naturelle. Le plus important nous semble en effet d'être une bonne communication entre les différents acteurs concernés !
- **L'emploi de pesticides, sauf pour la lutte ponctuelle contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité.**
- ➔ Vu la sensibilité des amphibiens, cette interdiction peut se comprendre. La possibilité de lutter contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité était une revendication de la Chambre d'Agriculture. Peut-être aurait-on pu imaginer aussi pouvoir (en cas de véritable besoin) permettre un traitement des prairies à une période durant laquelle l'impact sur la rainette est nul.

Conclusion

Dans ce sens nous tenons à rappeler qu'il est important de prendre en compte les points suivants, à savoir :

- **Une présentation du projet aux agriculteurs concernés**
- **Une meilleure explication de la notion « couloir de liaison » (qu'entend-on précisément par couloir de liaison dans le cas de cette zone, où sont-ils**

précisément, comment faut-il les entretenir,...). Ceci devrait se faire par une fiche explicative, reprenant ces différents points pour les exploitants agricoles.

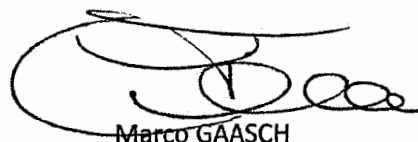
- Une concertation très étroite avec les exploitants en vue de l'élaboration d'un plan de gestion
- Une certaine souplesse en ce qui concerne l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en zone B, notamment aux périodes où un impact sur la population de la rainette est nul.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gantenbein', with a large, sweeping underline.

POL GANTENBEIN

Secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gaasch', with a large, sweeping underline.

Marco GAASCH

Président



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Commissariat de District de Grevenmacher

Grevenmacher, le 05 août 2015

Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Entré le

- 6 -08- 2015

Madame le Ministre de
l'Environnement
4 Place de l'Europe
L - 1499 LUXEMBOURG

N/Références : 43-2015-sk

V/Références : GB/yd

Concerne : Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff-Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains.

Madame le Ministre,

En réponse à votre courrier en date du 28 avril 2015, réf. GB/yd, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'avis émis par le conseil communal de la commune de Bous conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Il résulte de la délibération du conseil communal du 1^{er} juillet 2015 qu'une réclamation a été introduite à l'encontre du projet.

Le conseil communal a marqué unanimement son approbation quant au projet évoqué sous rubrique.

Veuillez agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Cyrille GOEDERT

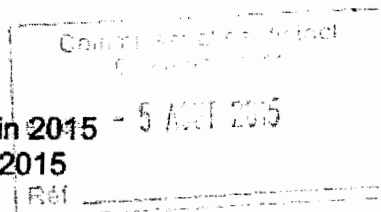
Commissaire de district

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS du conseil communal de la commune de BOUS

COMMUNE

DE BOUS

Séance publique du 1^{er} juillet 2015



Date de l'annonce publique de la séance: 22 juin 2015 - 5 JUIN 2015

Date de la convocation des conseillers: 22 juin 2015

Présences:

Joseph JOHANNIS, bourgmestre

Guy HARY, Lily KUTTEN-BRENTJENS, échevins

Romain SCHANEN, Antoine MULLER, Netty SIMON-KILL, Pierre
BRAUN, Patricia GONZALEZ, Bernd ZIMMER, conseillers

Marc SCHMIT, secrétaire

Absent : //////////////////////////////////////

Point de l'ordre du jour: 11

avis du conseil communal sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains

Le conseil communal,

Vu un avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains, transmis le 28 avril 2015 par Madame la Ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg pour enquête publique à la commune de Bous;

Considérant qu'en date du 06 mai 2015, un avis relatif au projet prémentionné a été porté à la connaissance du public par affichage aux endroits usités dans la commune de Bous et aux alentours de la zone de réserve projetée;

Considérant qu'une seule observation concernant le projet en question été présentée par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Bous dans les 30 jours à compter de la publication du dépôt à la maison communale, soit jusqu'au 05 juin 2015;

Vu l'observation écrite du 04 juin 2015 des sieurs Klopp Constant et Guy, agriculteurs, domiciliés à Bous et qui exploitent actuellement une surface de $\pm 8,70$ hectares, sise dans la zone de réserve projetée;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les articles 39 à 45 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 11 mai 2007 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée "Plan d'action nation pour la protection de la nature";

Vu un avis de la Chambre d'Agriculture du 26 février 2014 sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan";

Entendu les explications du collège échevinal et du secrétaire communal quant au présent avant-projet de règlement grand-ducal;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide à l'unanimité des membres

d'aviser favorablement l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains sous réserve d'une consultation préalable des propriétaires et exploitants concernés, d'une présentation détaillée du projet aux propriétaires et exploitants concernés, d'une concertation étroite avec les exploitants en vue de l'élaboration d'un plan de gestion et d'une certaine souplesse en ce qui concerne l'application des dispositions des articles 3 et 4 du présent avant-projet de règlement grand-ducal afin ne pas rendre impossible une exploitation agricole raisonnable sur les fonds concernés

et prie les autorités supérieures compétentes de bien vouloir prendre note de la présente délibération et de l'avis annexé.

En séance date qu'en tête. Suivent les signatures.

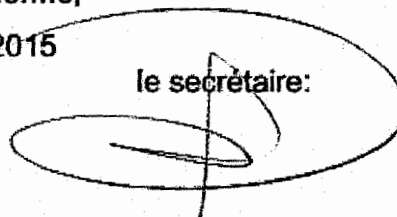
Pour expédition conforme,

Bous, le 31 juillet 2015

le bourgmestre:



le secrétaire:



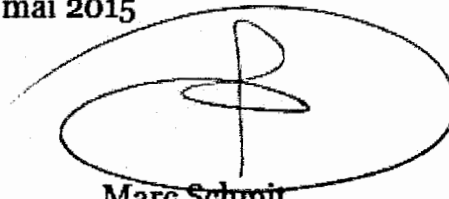
CERTIFICAT DE PUBLICATION

Les soussignés bourgmestre et secrétaire communal de la commune de Bous certifient que l'avis au verso du 06 mai 2015 relatif au projet de règlement grand-ducal de Madame la Ministre de l'Environnement déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains a été publié et affiché au lieu d'implantation ainsi qu'aux endroits usités dans la commune de Bous à partir du 06 mai 2015, conformément à l'article 42 de loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Bous, le 06 mai 2015

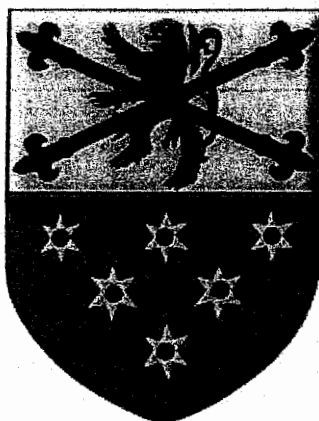
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jos. Johanns', written in a cursive style.

Jos. Johanns,
bourgmestre

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Marc Schmit', enclosed within a large, hand-drawn oval.

Marc Schmit,
secrétaire communal

COMMUNE DE BOUS



AVIS AU PUBLIC

Projet de réserve naturelle "Reckingerhaff-Weiergewan"

En exécution des dispositions de l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, Madame la Ministre de l'Environnement vient de nous transmettre aux fins d'enquête publique un projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains.

Conformément à l'article 42 de la même loi, le public est informé que le projet de règlement grand-ducal ainsi que les pièces à l'appui sont déposés pendant trente jours, à savoir du 07 mai 2015 au 05 juin 2015 à la maison communale à Bous – 20, rue de Luxembourg, où le public pourra en prendre connaissance aux heures usuelles d'ouverture du secrétariat communal.

Endéans ce délai, les éventuelles objections contre le projet de classement doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins.

Bous, le 06 mai 2015

pour le collège échevinal,
le bourgmestre:

le secrétaire:

LOPP Constant et Guy
2, rue d'Oetrompe
- 5407 Bous
ISM 621 27 8559

COMMUNE DE BOUS
SECRÉTARIAT
ENTRÉE LE

04 JUIN 2015

Bous, den 4. 6. 2015

Am den Bürgermeister und Schöffenrat der Gemeinde Bous.

Betrifft : Naturschutzzone Reckingerhaff - Weiergewann

In einer Mitteilung vom 30 Oktober 2014 des Service d'Economie Rural. wird die Biotopfläche auf unserer landwirtschaftlichen Betriebsfläche auf 12,15% veranschlagt, das sind fast 12 ha.

Laut den Plänen der Umweltverwaltung kommen 8,70 ha in die geplante Naturschutzzone liegen.

Dem Flächenantrag entnehmen wir daß sich auf unserer Betriebsfläche noch umweltsensibles Dauergrünland befindet, daneben noch Habitat- und Vogelschutzzonen.

Vielleicht auch noch zu bestimmende Wasserschutzzonen.

In unserem Land sind mehr als 60% der gesamten landwirtschaftlichen Nutzfläche von ausgewiesenen oder geplanten Schutz zonen betroffen.

Spätestens jetzt müssen wir uns fragen wo bleibt Platz für die Nahrungsmittelproduzierende Landwirtschaft.

Wir haben investiert in den Betrieb mit Unterstützung der Ackerbauverwaltung durch Beratung, Planungen, Berechnungen und Beihilfen beruhend auf einem Agrargesetz und genehmigt vom Landwirtschaftsministerium.

All diese Investitionen werden in Frage gestellt und bräute gewiss.

Auf Verlangen von Brüssel befindet sich eine Tafel auf unserem Gebäude: Hier investiert Europa in die ländlichen Gebiete.

Die Naturverwaltung macht es sich einfach mit dem Verweis auf ihre Biodiversitätspläne oder eine Beratung durch die Landwirtschaftskammer.

Wenn die selbe Landwirtschaftskammer in ihrem, 'Avis'
die Naturverwaltung drängt die betroffenen Eigentümer oder
Pächter der Flächen zu informieren über die geplanten
Maßnahmen in diesen Zonen, geschieht nichts.

Keine Mitteilungen an die Eigentümer und Pächter!

Keine Informationsversammlung!

Das gleiche Szenario wie bei den Biotopen, wo die
Eigentümer keine Mitteilung erhalten haben.

Die Umweltverwaltung beauftragt Studienbüros Pläne zu erstellen
die keine Rücksicht auf die Landwirtschaft nehmen und diese
sogar als übel und schädigend abstempeln.

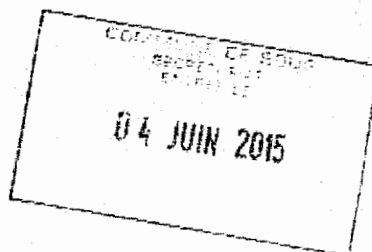
Beim durchlesen des erstellten "Dossier" kommen wir schnell
zu dieser Schlussfolgerung.

Beispiel: Tritt- und Fraßschäden der Rinder belegt durch Photo
und die Landwirte drängen Biodiversitätsverträge
abzuschließen, um sie von den Zahlungen abhängig
zu machen, zur Herstellung von minderwertigem Futter

So sieht keine konstruktive Zusammenarbeit aus.

Wir möchten klarstellen daß wir Landwirte keine Gegner oder
Feinde des Laub- und Heckenfrosches sind und bei dieser
Schutzzone muß auch noch Platz bleiben für die produzierende
Landwirtschaft,

Das muß auch die Umweltverwaltung einsehen.



Hochachtungsvoll

C. Klopp

G. Klopp

KLOPP Constant

KLOPP Guy

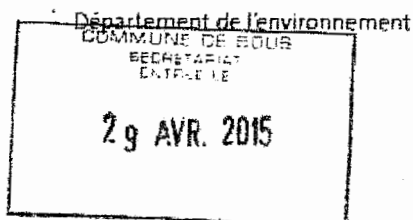
Landwirt aus Bous

Landwirt aus Bous



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Luxembourg, le 28 AVR. 2015



Monsieur le Bourgmestre
de la commune de Bous
20, rue de Luxembourg
L-5408 Bous

Référence : GB/yd
Dossier suivi par : Gilles Biver
Tél. +352 247 86834
E-mail : gilles.biver@mev.etat.lu

Concerne : Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Monsieur le Bourgmestre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe le dossier du projet de règlement grand-ducal cité sous rubrique.

Je vous prie de bien vouloir le déposer pendant 30 jours à la maison communale conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement


Carole Dieschbourg

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 39 à 45 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 11 mai 2007 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Plan d'action national pour la protection de la nature »;

Vu les avis émis par les conseils communaux de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains après enquête publique;

Vu les observations du commissaire de district à Grevenmacher;

Vu la fiche financière;

Vu l'avis du conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide "Reckingerhaff-Weiergewan" sise sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national "Reckingerhaff-Weiergewan" d'une étendue totale de 143,2 ha se compose de deux parties:

- la partie A, d'une étendue de 13,6 ha, comportant:
 - o la partie A1, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Bous, section C d'Erpeldange

2120/4441, 2510/4442 partie,

commune de Dalheim, section C de Welfrange

1409/1414, 1541/1474, 1545/1386,

- o la partie A2, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Dalheim, section C de Welfrange

1414/1416 partie, 1415/2026, 1415/2027,

- la partie B, d'une étendue de 129,6 ha, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Bous, section C d'Erpeldange

2004/3402, 2004/3406, 2005, 2083, 2083/4205, 2084/4206, 2085/1904, 2086/404, 2086/405, 2087/3824, 2091/2958, 2091/2959, 2092, 2093/2645, 2094/2542, 2096/2770, 2097, 2098/2205, 2099/2206, 2101, 2102, 2105/3825, 2106/1112, 2109/2803, 2112/967, 2113/2804, 2118/4207, 2119/4440, 2123/360, 2124, 2125/3456, 2126/3457, 2127, 2129/3458, 2130/3459, 2132/3460, 2134/3461, 2136/3462, 2138/3463, 2140/3464, 2141/3465, 2142/3466, 2144/2963, 2188/3494, 2348/2, 2349/989, 2350/1975, 2350/1976, 2350/3760, 2351/2, 2351/844, 2351/845, 2356/1618, 2356/1619, 2360, 2361/1977, 2364, 2365/5, 2365/6, 2365/1498, 2365/1499, 2365/1999, 2365/2550, 2366/2551, 2510/4442 partie,

commune de Dalheim, section C de Welfrange

586/3, 586/1331, 587/2560 partie, 1414/1340, 1414/1416 partie, 1414/1418, 1414/2028, 1414/2029, 1414/2320, 1416/2118, 1416/2119, 1416/2120, 1416/2121, 1417/1421, 1419/1422, 1419/1423, 1421/1425, 1421/1426, 1421/1427, 1421/1428, 1421/2321, 1422/1429, 1422/1430, 1424/1506, 1428/1108, 1432/1109, 1434/1235, 1434/2094, 1435/1111, 1438/1112, 1441/388, 1441/389, 1441/2095, 1441/2096, 1442/307, 1446, 1447, 1448, 1451/2193, 1451/2194, 1465/1432, 1465/1435, 1465/1964, 1465/2225, 1465/2226, 1472/2244, 1480/2563, 1480/2564, 1480/2565, 1480/2566, 1480/2567, 1480/2568, 1484/2569, 1484/2570, 1484/2571, 1484/2572, 1484/2573, 1484/2574, 1484/2575, 1495/1355, 1495/1356, 1495/1358, 1495/1437, 1495/1933, 1495/1934, , 1495/2071, 1495/2072, 1510/1446, 1511/1447, 1511/1448, 1511/1449, 1511/1450, 1511/1451, 1512/1453, 1512/2073, 1512/2209, 1513/1455, 1515/1456, 1515/1457, 1526/2210, 1526/2211, 1526/2212, 1526/2213, 1528/2075, 1534/2076, 1534/2077, 1534/2078, 1537/2214, 1538/1379, 1539/2080, 1540/1467, 1540/1469, 1540/2081, 1540/2231, 1540/2232, 1540/2233, 1541/1471, 1541/1473, 1541/1945, 1541/1946, 1541/2207, 1541/2208, 1542/1383, 1543/1384, 1544/1476, 1544/2388, 1544/2389, 1544/2390,

commune de Mondorf-les-Bains, section A d'Ellange

754/5186, 760/5187, 764/2684, 764/2685, 764/5188, 765/2714, 766/2715, 768, 769, 770, 771, 772/3, 772/2599, 772/2600, 772/2983, 772/2984, 773/2316, 774/388, 774/389, 775, 776/3725, 784/2837, 785/1943, 793/2838, 796, 798/2535, 801/2579, 804, 805, 806/862, 806/863, 807, 808/2688, 809, 810, 811/390, 812/391, 812/392, 812/393, 815, 816, 817, 817/2, 818, 819, 820/866, 820/1945, 820/2172, 820/2173, 820/3838, 820/3839, 821, 822/236, 822/237, 822/238, 822/239, 823, 824, 825, 825/3, 825/4, 825/1027, 825/2234, 825/2235, 825/2236, 850/4906, 850/4907, 852, 853/3115,

853/4908, 853/4909, 853/4910, 853/4911, 853/4912, 853/4913, 853/4914, 853/4915, 853/4916, 853/4917, 853/4918, 853/4919, 854/3999, 854/4920, 854/4921, 855, 855/2, 855/4922, 855/4923, 856/4924, 856/4925, 857/4926, 857/4927, 858/3386, 858/3387, 860/1947, 862/3853, 865/3854, 865/3855, 865/3856, 866/1729, 866/3857, 867/1730, 868/3858, 869, 870/3417, 870/3418, 870/3419, 1249, 1250, 1257/892, 1261/2844, 1265/2846, 1678/2915, 1678/5324, 1678/5325, 1678/5326, 1679/5327.

Toutes les surfaces ne portant pas de numéro cadastral, tels que chemins et cours d'eau, situés à l'intérieur du périmètre de la réserve naturelle font partie intégrante de la zone protégée.

La délimitation des deux parties [partie A (A1, A2) et partie B] est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la partie A sont interdits:

- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage et l'extraction de matériaux; les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes étant à autoriser au préalable par le Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages en terres arables, ainsi que le sursemis;
- la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes tels que mares, étangs, sources, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, lisières de forêts, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, ou friches, ainsi que d'habitats énumérés à l'annexe 1 et d'habitats d'espèces énumérées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004;
- les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que l'installation de nouveaux drainages et l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
- le piégeage, la capture, la destruction ou la perturbation d'animaux sauvages indigènes;
- l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages, excepté dans le cadre de la pratique agricole et forestière;
- la pêche et l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- l'appâtage du gibier;
- la circulation motorisée, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins et sentiers existants, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- l'emploi de pesticides ou de fertilisants;
- la plantation de résineux.

Art. 4. Dans la partie B sont interdits:

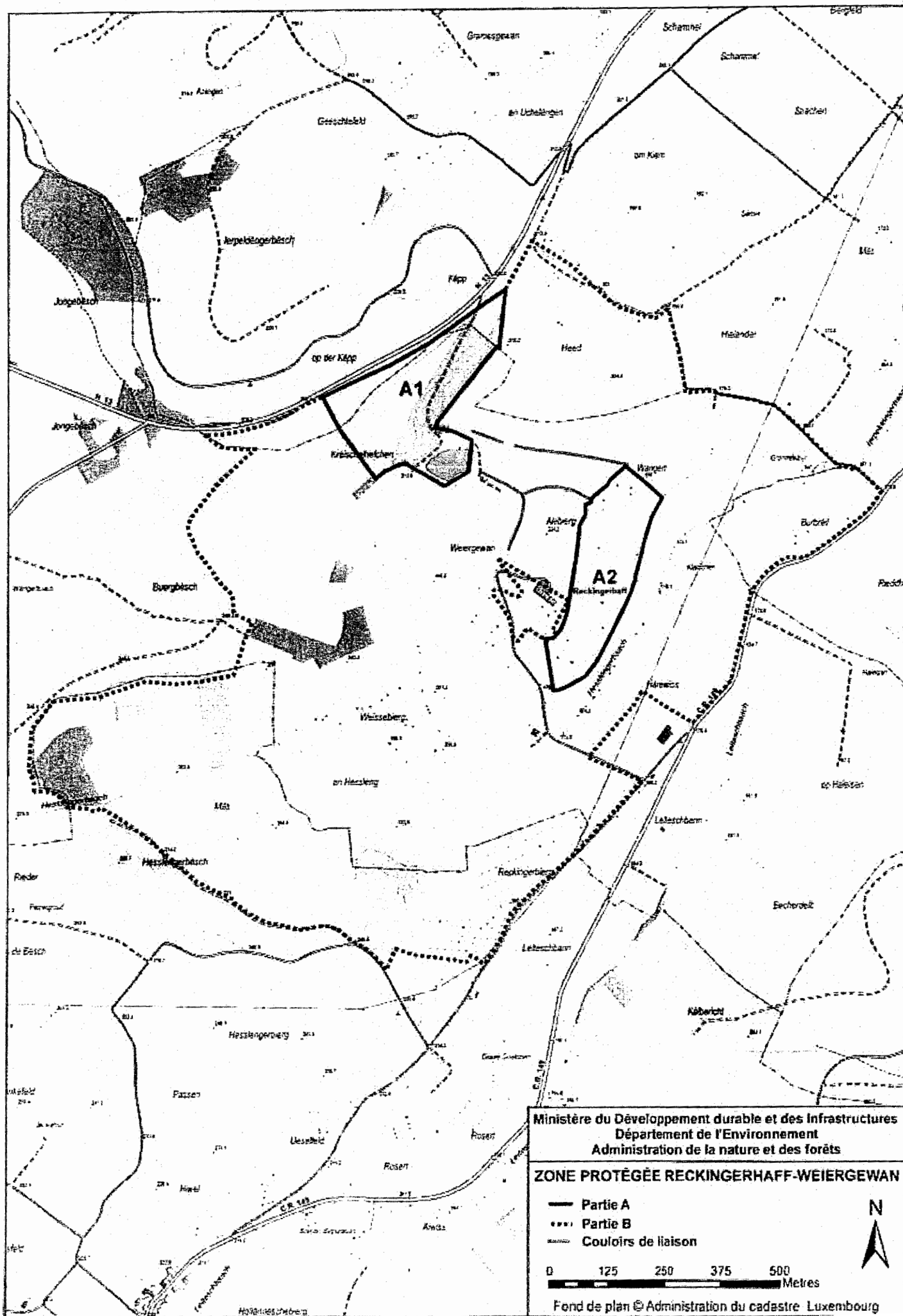
- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage, l'extraction de matériaux dépassant un volume de 250 m³, les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.
- l'installation de nouveaux drainages;
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des remises ou abris légers servant à des fins agricoles, qui sont toutefois soumis à l'autorisation du Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions ;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, à l'exception de la pose d'une ligne téléphonique souterraine ainsi que d'autres conduites indispensables à l'habitation du Reckingerhaff, travaux qui restent soumis à autorisation préalable du ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles. Les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes sont à autoriser au préalable par le Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages permanents en terres arables;
- l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- la réduction, la destruction et le changement des couloirs de liaison entre les parties A1 et A2 tels que définis sur le plan annexé qui fait partie intégrante du présent règlement grand-ducal;
- l'emploi de pesticides, sauf pour la lutte ponctuelle contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité.

Art. 5. Les dispositions des articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures restent toutefois soumises à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.

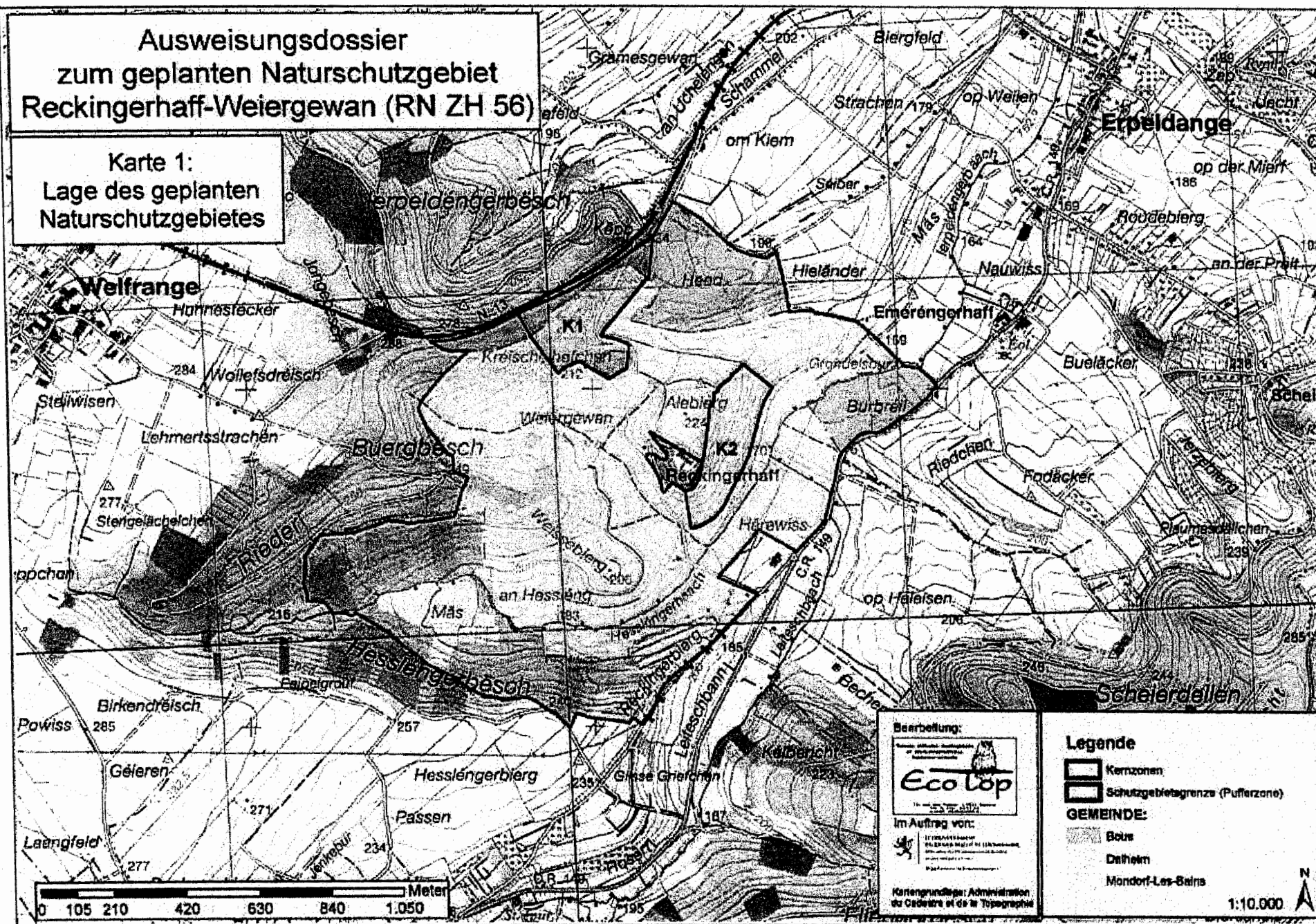
Art. 6. Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

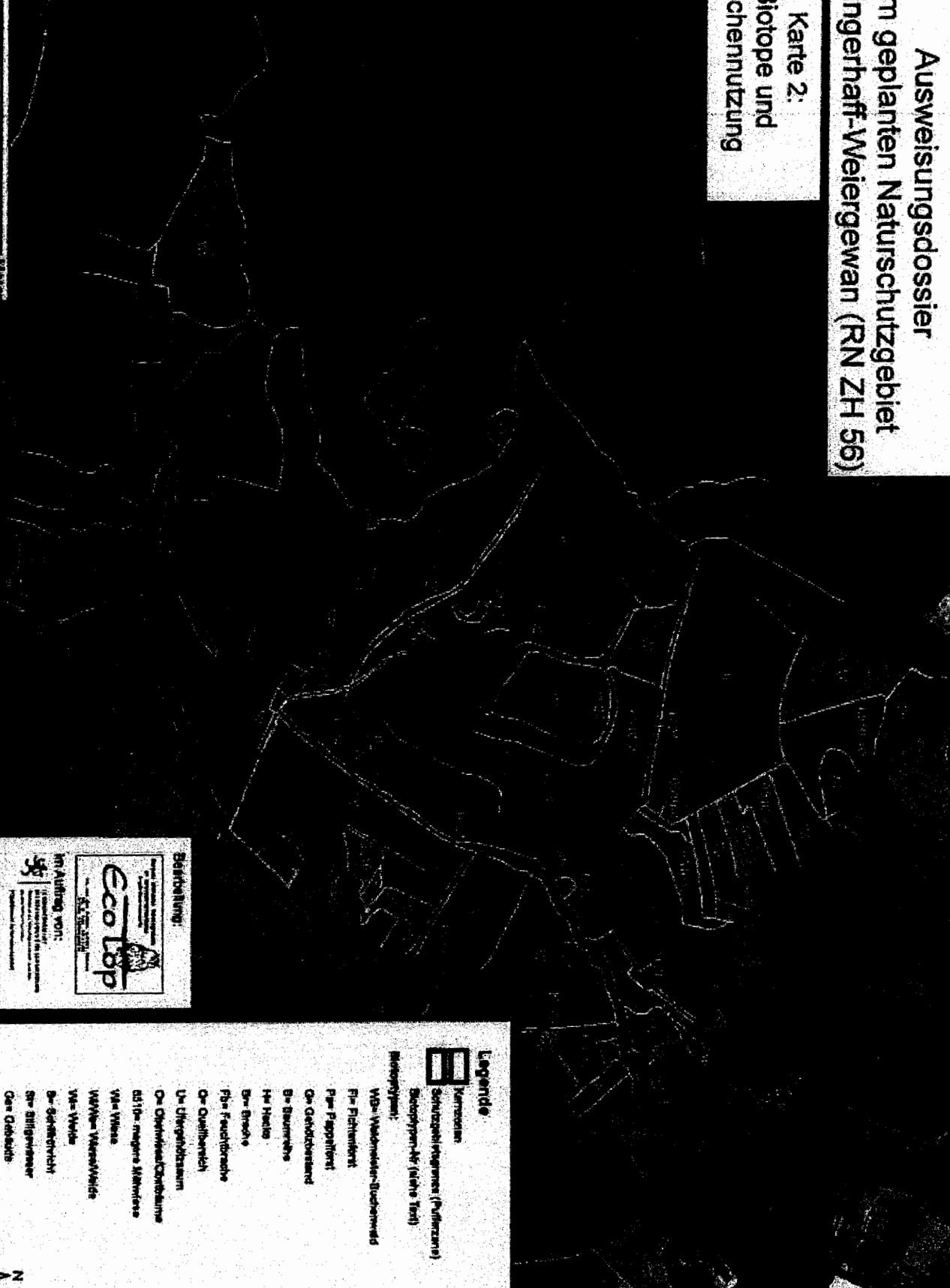


Karte 1:
Lage des geplanten
Naturschutzgebietes



**Ausweisungsdossier
zum geplanten Naturschutzgebiet
Reckingerhaff-Weiergewan (RN ZH 56)**

Karte 2: Biotope und Flächennutzung



Beimboflung:



Im Auftrag von:



Portengrænningur: A Generalization of the Criterion of de la Topographie

Legend



Schutzgebiete (Nationalpark)

Photopyren-4V (Metho Test)

Photography:

MB: Mandelstam-Buchheim

File Filenames

Plus Productive

Go GetOutdoors!

11

HM Herbs

Don't Miss

Pharmaceuticals

de Duitse

10

0-016 (pilot)

Life insurance: If you're

600-778-7799

Van Thine

1000

USE THESE

Beobachtung:

ST. LOUIS, MO.

Gen. Debbin

1.8.1

 ≥ 2

Adresse postale:
Chambre d'Agriculture
B.P.81 L-8001 Strassen
Siège:
261, route d'Arlon
L-8011 Strassen

Tél.: 31 38 76-1
Fax: 31 38 75
E-mail: info@lwk.lu
www.produitduterroir.lu
www.lwk.lu



Chambre d'Agriculture

Chambre Professionnelle
des Agriculteurs, Viticulteurs
et Horticulteurs Luxembourgeois

Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Département de l'environnement
Entré le:
28-02-2014

Strassen, le 26 février 2014

à Madame la Ministre
de l'Environnement

N/réf: TK/TK/11-02

Avis

sur l'avant-projet de règlement grand-ducal du déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide «Reckingerhaff-Weiergewann» sise sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains

Madame la Ministre,

Après avoir analysé le projet sous rubrique en séance plénière et suite à de nombreuses discussions avec les responsables du dossier, la Chambre d'Agriculture a décidé d'émettre l'avis suivant.

Introduction

La nouvelle démarche, entamée par l'Administration de la Nature et des Forêts et le Ministère de l'Environnement, pour préparer la désignation des nouvelles réserves naturelles, est beaucoup plus cohérente qu'auparavant, ceci principalement grâce à quatre nouveaux aspects:

1. L'implication du secteur agricole (en l'occurrence la Chambre d'Agriculture) parallèlement à l'élaboration du dossier et non tout à la fin du processus ;
2. Une analyse différenciée des réserves naturelles individuelles (ainsi qu'une différenciation plus nette entre zones noyau et zones tampon), basée davantage sur les objectifs et contraintes propres à chaque réserve ;

3. L'élaboration d'une zone A sur base des biotopes existants et une zone B comme zone à potentiel d'extensification ;
4. La priorité à une démarche volontaire dans les zones tampon des réserves naturelles.

A côté de ces quatre points très importants, une réunion d'information visant les agriculteurs pour leur expliquer le règlement, les objectifs ainsi que les collaborations envisagées est toutefois primordiale et devra être réalisée lors de la mise en route de la procédure officielle de classement de la zone protégée.

Analyse du dossier de classement

La réserve naturelle prévue comprend une surface totale de 143,2 ha dont 13,6 ha en zone A et 129,6 ha en zone B. En total, 78,7 ha de terres agricoles se situent dans la réserve naturelle. Il s'agit de 54,1 ha de pâturages, de 20,5 ha de prairies et 4,1 ha de prairies pâturées. Les terres agricoles constituent donc 55 % de l'ensemble de la réserve naturelle. Une différenciation entre zone noyau et zone tampon est proposée.

La réserve naturelle est indiquée comme prioritaire dans le PNPN mais ne fait pas partie du réseau Natura 2000. Elle est proposée pour préserver la dernière population reproductrice de la rainette verte du Luxembourg.

A l'inverse d'autres dossiers de classement parfois mal recherchés et rédigés, les auteurs montrent ici qu'ils connaissent bien les lieux et leurs argumentation est compréhensible.

L'objectif principal est donc d'assurer un habitat à la population de la rainette verte. Son habitat se caractérise par des zones humides et des éléments de liaison entre celles-ci. Le nom allemand « Laubfrosch » (ou « Heckenfrosch » en luxembourgeois) indique bien que cet amphibien a besoin d'éléments de structure (haies, broussailles, bandes refuges, ...) où il peut se dresser pour attraper des insectes volants.

Le dossier de classement cite trois grands dangers pour l'espèce visée:

1. La destruction des eaux de frai (p.ex par l'urbanisation ou la construction d'infrastructures)
2. La dévalorisation des zones de frai par l'introduction de poissons, l'eutrophisation par des engrais, les produits phytopharmaceutiques ou la succession naturelle en berge de l'étang (progression des plantes dans l'étang, embroussaillage, diminution de l'ensoleillement).
3. La dévalorisation des habitats par une intensification des pratiques agricoles, la conversion de prairies en labours, la suppression de haies ou de bandes jachères.

Il en ressort qu'il faut assurer un ensoleillement idéal dans la zone noyau et maintenir des structures de liaison dans la zone tampon.

De nouveaux étangs sont prévus dans le périmètre immédiat de la réserve naturelle. Il est évident que notre avis ne vise que la réserve naturelle telle que présentée et que les limites ne pourront à l'avenir pas être élargies à ces nouveaux étangs.

Commentaire des articles du règlement grand-ducal

➤ Art.3 :

Dans la partie A sont interdits :

- L'emploi de pesticides ou d'engrais chimique, minéraux ou organiques
- ➔ L'interdiction de l'emploi de pesticides peut se justifier pour ce cas très précis, vu la valeur intrinsèque de la réserve naturelle et plus particulièrement des zones noyau ainsi que des écosystèmes très fragiles présents.

➤ Art.4 :

Dans la partie B sont interdits :

- La réduction, la destruction et le changement des couloirs de liaison entre les parties A1 et A2 tels que définis dans le plan annexé.
- ➔ Bien que nous puissions comprendre cette interdiction, sa formulation ne nous semble pas assez précise ou claire. Qu'entend-on exactement par un couloir de liaison ? Seulement les haies ? Une petite fiche explicative à l'intention des exploitants et propriétaires est absolument nécessaire. Elle devrait reprendre une explication des couloirs de liaison et les pratiques agricoles autorisées resp. interdites. Ceci devrait se faire dans le cadre de l'élaboration (en étroite collaboration avec les exploitants agricoles concernés) d'un plan de gestion de la réserve naturelle. Le plus important nous semble en effet d'être une bonne communication entre les différents acteurs concernés !
- L'emploi de pesticides, sauf pour la lutte ponctuelle contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité.
- ➔ Vu la sensibilité des amphibiens, cette interdiction peut se comprendre. La possibilité de lutter contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité était une revendication de la Chambre d'Agriculture. Peut-être aurait-on pu imaginer aussi pouvoir (en cas de véritable besoin) permettre un traitement des prairies à une période durant laquelle l'impact sur la rainette est nul.

Conclusion

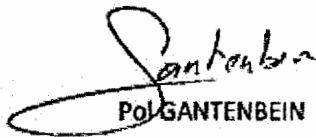
Dans ce sens nous tenons à rappeler qu'il est important de prendre en compte les points suivants, à savoir :

- Une présentation du projet aux agriculteurs concernés
- Une meilleure explication de la notion « couloir de liaison » (qu'entend-on précisément par couloir de liaison dans le cas de cette zone, où sont-ils

précisément, comment faut-il les entretenir,...). Ceci devrait se faire par une fiche explicative, reprenant ces différents points pour les exploitants agricoles.

- Une concertation très étroite avec les exploitants en vue de l'élaboration d'un plan de gestion
- Une certaine souplesse en ce qui concerne l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en zone B, notamment aux périodes où un impact sur la population de la rainette est nul.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.



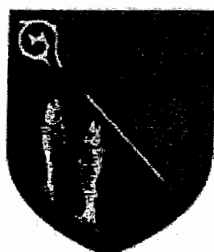
Pol GANTENBEIN

Secrétaire général



Marco GAASCH

Président



Séance publique du: 7 juillet 2015

Annonce publique et convocation des conseillers: 1^{er} juillet 2015

Membres présents: M. HEISBOURG Joseph, bourgmestre, M. STEICHEN Frank, M. DICKEN Nicolas, échevins,
Mme BEISSEL-ERNST Marie-Louise, M. ERNST René, Mme OLINGER Peggy, M. RIES Jean, conseillers,
M. JUNG Luc, secrétaire.

Membres absents excusés : Mme BLOOMER, Mme DOS SANTOS OLIVEIRA Anabela

Point de l'ordre du jour: 1

Objet: Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff – Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu le dossier du projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff – Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains ;

Considérant que le dossier a été déposé pendant 30 jours francs au secrétariat communal ;

Considérant que le dépôt précité a été publié dans tous les endroits usités de la commune ;

Considérant qu'aucun citoyen de la commune de Dalheim n'a demandé la consultation du dossier ;

Considérant que partant, aucune réclamation contre le dossier afférent n'a été déposée ;

Considérant que le collège échevinal se rallie au projet dont question ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après avoir délibéré conformément à la loi communale du 13 décembre 1988

décide avec 5 voix oui et 2 voix non

de donner son aval et son soutien au projet dont question.

Ainsi délibéré à Dalheim, date qu'en tête.

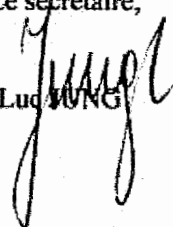
(Suivent les signatures)

Pour expédition conforme

Dalheim, le 8 juillet 2015

Le secrétaire,

Luc HUNG



Le bourgmestre,

HEISBOURG





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Commissariat de District de Grevenmacher

Grevenmacher, le 25 juin 2015

Le 30-06-2015
30-06-2015

Madame le Ministre de
l'Environnement
4 Place de l'Europe
L - 1499 LUXEMBOURG

N/Références : 43-2015-sk
V/Références : GB/yd

Concerne : Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff-Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains.

Madame le Ministre,

En réponse à votre courrier en date du 28 avril 2015, réf. GB/yd, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'avis émis par le conseil communal de la commune de Mondorf-les-Bains conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Il résulte du procès-verbal d'enquête publique du 02 juin 2015 qu'aucune réclamation n'a été introduite à l'encontre du projet.

L'avis sollicité a été émis à l'unanimité des voix.

Veuillez agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Cyrille GOEDERT

Commissaire de district



Séance publique du: 7 juillet 2015

Annonce publique et convocation des conseillers: 1^{er} juillet 2015

Membres présents: M. HEISBOURG Joseph, bourgmestre, M. STEICHEN Frank, M. DICKEN Nicolas, échevins,
Mme BEISSEL-ERNST Marie-Louise, M. ERNST René, Mme OLINGER Peggy, M. RIES Jean, conseillers,
M. JUNG Luc, secrétaire.

Membres absents excusés : Mme BLOOMER, Mme DOS SANTOS OLIVEIRA Anabela

Point de l'ordre du jour: 1

Objet: Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff – Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu le dossier du projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff – Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains ;

Considérant que le dossier a été déposé pendant 30 jours francs au secrétariat communal ;

Considérant que le dépôt précité a été publié dans tous les endroits usités de la commune ;

Considérant qu'aucun citoyen de la commune de Dalheim n'a demandé la consultation du dossier ;

Considérant que partant, aucune réclamation contre le dossier afférent n'a été déposée ;

Considérant que le collège échevinal se rallie au projet dont question ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après avoir délibéré conformément à la loi communale du 13 décembre 1988

décide avec 5 voix oui et 2 voix non

de donner son aval et son soutien au projet dont question.

Ainsi délibéré à Dalheim, date qu'en tête.

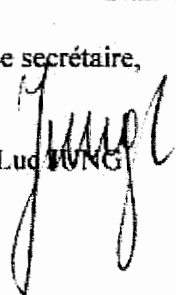
(Suivent les signatures)

Pour expédition conforme

Dalheim, le 8 juillet 2015

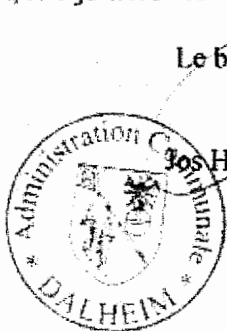
Le secrétaire,

Luc LUNG



Le bourgmestre,

Jos HEISBOURG





Administration Communale de Mondorf-les-Bains

Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Mondorf-les-Bains

Séance publique du 18.06.2015

Date de l'annonce publique de la séance: 11.06.2015

Date de la convocation des conseillers: 11.06.2015

Présents: Mesdames et Messieurs

Delles, bourgmestre – Reckel et Schleck, échevins – Dolinski-Schwachtgen, Bichler, Zbinden, Dublin, Reuter-Groben, Esteves, Strasser-Beining, Gengler, conseillers – Schong-Guill, secrétaire communale

Absents: excusés: --
sans motif: --

Point de l'ordre du jour 5)

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site 'Reckingerhaff-Weiergewan' sis sur le territoire des communes de Bous, Dalheim et Mondorf-les-Bains – avis du conseil communal

Le conseil communal,

Vu l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site 'Reckingerhaff-Weiergewan' sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains ;

Vu les articles 39 à 45 de la loi modifiée du 19.01.2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 11.05.2007 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Plan d'action national pour la protection de la nature » ;

Considérant que ledit projet de règlement grand-ducal a été porté à la connaissance du public par les voies d'affichage usuels dans la commune, et que les documents y relatifs ont été déposés pendant trente jours du 30.04.2015 au 01.06.2015 inclus à la maison communale ;

Considérant que suivant certificat de publication du 02.06.2015 pendant le délai légal aucune observation ni objection n'a été présentée à l'encontre du projet de règlement grand-ducal en question ;

Considérant que suivant article 42 de la loi modifiée du 19.01.2004 sus indiquée, il appartient au conseil communal d'émettre son avis audit projet de règlement grand-ducal endéans le délai d'un mois de l'expiration du délai de publication ;

Vu la loi communale modifiée du 13.12.1988 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi, par appel nominal et à haute voix, décide à l'unanimité d'aviser favorablement le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff-Weiergewan » sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Ainsi délibéré en séance publique, date qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Mondorf-les-Bains, le 24 JUIN 2015

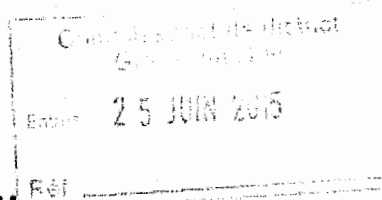
Le secrétaire communal

Le bourgmestre



MONDORF-LES-BAINS

1, Place des Villes Jumelées
Boîte Postale 55
L-5601 Mondorf-les-Bains



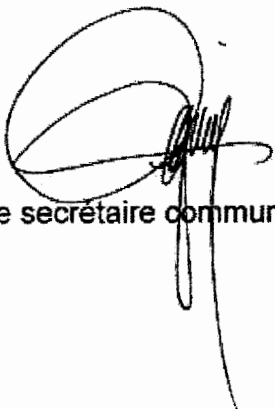
CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le collège des bourgmestre et échevins certifie par la présente avoir affiché dans la commune pendant trente jours, du 30 avril 2015 au 1^{er} juin 2015 inclusivement, les documents relatifs au projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Reckingerhaff-Weiergewan », sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains. L'affichage a été fait de la façon usuelle.

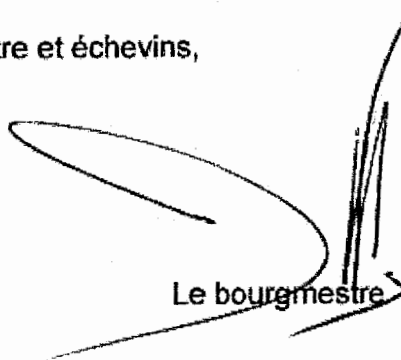
Le collège échevinal certifie en outre qu'endéans le délai légal pas d'observations ni d'objections n'ont été présentées à l'encontre du projet de règlement grand-ducal en question.

Mondorf-les-Bains, le 2 juin 2015

Le collège des bourgmestre et échevins,



Le secrétaire communal



Le bourgmestre

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 39 à 45 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 11 mai 2007 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Plan d'action national pour la protection de la nature »;

Vu les avis émis par les conseils communaux de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains après enquête publique;

Vu les observations du commissaire de district à Grevenmacher;

Vu la fiche financière;

Vu l'avis du conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide "Reckingerhaff-Weiergewan" sise sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national "Reckingerhaff-Weiergewan" d'une étendue totale de 143,2 ha se compose de deux parties:

- la partie A, d'une étendue de 13,6 ha, comportant:
 - o la partie A1, formée par les parcelles cadastrales suivantes:
commune de Bous, section C d'Erpeldange
2120/4441, 2510/4442 partie,
commune de Dalheim, section C de Welfrange

1409/1414, 1541/1474, 1545/1386,

- o la partie A2, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Dalheim, section C de Welfrange

1414/1416 partie, 1415/2026, 1415/2027,

- la partie B, d'une étendue de 129,6 ha, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Bous, section C d'Erpeldange

2004/3402, 2004/3406, 2005, 2083, 2083/4205, 2084/4206, 2085/1904, 2086/404, 2086/405, 2087/3824, 2091/2958, 2091/2959, 2092, 2093/2645, 2094/2542, 2096/2770, 2097, 2098/2205, 2099/2206, 2101, 2102, 2105/3825, 2106/1112, 2109/2803, 2112/967, 2113/2804, 2118/4207, 2119/4440, 2123/360, 2124, 2125/3456, 2126/3457, 2127, 2129/3458, 2130/3459, 2132/3460, 2134/3461, 2136/3462, 2138/3463, 2140/3464, 2141/3465, 2142/3466, 2144/2963, 2188/3494, 2348/2, 2349/989, 2350/1975, 2350/1976, 2350/3760, 2351/2, 2351/844, 2351/845, 2356/1618, 2356/1619, 2360, 2361/1977, 2364, 2365/5, 2365/6, 2365/1498, 2365/1499, 2365/1999, 2365/2550, 2366/2551, 2510/4442 partie,

commune de Dalheim, section C de Welfrange

586/3, 586/1331, 587/2560 partie, 1414/1340, 1414/1416 partie, 1414/1418, 1414/2028, 1414/2029, 1414/2320, 1416/2118, 1416/2119, 1416/2120, 1416/2121, 1417/1421, 1419/1422, 1419/1423, 1421/1425, 1421/1426, 1421/1427, 1421/1428, 1421/2321, 1422/1429, 1422/1430, 1424/1506, 1428/1108, 1432/1109, 1434/1235, 1434/2094, 1435/1111, 1438/1112, 1441/388, 1441/389, 1441/2095, 1441/2096, 1442/307, 1446, 1447, 1448, 1451/2193, 1451/2194, 1465/1432, 1465/1435, 1465/1964, 1465/2225, 1465/2226, 1472/2244, 1480/2563, 1480/2564, 1480/2565, 1480/2566, 1480/2567, 1480/2568, 1484/2569, 1484/2570, 1484/2571, 1484/2572, 1484/2573, 1484/2574, 1484/2575, 1495/1355, 1495/1356, 1495/1358, 1495/1437, 1495/1933, 1495/1934, , 1495/2071, 1495/2072, 1510/1446, 1511/1447, 1511/1448, 1511/1449, 1511/1450, 1511/1451, 1512/1453, 1512/2073, 1512/2209, 1513/1455, 1515/1456, 1515/1457, 1526/2210, 1526/2211, 1526/2212, 1526/2213, 1528/2075, 1534/2076, 1534/2077, 1534/2078, 1537/2214, 1538/1379, 1539/2080, 1540/1467, 1540/1469, 1540/2081, 1540/2231, 1540/2232, 1540/2233, 1541/1471, 1541/1473, 1541/1945, 1541/1946, 1541/2207, 1541/2208, 1542/1383, 1543/1384, 1544/1476, 1544/2388, 1544/2389, 1544/2390,

commune de Mondorf-les-Bains, section A d'Ellange

754/5186, 760/5187, 764/2684, 764/2685, 764/5188, 765/2714, 766/2715, 768, 769, 770, 771, 772/3, 772/2599, 772/2600, 772/2983, 772/2984, 773/2316, 774/388, 774/389, 775, 776/3725, 784/2837, 785/1943, 793/2838, 796, 798/2535, 801/2579, 804, 805, 806/862, 806/863, 807, 808/2688, 809, 810, 811/390, 812/391, 812/392, 812/393, 815, 816, 817, 817/2, 818, 819, 820/866, 820/1945, 820/2172, 820/2173, 820/3838, 820/3839, 821, 822/236, 822/237, 822/238, 822/239, 823, 824, 825, 825/3, 825/4, 825/1027, 825/2234, 825/2235, 825/2236, 850/4906, 850/4907, 852, 853/3115,

853/4908, 853/4909, 853/4910, 853/4911, 853/4912, 853/4913, 853/4914, 853/4915, 853/4916, 853/4917, 853/4918, 853/4919, 854/3999, 854/4920, 854/4921, 855, 855/2, 855/4922, 855/4923, 856/4924, 856/4925, 857/4926, 857/4927, 858/3386, 858/3387, 860/1947, 862/3853, 865/3854, 865/3855, 865/3856, 866/1729, 866/3857, 867/1730, 868/3858, 869, 870/3417, 870/3418, 870/3419, 1249, 1250, 1257/892, 1261/2844, 1265/2846, 1678/2915, 1678/5324, 1678/5325, 1678/5326, 1679/5327.

Toutes les surfaces ne portant pas de numéro cadastral, tels que chemins et cours d'eau, situés à l'intérieur du périmètre de la réserve naturelle font partie intégrante de la zone protégée.

La délimitation des deux parties [partie A (A1, A2) et partie B] est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la partie A sont interdits:

- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage et l'extraction de matériaux; les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes étant à autoriser au préalable par le Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages en terres arables, ainsi que le sursemis;
- la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes tels que mares, étangs, sources, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, lisières de forêts, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, ou friches, ainsi que d'habitats énumérés à l'annexe 1 et d'habitats d'espèces énumérées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004;
- les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que l'installation de nouveaux drainages et l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
- le piégeage, la capture, la destruction ou la perturbation d'animaux sauvages indigènes;
- l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages, excepté dans le cadre de la pratique agricole et forestière;
- la pêche et l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- l'appâtage du gibier;
- la circulation motorisée, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins et sentiers existants, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- l'emploi de pesticides ou de fertilisants;
- la plantation de résineux.

Art. 4. Dans la partie B sont interdits:

- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage, l'extraction de matériaux dépassant un volume de 250 m³, les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.
- l'installation de nouveaux drainages;
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des remises ou abris légers servant à des fins agricoles, qui sont toutefois soumis à l'autorisation du Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions ;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, à l'exception de la pose d'une ligne téléphonique souterraine ainsi que d'autres conduites indispensables à l'habitation du Reckingerhaff, travaux qui restent soumis à autorisation préalable du ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles. Les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes sont à autoriser au préalable par le Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages permanents en terres arables;
- l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- la réduction, la destruction et le changement des couloirs de liaison entre les parties A1 et A2 tels que définis sur le plan annexé qui fait partie intégrante du présent règlement grand-ducal;
- l'emploi de pesticides, sauf pour la lutte ponctuelle contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité.

Art. 5. Les dispositions des articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures restent toutefois soumises à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.

Art. 6. Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site "Reckingerhaff-Weiergewan" sis sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 39 à 45 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 11 mai 2007 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Plan d'action national pour la protection de la nature »;

Vu les avis émis par les conseils communaux de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains après enquête publique;

Vu les observations du commissaire de district à Grevenmacher;

Vu la fiche financière;

Vu l'avis du conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide "Reckingerhaff-Weiergewan" sise sur le territoire des communes de Bous, de Dalheim et de Mondorf-les-Bains.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national "Reckingerhaff-Weiergewan" d'une étendue totale de 143,2 ha se compose de deux parties:

- la partie A, d'une étendue de 13,6 ha, comportant:
 - o la partie A1, formée par les parcelles cadastrales suivantes:
commune de Bous, section C d'Erpeldange
2120/4441, 2510/4442 partie,
commune de Dalheim, section C de Welfrange

1409/1414, 1541/1474, 1545/1386,

- o la partie A2, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Dalheim, section C de Welfrange
1414/1416 partie, 1415/2026, 1415/2027,

- la partie B, d'une étendue de 129,6 ha, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

commune de Bous, section C d'Erpeldange

2004/3402, 2004/3406, 2005, 2083, 2083/4205, 2084/4206, 2085/1904, 2086/404, 2086/405, 2087/3824, 2091/2958, 2091/2959, 2092, 2093/2645, 2094/2542, 2096/2770, 2097, 2098/2205, 2099/2206, 2101, 2102, 2105/3825, 2106/1112, 2109/2803, 2112/967, 2113/2804, 2118/4207, 2119/4440, 2123/360, 2124, 2125/3456, 2126/3457, 2127, 2129/3458, 2130/3459, 2132/3460, 2134/3461, 2136/3462, 2138/3463, 2140/3464, 2141/3465, 2142/3466, 2144/2963, 2188/3494, 2348/2, 2349/989, 2350/1975, 2350/1976, 2350/3760, 2351/2, 2351/844, 2351/845, 2356/1618, 2356/1619, 2360, 2361/1977, 2364, 2365/5, 2365/6, 2365/1498, 2365/1499, 2365/1999, 2365/2550, 2366/2551, 2510/4442 partie,

commune de Dalheim, section C de Welfrange

586/3, 586/1331, 587/2560 partie, 1414/1340, 1414/1416 partie, 1414/1418, 1414/2028, 1414/2029, 1414/2320, 1416/2118, 1416/2119, 1416/2120, 1416/2121, 1417/1421, 1419/1422, 1419/1423, 1421/1425, 1421/1426, 1421/1427, 1421/1428, 1421/2321, 1422/1429, 1422/1430, 1424/1506, 1428/1108, 1432/1109, 1434/1235, 1434/2094, 1435/1111, 1438/1112, 1441/388, 1441/389, 1441/2095, 1441/2096, 1442/307, 1446, 1447, 1448, 1451/2193, 1451/2194, 1465/1432, 1465/1435, 1465/1964, 1465/2225, 1465/2226, 1472/2244, 1480/2563, 1480/2564, 1480/2565, 1480/2566, 1480/2567, 1480/2568, 1484/2569, 1484/2570, 1484/2571, 1484/2572, 1484/2573, 1484/2574, 1484/2575, 1495/1355, 1495/1356, 1495/1358, 1495/1437, 1495/1933, 1495/1934, 1495/2071, 1495/2072, 1510/1446, 1511/1447, 1511/1448, 1511/1449, 1511/1450, 1511/1451, 1512/1453, 1512/2073, 1512/2209, 1513/1455, 1515/1456, 1515/1457, 1526/2210, 1526/2211, 1526/2212, 1526/2213, 1528/2075, 1534/2076, 1534/2077, 1534/2078, 1537/2214, 1538/1379, 1539/2080, 1540/1467, 1540/1469, 1540/2081, 1540/2231, 1540/2232, 1540/2233, 1541/1471, 1541/1473, 1541/1945, 1541/1946, 1541/2207, 1541/2208, 1542/1383, 1543/1384, 1544/1476, 1544/2388, 1544/2389, 1544/2390,

commune de Mondorf-les-Bains, section A d'Ellange

754/5186, 760/5187, 764/2684, 764/2685, 764/5188, 765/2714, 766/2715, 768, 769, 770, 771, 772/3, 772/2599, 772/2600, 772/2983, 772/2984, 773/2316, 774/388, 774/389, 775, 776/3725, 784/2837, 785/1943, 793/2838, 796, 798/2535, 801/2579, 804, 805, 806/862, 806/863, 807, 808/2688, 809, 810, 811/390, 812/391, 812/392, 812/393, 815, 816, 817, 817/2, 818, 819, 820/866, 820/1945, 820/2172, 820/2173, 820/3838, 820/3839, 821, 822/236, 822/237, 822/238, 822/239, 823, 824, 825, 825/3, 825/4, 825/1027, 825/2234, 825/2235, 825/2236, 850/4906, 850/4907, 852, 853/3115,

853/4908, 853/4909, 853/4910, 853/4911, 853/4912, 853/4913, 853/4914, 853/4915, 853/4916, 853/4917, 853/4918, 853/4919, 854/3999, 854/4920, 854/4921, 855, 855/2, 855/4922, 855/4923, 856/4924, 856/4925, 857/4926, 857/4927, 858/3386, 858/3387, 860/1947, 862/3853, 865/3854, 865/3855, 865/3856, 866/1729, 866/3857, 867/1730, 868/3858, 869, 870/3417, 870/3418, 870/3419, 1249, 1250, 1257/892, 1261/2844, 1265/2846, 1678/2915, 1678/5324, 1678/5325, 1678/5326, 1679/5327.

Toutes les surfaces ne portant pas de numéro cadastral, tels que chemins et cours d'eau, situés à l'intérieur du périmètre de la réserve naturelle font partie intégrante de la zone protégée.

La délimitation des deux parties [partie A (A1, A2) et partie B] est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la partie A sont interdits:

- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage et l'extraction de matériaux; les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes étant à autoriser au préalable par le Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages en terres arables, ainsi que le sursemis;
- la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes tels que mares, étangs, sources, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, lisières de forêts, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, ou friches, ainsi que d'habitats énumérés à l'annexe 1 et d'habitats d'espèces énumérées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004;
- les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que l'installation de nouveaux drainages et l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
- le piégeage, la capture, la destruction ou la perturbation d'animaux sauvages indigènes;
- l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages, excepté dans le cadre de la pratique agricole et forestière;
- la pêche et l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- l'appâtage du gibier;
- la circulation motorisée, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins et sentiers existants, cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains ni à leurs ayants droit;
- l'emploi de pesticides ou de fertilisants;
- la plantation de résineux.

Art. 4. Dans la partie B sont interdits:

- les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le remblayage, le déblayage, l'extraction de matériaux dépassant un volume de 250 m³, les fouilles archéologiques restent soumises à autorisation préalable du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.
- l'installation de nouveaux drainages;
- l'implantation de toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des remises ou abris légers servant à des fins agricoles, qui sont toutefois soumis à l'autorisation du Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions ;
- la mise en place d'installations de transport et de communication de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, à l'exception de la pose d'une ligne téléphonique souterraine ainsi que d'autres conduites indispensables à l'habitation du Reckingerhaff, travaux qui restent soumis à autorisation préalable du ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles. Les interventions nécessaires à l'entretien des installations existantes sont à autoriser au préalable par le Ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions;
- le changement d'affectation des sols, notamment la transformation, même temporaire, de prairies et pâturages permanents en terres arables;
- l'introduction de poissons dans les eaux stagnantes;
- la réduction, la destruction et le changement des couloirs de liaison entre les parties A1 et A2 tels que définis sur le plan annexé qui fait partie intégrante du présent règlement grand-ducal;
- l'emploi de pesticides, sauf pour la lutte ponctuelle contre les adventices dans le contexte de la conditionnalité.

Art. 5. Les dispositions des articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures restent toutefois soumises à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.

Art. 6. Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

